***SOMMAIRE***

page

* **L’hôte du trimestre 3**

Général de corps d’armée GILLES

* **Editorial du Commandant du CESAT 5**

Commandant partant Général DELOCHRE

Commandant arrivant Général BALERIN **5bis**

* **Activités récentes et à venir 7**

**Nouvelles du CESAT 9**

Le comité de pilotage du domaine renseignement **11**

* **Témoignages et points de vue 15**

La guerre de l’information **17**

Par le Chef de bataillon de CHARNACÉ

101 recommandations pour changer l’ONU **21**

Culture militaire et culture du militaire **27**

Par le Colonel YAKOVLEFF

* **Articles d’intérêt général 39**

La révolte des jeunes actifs **41**

Par M. Hervé JUVIN

Galileo **43**

Par le Général de corps d’armée (2°s) A. BOURRACHOT

Pacification : l’école française **47**

Par le Chef d’escadrons de BEAUREGARD

Le nouveau statut général des militaires **53**

Par le Contrôleur général des armées PALAGOS

* **Les pages des Cours supérieurs 57**

**L’EMSST 59**

Résultats du concours DT 2005 **61**

Viol des foules par la propagande **63**

Par le Chef de bataillon HUNOT

Fiche au stagiaire de l’EAABC **73**

**L’ESORSEEM 77**

Visite d’Eurocopter **79**

Par le Capitaine (R) COTTAIS

Visite de Sagem (Drone Sperwer-B) **83**

Par le Capitaine (R) COTTAIS

**Le CSEM 85**

En écoutant le Maréchal FOCH **87**

Par le Chef de Bataillon LARDET

Davantage ne reviendront pas **91**

Par le Chef de Bataillon PY

La transformation de la guerre **95**

Par le Chef de Bataillon YOUCHTCHENKO

**La Chronique des Associations 99**

**MARS 101**

Les années France-Chine **103**

Par M. LOMBARD

La Chine et la puissance **107**

Par Madame NIQUET

Les exportations d’armement de la France (2002-2003) **117**

Par le Général (2°s) CARMONA

**La Réunion des ORSEM 123**

Le corps des officiers d’E-M de l’armée allemande (2° partie) **125**

Par le Chef de bataillon (R) GOUËSMEL

**L’Amicale de l’EMSST 139**

L’éditorial du Président, le Général de corps d’armée (2°s) RENUCCI **141**

Le mot du Secrétaire général **143**

Composition du Conseil d’administration **147**

Conflits du XXI° siècle et emploi des forces terrestres **149**

Résumé par le Colonel (H) TOUSSAINT de la conférence du Général BEZACIER

Un âge avancé **153**

Carnets **155**

**Notes de lecture** Par le Général de corps d’armée SORRET **157**

FITNA, guerre au cœur de l’islam (G. Kepel) **159**

La fin de l’Occident (F. Heisbourg) **160**

Vers la quatrième guerre mondiale (P. Boniface) **161**

**L’hôte du trimestre:**

**le Général de corps d’Armée GILLES**

Directeur des personnels militaires de l’armée de terre

**La**

mise en œuvre des principes de gestion par compétence, qui encadrent aujourd’hui l’action des gestionnaires, nécessite d’identifier et d’employer tout militaire, d’active ou de réserve, dans une spécialité en fonction de sa formation initiale, de ses qualifications ou diplômes, voire de l’expérience acquise.

En effet, l’objectif fixé par le général CEMAT est bien de « *tendre vers la meilleure adéquation possible entre qualification, affectation et poste tenu »*.

C’est dire si la formation dispensée tout au long de la carrière revêt une importance capitale, singulièrement lorsqu’elle s’inscrit dans le cadre de l’*enseignement militaire supérieur*.

Cette formation, qui constitue une plus-value incontestable tant pour l’institution que pour les intéressés, a naturellement un coût financier et humain !

Nous sommes donc **condamnés à l’excellence** : le « CESAT », en **adaptant strictement les formations aux besoins** de l’armée de terre, au regard des acquis académiques, et le « gestionnaire », tenu, quant à lui, de procéder systématiquement au **retour sur investissement**.

Pour se faire, la DPMAT a centralisé la gestion des officiers brevetés, ce qui permet une meilleure prise en compte des formations suivies au CESAT, dans le cadre notamment de la première affectation à la sortie du CID. D’autre part, l’emploi des officiers titulaires d’un diplôme technique fait l’objet d’une attention particulière, eu égard aux compétences détenues par ces spécialistes de haut niveau.

J’ai souhaité également une plus grande cohérence entre la formation délivrée et le parcours professionnel suivi. Ainsi, la rénovation du dispositif d’orientation permettra très prochainement de décider, au moment de l’orientation de carrière, du type de formation à suivre dans le cadre des scolarités du CESAT.

Permettez-moi enfin de profiter de l’occasion qui m’est donnée pour formuler deux souhaits.

La qualité des enseignements dispensés ainsi que l’effort consenti par l’armée de terre pour mettre ses officiers dans les conditions optimales de réussite militent pour un investissement sans réserve de tous les stagiaires. Puissent ces derniers tirer le meilleur profit de la période privilégiée qui s’offrent à eux !

Qu’ils n’oublient pas non plus le rôle de relais et d’ambassadeur qui leur incombe à l’occasion de leur formation en milieu civil. Ce rôle est d’autant plus important que ces officiers côtoient au sein des grandes écoles et universités les décideurs de demain.

**Éditorial du Commandant du CESAT :**

Général DELOCHRE, partant

**Ce**

numéro 3 des « Cahiers de l’EMS » m’est particulièrement cher pour plusieurs raisons.

La première c’est qu’il représente le signe de bonne santé de cette parution qui tient ses objectifs initiaux en termes de fréquence et de diversité du contenu. Mais plus peut-être que le respect de notre « feuille de route », c’est la relative facilité avec laquelle nous avons pu « boucler » ce numéro qui nous conforte dans notre choix : il y a une réelle production d’idées au sein de l’EMS et une non moins réelle envie de les partager. En effet il est, pour l’instant au moins, plus difficile de ne pas sortir de l’épure (en terme de volume), que de l’atteindre !

Le second point de satisfaction, c’est l’apparition des premières réactions sur le contenu, preuve que les « Cahiers » sont lus (au moins par quelques uns et au moins en partie !). Qu’elles soient positives ou négatives dans leur appréciation du contenu, des réflexions et remarques construites et argumentées sont indispensables pour guider nos premiers pas … et corriger nos faux-pas ! J’incite donc le plus grand nombre d’entre vous à participer à cet élan constructif en ouvrant le débat sur un thème nouveau qui vous tient à cœur ou en enrichissant une réflexion déjà publiée.

La dernière raison de mon intérêt pour ce numéro 3, c’est qu’ils m’offrent l’occasion d’un dernier « éditorial ». J’aurai d’ailleurs certainement rejoint mes nouvelles activités à l’instant de sa parution.

Un seul constat (à défaut d’un conseil) au moment de vivre avec tout autant de passion cette nouvelle « mutation » : une transition se prépare à l’avance, un réseau de relations se construit patiemment et les opportunités existent ; il suffit d’être présent et « réactif » quand elles se présentent.

Mais, anticipation, ouverture d’esprit et esprit de décision, ne s’agit-il pas là justement des qualités qu’on recherche ou développe chez les officiers de l’enseignement supérieur ?

Alors « bonne route » vous êtes armés et, le moment venu pour vous, même si selon l’expression « on ne vous attend pas ! » sachez qu’on peut toujours s’inviter et être accepté sous réserve de ne pas arriver chez des inconnus et les mains vides ! En attendant, vivez fort le quotidien !

**Activités récentes et à venir**

**1er juin** Conseil d’orientation de l’EMSST.

**1er au 3 juin** Symposiumsur la sécurité des systèmes d’information et de communication, organisé par le Général (2°s) AUBERT, président de l’Antenne de Rennes de l’Amicale de l’EMSST.

**15 juin** Conseil d’Orientation de l’Amicale de l’EMSST.

**16 juin** Remise des diplômes aux stagiaires étrangers du COSCAM, ainsi qu’une « victoire de Samothrace » décernée par l’Amicale de l’EMSST au meilleur d’entre eux.

**24 juin** Fin de scolarité du CSEM et prise d’armes d’adieu aux armes du Général DELOCHRE, Commandant le CESAT.

**14 septembre** Journée de rentrée des stagiaires de l’EMSST.

**10 au 12 octobre** Voyage d’étude des stagiaires « armement » de l’EMSST, organisé par l’Amicale de l’EMSST dans la région Centre (Salbris-Bourges) avec notamment les visites de Giat-Industries, de Thalès/TDA, deMBDA, de Michelin.

**19 octobre** Conférence de M. GODET, « l’avenir à contre courant des idées reçues » (17h30, amphi Louis)

# Novembre **Journées d’actualisation des connaissances organisées par l’Amicale de l’EMSST :**

* journée sur le Droit « la fonction militaire aujourd’hui »
* demi-journée en Informatique

**17 novembre** Conférence du Général Py Commandant le CFAT, « l’Afghanistan de demain » (17h30, amphi Louis) ;

**NOUVELLES du C E S A T**



**Le comité de pilotage**

**du domaine de spécialité renseignement (2004)**

Le

CESAT, en la personne du commandant CHAAR, a participé le 18 novembre 2004 à la réunion du comité de pilotage du domaine de spécialité renseignement organisée par le centre d’enseignement et d’études du renseignement de l’armée de terre (CEERAT) situé à Saumur.

Y étaient présents les membres permanents du comité représentant la DPMAT, l’EMAT/BRI, l’EMAT/BPRH, l’EMAT/BOE, le COFAT, l’EAT de Rennes, le CFAT, la BR, la BFST, le 44°RI, le CIRP et la DPSD, le coordinateur du renseignement ainsi que l’équipe pilote du domaine appartenant au CEERAT. Exceptionnellement, un représentant de l’école d’application de l’ABC et le représentant de la filière LRI de la DEMSST, à sa demande, ont assisté aux travaux en tant qu’invités.

**L’ordre du jour a été le suivant :**

* Un point de situation sur les évolutions récentes pouvant avoir un impact sur le domaine.
* Un point de situation prévisionnel présentant le besoin, la ressource, le recrutement, l’estimation des flux de mise en formation ainsi que le bilan capacitaire des organismes de formation.
* Un bilan des actions conduites depuis le dernier comité.
* Un inventaire des actions à entreprendre ou à poursuivre, notamment pour les officiers de réserve d’état-major (OREM), les sous-officiers de réserve d’état-major (SOREM).

## Réunion du comité de pilotage du domaine de spécialité renseignement

Ce comité a été présidé par le colonel Pinel, commandant le centre d’enseignement et d’études du renseignement de l’armée de terre (COMCEERAT).

* Introduction de la séance par le colonel Pinel**:**

Après une longue montée en puissance le CEERAT prend, aujourd’hui, l’envergure d’un centre d’application du renseignement.

En 2004, il a fait l’effort de décrire la première partie de carrière des officiers et des sous-officiers spécialistes renseignement ainsi que d’officialiser les actes de formation qui en découlaient.

Pour 2005, il a l’intention de s’atteler au cœur du métier renseignement, notamment les actions de formation et l’organisation des nouvelles qualifications renseignement afin de mieux répondre aux besoins de l’armée de terre. Ce projet s’inscrit en parallèle à la prise en compte de la réserve, qui, aujourd’hui, évolue vers un avenir vague et dont l’identification de la ressource et du besoin demeure mal définie.

* Nouveau dispositif pour les qualifications renseignements:

Ce dossier, encore à la phase d’étude, part du constat selon lequel le métier renseignement-terre intéresse tous les officiers de notre armée. Le nouveau dispositif doit être en mesure d’identifier la ressource existante et les fonctions reconnues par le marquant renseignement et de les faire coïncider. Pour cela, l’exigence de professionnels dans le domaine forcera les organismes de formation à adapter un enseignement qui correspond aux besoins de responsabilité demandés par les postes concernés. Cette adaptation ne manquera pas de distinguer les postes à caractère acquisition du renseignement de ceux d’exploitation du renseignement. En d’autres termes, de spécialiser un petit nombre de personnel et de préserver une culture générale renseignement pour une grande partie sans perdre de vue de développer l’aptitude à évoluer dans un milieu interarmes voire interalliés.

Ce dossier ne manquera pas d’avoir un impact sur la deuxième partie de carrière des officiers appartenant au domaine car la notion d’exploitation, véritable cœur du métier renseignement, induit en matière d’acquisition du savoir faire, une période d’affectation assez longue. Outre le fait que cette mesure pourrait provoquer la refonte des qualifications renseignements, si elle est adoptée, elle aura certainement des conséquences sur les études amonts, telles que :

* L’identification des « fratries » au sein du domaine (rens. Services spéciaux, rens. de sécurité de défense, rens. terre…) et pose la question de l’appartenance des relations internationales au domaine renseignement.
* La répartition des niveaux de compétence en quatre (Elémentaire, N1 = officier traitant, N2 = officier rens. confirmé, N3 = officier rens. de haut niveau).
* La différenciation des qualifications relations internationales (QRI) des rens.-terre (QRT) sans possibilité d’obtenir d’équivalence ( cas particulier des BT/DT LRI qui seront formés sur la base d’une QRT2).
* **Les propositions du CEERAT :**
* Suppression de l’attribution d’une qualification rens.-terre sur présentation d’un stage rens. interarmées.
* Intégration à chaque niveau de QRT d’un module OTAN et d’un autre interarmes voire interarmées.
* Introduction de la notion de péremption des compétences par module de formation (durée de validité à préciser en fonction de la spécialité).
* Proposition de création de trois domaines au sein de la spécialité renseignement : Exploitation - Recherche - Commandement (lire état-major).
* **Les objectifs du CEERAT :**

Rendre le domaine de spécialité renseignement plus lisible par le gestionnaire sachant qu’une QRT2 donnera automatiquement à son titulaire le marquant EIP RGE.

Le CEERAT a également l’intention de créer un DT RENS et ne ressent pas la nécessité de faire de même pour la scolarité BT. Cette formation interviendrait après le DEM et pourrait avoir le profil suivant :

* Un module de connaissances militaires générales,
* Un module de connaissances civiles générales (type mastère pour le niveau 3),
* Un troisième module de connaissances civiles ou militaires spécifiques.

Enfin, concernant l’obtention de qualifications par équivalence ou par validation d’expérience, ce point reste à l’étude sachant que le COMCEERAT estime que ni l’affectation dans un poste renseignement en garnison, ni un séjour en opération peuvent être des arguments pertinents pour démontrer la validité d’une compétence.

* **Ressources, recrutement, flux de mise en formation :**

Ce paragraphe ne traitera que de la partie officier, spécialité langues rares de la présentation de la DPMAT.

Un premier bilan fait état de deux déséquilibres flagrants dans cette spécialité. Le premier est un déficit de la ressource par rapport aux besoins identifiés au DUO (- 562). Le deuxième est un excédent de postes réalisés identifiés comme appartenant au domaine RENS par rapport aux postes inscrits au DUO (+ 44).

Les solutions envisagées par la DPMAT :

* Recruter des linguistes (formation longue et coûteuse) sur « étagère » par des contrats courts à durée déterminée.
* Cibler les campagnes de communication de l’armée de terre sur des métiers techniques.
* Supprimer les barrières de sélection dès le recrutement.
* **Conclusion :**
* Cette réunion n’a pas de conséquences essentielles pour le CESAT, du moins dans l’immédiat. La majeure partie traitée par le comité concernait des points particuliers au renseignement et aux unités de ce domaine.
* Pour l’instant, la mise en place des nouvelles qualifications renseignement-terre devrait voir le jour durant l’été 2005, les autres qualifications restent au stade de l’étude. Dans sa conclusion, le COMCEERAT a incité les différents organismes à plus de concertation et a souhaité que l’EMSST apporte son expertise toutes les fois que cela semblera nécessaire notamment en matière de relations internationales et de langues.
* Les arguments de la DPMAT n’ont convaincu personne hormis la DRM qui voyait d’un œil favorable le recrutement de civil, allant jusqu’aux contrats locaux à l’étranger, pour suppléer les déficits en linguistes sans vraiment prendre en considération les problèmes liés à la confidentialité et à la sécurité.

***Avis du rédacteur****:*

Le domaine de spécialité renseignement semble vouloir se démarquer des spécialités hors renseignement à proprement parlé telles que les relations internationales et les langues. Ceci est un syndrome connu et ancien. L’intervention du rédacteur lors du débat, a remis au goût du jour la globalité du renseignement, notamment le renseignement de situation et celui de recherche humaine au niveau opératif et stratégique où le linguiste ainsi que l’expert en relations internationales trouvent toute leur raison d’être.

Le problème, puisque la DPMAT le reconnaît, n’est pas tant de recruter mais de convaincre et de fidéliser ces spécialistes. La DPMAT, ainsi que tous les décideurs du domaine de spécialité ne pourront pas faire l’économie de répertorier ces spécialistes par zones géographiques et de leur élaborer un cursus de carrière qui leur permettront de rentabiliser les efforts et sacrifices déjà consentis lors de leur formation.

Le regroupement au sein d’une même action de formation renseignement de modules à caractère renseignement spécifique, langues et civilisation ainsi que relations internationales semble s’inscrire dans cette voie.

***TÉMOIGNAGES et POINTS de VUE***



**La guerre de l’information**

*Par le Chef de bataillon Olivier de CHARNACÉ de la 118° promotion du CSEM*

A

ujourd’hui les nations les plus évoluées sont entrées ou s’apprêtent à entrer dans l’âge de l’information. Les nouvelles technologies, permettant de réduire les temps de réponse quasiment à zéro, contribuent à modifier l’art de la guerre. A une menace unique, identifiée et structurée ont succédé des risques multiples aux contours flous et sans probabilité d’occurrence ni localisation précise.

Les nations qui possèdent ces nouvelles technologies devraient donc détenir la supériorité opérationnelle vis-à-vis de celles qui ne les ont pas. Paradoxalement, on s’aperçoit que celles qui les utilisent ne maîtrisent pas nécessairement l’information. L’adversaire, en ayant bien compris le fonctionnement, les exploite en terme de désinformation ou de propagande….. La question est bien de savoir quelle utilisation est faite de l’information : sert-elle uniquement à prendre des décisions, ou devient-elle une arme à part entière ?

***Il est donc important de mener une réflexion sur le développement de nos capacités à obtenir des informations. L’objectif premier est d’en garantir la fiabilité, notamment pour pouvoir prendre de bonnes décisions. Néanmoins il devient également impératif de développer un concept plus offensif contre ceux qui utilisent aujourd’hui l’information à des fins subversives sur les différents théâtres. Peut être faudra t-il même aller encore plus loin en mettant en oeuvre des méthodes similaires (guerre psychologique) comme une arme permettant de contribuer à la réussite de la mission.***

**La guerre de l’information existe depuis des siècles**

Vers 500 avant J-C, Sun-Tsu, dans « l’Art de la guerre » posait le précepte suivant : « l’affaiblissement ou l’élimination d’un adversaire est possible grâce à un usage habile d’une rumeur ponctuelle ou répétitive savamment diffusée ». Les origines de la guerre de l’information remontent à la nuit des temps puisque d’Alexandre le Grand à Napoléon Bonaparte, tous les chefs de guerre dans un premier temps, puis tous les leaders politiques dans un deuxième temps (surtout lors de la guerre froide), ont tenté d’imposer par tous les moyens leurs visées et leurs desseins à leurs ennemis. Plus proche de nous, l’époque contemporaine a vu se développer au cours des deux conflits mondiaux des méthodes destinées à tromper l’adversaire. L’un des plus beaux exemples est sans doute l’opération d’intoxication « Fortitude » en 1944 destinée à faire croire aux Allemands que le débarquement allié aurait lieu au nord de la France et non pas en Normandie.

La guerre psychologique est en fait une des formes les plus anciennes de la guerre de l’information si ce n’est la plus sophistiquée. Elle recouvre des actions qui visent au succès des opérations militaires conduites pour dominer l’adversaire, à préserver les armées de toute atteinte au moral des troupes et à obtenir l’adhésion de l’opinion nationale. Présente à tous les niveaux des conflits, elle agit par la désinformation, l’intoxication, la déception et la propagande et utilise tous les moyens, des plus classiques aux plus sophistiqués. Elle est caractérisée par des actions humaines, techniques ou technologiques permettant de détruire, de modifier, de corrompre, de dénaturer ou de pirater les informations ou les flux d’informations de l’adversaire en vue de brouiller, d’altérer ses capacités de perception, de réception, de traitement, d’analyse et de stockage des informations. Elle peut être appliquée au cours d’engagement de natures très diverses (combat classique, lutte contre le terrorisme, maintien de la paix). Elle n’amène pas directement à un affrontement armé sur le terrain mais peut entrer dans le spectre de la « guerre subversive ».

Dans cette perspective, l’arme psychologique est en train de devenir un des instruments majeurs de la bataille de l’information et notamment de celle des médias, moyens incontournables et indispensables pour diffuser les messages destinés aux amis comme aux ennemis.

**Une utilisation croissante de la guerre de l’information**

Les crises et les conflits récents ont donné une nouvelle dimension à la guerre psychologique. En effet, que ce soit dans le Golfe, au Rwanda, au Kosovo ou en Côte d’Ivoire, elle a été un instrument des stratégies politiques et militaires avec une omniprésence des médias. Ces conflits ont montré que la guerre psychologique, non seulement ne peut être exclue d’un conflit moderne, mais aussi qu’elle pourrait être un facteur de succès, grâce en particulier à la maîtrise des médias.

La désinformation est un des moyens utilisés dans le cadre de la guerre de l’information. Ainsi, au Kosovo, les Serbes utilisent-ils ce moyen pour tenter de maintenir la force en place pour défendre les enclaves. Les chefs doivent essayer de rétablir la vérité et surtout de ne pas se laisser influencer dans leurs décisions. Cela implique une prise de risque qui est de plus en plus difficile car les conséquences sont certes militaires, mais également politiques. Le but reste de maîtriser l’information pour discerner le vrai du faux.

La propagande est également un autre moyen couramment utilisé aujourd’hui par les nations faibles. Le cas le plus frappant est sans aucun doute celui de la Côte d’Ivoire, un Etat souverain, où sont diffusées régulièrement de fausses informations en toute légalité à la télévision et à la radio pour inciter la population à réagir face à la présence française. Cette forme de la guerre de l’information est assurément la plus compliquée à traiter car il faut à la fois rétablir la vérité et éviter que la situation ne dégénère. Une bonne communication opérationnelle demeure la réponse la plus efficace car elle permet d’anticiper ou d’éviter ces attaques.

**Nous devons donc développer un concept plus offensif** pour, non seulement favoriser le déploiement de la force, mais également maîtriser l’information pour agir efficacement sur les différents acteurs des conflits

Pendant longtemps, la guerre psychologique a été un sujet tabou en France, notamment après la guerre d’Algérie où elle avait pourtant obtenu des résultats particulièrement efficaces. Depuis les conflits balkaniques des années 90 et une participation accrue à des opérations multinationales, la France a décidé de développer un nouveau concept et une nouvelle doctrine. Dans ces documents datant de 2001, elle a choisi de gérer l’environnement psychologique d’une part, au travers de la communication opérationnelle, qu’elle soit interne ou locale et d’autre part, au travers de l’appui psychologique avec des actions civilo-militaires ou du soutien de la force (welfare).

Jusqu’à présent, le but exclusif a été de favoriser le déploiement de la force sur un théâtre. Peut être faut-il maintenant élargir le concept en accentuant les actions psychologiques pour contrer réellement les attaques que nous subissons et qui iront inexorablement en s’accroissant. Des doctrines existent déjà, notamment au niveau de l’Otan. Il reste à définir un concept et une doctrine au niveau national, qui permettent d’intervenir au plus tôt sur le terrain pour anticiper les éventuelles attaques et non plus les subir. Des équipes spécialisées de contact pourraient être mises en places avec des moyens spécifiques aériens et terriens (avions pour distribuer des tracts, équipements « médias » ou d’imprimerie, armes spécifiques comme le lance roquette de tracts polonais…). Bien que certains matériels soient en cours de mise en place au niveau du GIO de Lille, la France reste en retard par rapport à d’autres nations.

Aux niveaux opératif et tactique, le développement de la notion d’effets combinés dans la profondeur (DEEPOPS) permettra de développer une stratégie plus offensive. En effet, cette doctrine permet de combiner des feux classiques (« kinétic effects ») avec des actions plus psychologiques (« non kinétic effects »)comme les campagnes d’information sur le terrain pour permettre de mieux prendre l’ascendant sur les belligérants et sur les populations, enjeu majeur des conflits du XXIème siècle.

La guerre de l’information s’exerce de trois manières : La guerre pour l’information (lutte pour avoir les bons renseignements), la guerre contre l’information (protection de nos renseignements), et la guerre par l’information (utilisation de moyens subversifs). Ce dernier aspect devient prédominant et devra être impérativement maîtrisé dans l’avenir pour gagner les conflits. La maîtrise, le contrôle et la diffusion de l’information, ainsi que la protection des capacités informationnelles, restent une nécessité permettant d’anticiper et de prendre des décisions mais deviennent également une arme offensive qui fait de l’information un enjeu politico-militaire majeur du XXIème siècle. Un nouveau concept et une nouvelle doctrine pour l’information opérationnelle devraient être diffusés l’été prochain. Souhaitons qu’ils permettent de progresser dans ce domaine qui est essentiel pour régler les conflits d’aujourd’hui et de demain.

**ONU : les 101 recommandations du Groupe**

**de personnalités de haut niveau**

D

epuis la fondation de l’Organisation des Nations Unies, les États ont essayé, en règle générale, de conjurer les menaces contre la paix par le recours à l'endiguement et à la dissuasion, grâce à un système fondé sur la sécurité collective. L'Article 51 de la Charte des Nations Unies stipule que tous les États, s'ils sont l'objet d'une agression armée, peuvent exercer leur droit naturel de légitime défense. Cependant, il allait de soi que lorsque les États exerçaient ce droit, ils ne pouvaient le faire sans l’aval de l'Organisation des Nations Unies. Aujourd’hui, d’aucuns invoquent un changement de circonstances et prétendent que cette interprétation n'est plus valide. Ils font valoir qu'une agression armée au moyen d'armes de destruction massive peut aujourd’hui être lancée à tout moment, sans avertissement, y compris par un groupe terroriste. Plutôt que d'attendre le fait accompli, affirment-ils, les États ont le droit et surtout le devoir d'employer la force de façon préemptive, fût-ce sur le territoire d'autres États, et quand bien même les armements susceptibles d’être utilisés contre eux ne seraient encore qu’au stade de la mise au point. Selon cette thèse, les États ne sont pas tenus d'attendre l’obtention d’un accord au sein du Conseil de sécurité. Ils ont le droit d'agir, soit dans le cadre de coalitions ad hoc, soit unilatéralement**.** A l’évidence, cette logique porte en germe la généralisation de l'usage unilatéral de la force et la fin de la sécurité collective. En proie à cette crise existentielle, les Nations Unies doivent se résigner à devenir une chambre d’enregistrement, à moins de trouver la parade en devenant inattaquable sur l ‘endiguement des nouvelles menaces. Le Secrétaire général des Nations Unies, Monsieur Kofi Annan, a choisi de relever ce défi. Cependant, pour éclairer la marche à suivre, il a créé en novembre 2003 un Groupe de seize personnalités de haut niveau[[1]](#footnote-1), présidé par l'ancien Premier ministre thaïlandais Anand Panyarachun .[[2]](#footnote-2) Ce dernier était chargé, d’une part, de fournir une nouvelle évaluation des menaces à venir et, d’autre part, de recommander les changements nécessaires à une réponse collective adaptée, comprenant, entre autres, un réexamen des principaux organes des Nations Unies. M. Anand Panyarachun a annoncé officiellement ses 101 « recommandations » le 2 décembre 2004 sous la forme d’un rapport de 95 pages, intitulé «  Un monde plus sûr : Une responsabilité à partager ». On peut discerner au milieu de ces 101 recommandations la pensée directrice du Groupe de personnalités : la primauté de l'ONU et du conseil de sécurité doit être préservée, y compris pour les missions menées par une force multinationale. Pour y parvenir, il faut une stratégie et des institutions rénovées.

En ce qui concerne la stratégie, l’idée est de s’attaquer à la fois aux causes que sont le sous-développement et la faiblesse des Etats, et aux effets que sont le VIH/sida, la prolifération nucléaire, le génocide et le terrorisme.

Le premier volet de cette stratégie s’attaque aux causes. Le développement en constitue la pierre angulaire. Celui-ci a, en effet, de multiples fonctions : il aide à lutter contre la pauvreté, les maladies et la dégradation de l'environnement. Ces malédictions fauchent des millions de personnes. Ils sont générateurs de frustrations et menacent, de ce fait, la sécurité mondiale. Les auteurs du rapport suggèrent, par ailleurs, de restaurer l’autorité des Etats. Il s’agit, en priorité, d'aider ces derniers à lutter contre la corruption. L’objectif est de permettre aux Etats d'exercer la plénitude de leur souveraineté. La restauration de leur autorité devrait leur permettre, d’une part, de prévenir les guerres intestines et, d’autre part, de s'attaquer résolument aux milieux dans lesquels baignent le terrorisme et le crime organisé. Les auteurs du rapport font observer, à cet égard, que l'expansion de la criminalité transnationale organisée est un facteur aggravant de toutes les autres menaces. Les terroristes se servent, en effet, des groupes de criminels organisés pour transférer de l'argent et déplacer des hommes et du matériel dans le monde entier. Des gouvernements et des rebelles vendent des ressources naturelles par l'intermédiaire de bandes de malfaiteurs pour financer les guerres. Sur le plan de la santé, les auteurs du rapport déplorent la mauvaise réponse apportée aujourd’hui à la lutte contre le VIH/SIDA. Ils s’indignent de son retard et de la minceur de ses ressources. Ils appellent la Communauté internationale à échafauder pour le monde un nouveau programme de santé publique, de contrôle et de réaction aux maladies. Ce schéma est envisagé comme moyen de défense à la fois contre les épidémies naturelles et contre les terroristes méditant de faire usage d'armes biologiques. Les auteurs du rapport attirent, par ailleurs, l'attention sur le fossé entre la promesse du protocole de Kyoto[[3]](#footnote-3) et ses résultats. Ils préconisent, à cet égard, de nouvelles négociations sur une stratégie à long terme visant à réduire le réchauffement de la planète d'ici à 2012, date à laquelle les obligations du protocole prennent fin. Ils proposent également de durcir le régime de non-prolifération nucléaire et de passer à une étape ultérieure visant à empêcher l'expansion des armes biologiques et chimiques.

Cette stratégie s’attaque ensuite aux effets au premier rang desquels figure le terrorisme. Les auteurs du rapport ont réussi à dégager un consensus sur sa définition, dont l'absence avait, jusqu'à présent, empêché les Nations unies d'adresser un message sans équivoque, à savoir que le terrorisme n'est jamais acceptable. Ils soulignent que ce fléau constitue une menace non seulement pour les États mais aussi pour l'ONU elle-même. Ils tracent les linéaments d'une défense collective contre le phénomène, avec, aux commandes, le Secrétaire général lui-même. Des mesures sans précédents sont prévues pour parer aux manifestations inédites de cette menace, notamment la montée du terrorisme mondial organisé et le risque d'attentat terroriste à l'arme nucléaire, biologique ou chimique. L'ONU n'avait pas, jusqu’ici, été à la hauteur de ce défi. Face au terrorisme, l’Organisation est donc appelée à mettre en œuvre une politique, certes respectueuse des droits de l'homme et de la légalité, mais n’écartant plus d’emblée, comme auparavant, les mesures coercitives. Elle est également invitée à proposer aux États de nouveaux outils pour combattre la menace à l’intérieur de leurs frontières.

Outre la réaffirmation du droit à l'autodéfense et le fait que les " scénarios catastrophes " peuvent appeler des mesures drastiques prises avec davantage d’anticipation par le Conseil de sécurité, les auteurs du rapport mettent en avant l'idée d'une responsabilité collective pour protéger les civils des génocides, nettoyages ethniques et autres atrocités de cette nature. Cette responsabilité est, certes, l’apanage des Etats souverains. Toutefois, quand ceux-ci sont défaillants, une plus large communauté internationale est fondée à prendre la relève et à intervenir elle-même – agissant au besoin de façon préventive (quand cela est possible). Cette communauté internationale aurait également le droit de répondre à la violence par la violence. Elle œuvrerait enfin à rebâtir des sociétés détruites au sortir de la crise. Les auteurs du rapport ont élaboré un cadre de réflexion à l’usage du recours aux mesures coercitives. Certes, l'objectif serait toujours d'arrêter toute violence par la voie diplomatique et de protéger les personnes par des actions telles que l'humanitaire, les droits de l'homme et les missions de police. Par ailleurs, la force, si elle devait être employée, devrait l’être toujours en ultime recours. En aucun cas, elle ne saurait se passer de l'autorisation du Conseil de sécurité. Cependant, ce dernier ne peut plus continuer à s’abstenir systématiquement d’utiliser le pouvoir qu’il a toujours eu d'agir préventivement. Le groupe de personnalités préconise qu’à l'avenir le Conseil de sécurité prenne davantage les devants. Il propose, à cet égard, un canevas de cinq critères pour guider sa décision. Afin de savoir s'il doit autoriser ou non l'usage de la force, il doit prendre en compte la gravité de la menace, l'effet à obtenir, la contrainte du dernier recours, la proportionnalité des moyens et la balance des conséquences. Il s’agit, ici, conformément à une maxime de droit, de déterminer si l'action militaire apporterait des résultats meilleurs ou pires que l'inaction*. La loi, en défendant une action, est censée défendre tout ce qui est la suite de cette action.*[[4]](#footnote-4).

En ce qui concerne la rénovation des institutions, l’objectif est de doter l’ONU d’instruments politiques propres à dissiper les inquiétudes qui poussent aujourd’hui certains Etats à prendre des mesures unilatérales.

Il apparaît d’abord souhaitable de revitaliser l'Assemblée générale et le Conseil économique et social. L’objectif serait de leur donner les moyens de jouer le rôle qui leur est dévolu, et de redonner sa crédibilité à la Commission des droits de l'homme. Cependant, l'élargissement du Conseil de sécurité figure parmi les changements les plus significatifs. A cet égard, deux options sont suggérées, la solution retenue devant être revue en 2020. Les auteurs du rapport proposent, en fait, de tenir un meilleur compte de la nouvelle situation internationale. Ils partent du constat que la structure onusienne date de la Charte de San Francisco et de la création de l’Organisation en 1945. La composition du Conseil de sécurité reflète le rapport de forces international de l’époque. Cinq grandes puissances y ont un siège permanent et un droit de veto. Ce sont les cinq principaux vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale.[[5]](#footnote-5) Les deux options reviendraient à faire passer le nombre total de membres du Conseil de quinze actuellement[[6]](#footnote-6) à vingt quatre. Dans la première, le nombre de membres non permanents passerait à treize et un groupe de six nouveaux membres permanents serait créé.[[7]](#footnote-7) Dans la seconde, huit membres semi-permanents, élus pour quatre ans renouvelables, soit deux par continent, et un membre non permanent seraient ajoutés. La sélection des candidats se ferait selon trois critères : la contribution à la paix et à la sécurité internationale ; la contribution au budget de l’ONU et les contributions volontaires ; la mise à la disposition de l’ONU de troupes pour les missions de maintien et de rétablissement de la paix. Cette sélection serait, pour les pays candidats, une incitation à augmenter leurs contributions et, par voie de conséquence, à doter l’Organisation de davantage de moyens d’action.

Le rapport insiste, par ailleurs, sur la création d'un nouvel organe de l'ONU, la Commission pour l'établissement de la Paix. En prévision de conflits violents, celle-ci serait chargée d’identifier les pays à risque. Elle aurait un pouvoir d’initiative en matière de prévention. Elle poursuivrait l’action de la Communauté internationale dans le domaine de la consolidation de la paix à l’issue des conflits. Des coopérations renforcées avec les organisations régionales sont également préconisées. Le rapport énonce, à cet égard, une série de principes susceptibles de régir un partenariat mieux structuré entre ces organisations et l'ONU. En marge de l'ONU, une instance réunissant les chefs d'État des vingt plus grands pays favoriserait, quant à elle, des politiques monétaires, financières, commerciales et de développement cohérentes au niveau international. Il est, par ailleurs, recommandé de renforcer le rôle essentiel du Secrétaire général dans le domaine de la paix et de la sécurité. Pour être plus efficace, celui-ci devrait avoir toute latitude dans la gestion du Secrétariat et en être comptable. Il devrait aussi être mieux soutenu dans son rôle de médiateur. Il devrait, en particulier, être muni de moyens supplémentaires dédiés à l’élaboration d’une politique de consolidation de la paix. Il est aujourd’hui secondé par un Vice-Secrétaire général, et s'il en avait un deuxième, qui serait chargé de la paix et de la sécurité, il serait en mesure de superviser l'action de l'Organisation non seulement dans les domaines social, économique et du développement, mais aussi en matière de paix et de sécurité.

Le rapport s'attaque également à des problèmes survenant pendant et après de violents conflits, parmi lesquels figurent le renforcement, le maintien et le rétablissement de la paix ainsi que la protection des civils. Selon le groupe de personnalités, les soldats de la paix disponibles font gravement défaut. Les pays sont donc conviés à se tenir prêts à fournir et soutenir des déploiements militaires. Les Etats développés sont, quant à eux, appelés à prodiguer les ressources financières et logistiques nécessaires à la mise sur pied des contingents destinés aux opérations de paix à l'endroit et au moment voulus.

L’ordre international peut être régi selon deux modes. Le premier est l’équilibre des puissances. Le second est la sécurité collective. Les deux peuvent cohabiter et se décliner en une infinité de sous-modes, plus ou moins hybrides. Chacun des deux régimes connaît sa propre dégénérescence. Le premier se pervertit naturellement en régime impérial. Le second en Sainte Alliance, c’est à dire en condominium de puissances qui dicte sa loi au reste du monde. C’est, au demeurant, cette forme de gouvernement mondial qui aurait prévalu si la France n’avait pas mis son veto à l’invasion de l’Irak. L’enfer étant pavé de bonnes intentions, l’écueil d’un directoire mondial a pu être évité, mais on est tombé de Charybde en Scylla en donnant naissance à un régime impérial, c’est-à-dire, au plus arbitraire de tous. Pourtant, lorsque l'Organisation des Nations Unies a été fondée, en 1945, c’est bien le Président Franklin Delanoe Roosevelt qui avait compris le premier qu'à moins de gérer plus sagement ses affaires, l'humanité risquait de disparaître. Sous son impulsion, un groupe de visionnaires qui adhéraient à ses thèses a donc élaboré des normes régissant le comportement international. De surcroît, il a mis en place un réseau d'institutions. L'Organisation des Nations Unies en était le moteur. Dans ce cadre, les peuples du monde entier ont pu œuvrer de concert à l'intérêt commun. Depuis lors, l'ONU et les institutions de sécurité collective ont administré la preuve de leur utilité. La négociation a permis de mettre fin à plus de guerres civiles ces 15 dernières années que pendant les deux siècles précédents. Au cours des années 60, nombreux étaient ceux qui pensaient que 15 à 25 États seraient aujourd'hui dotés de l'arme nucléaire. Il n'en a rien été, grâce au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. L'Organisation mondiale de la santé a permis d’enrayer le syndrome respiratoire aigu sévère (SRAS).

Après les guerres du Kosovo, de l'Afghanistan, la seconde guerre du Golfe, l’ordre international fondé sur la sécurité collective est en danger d’extinction. Sa crédibilité est émoussée. Sa pertinence est mise en doute. Sa normativité est dévoyée. Cet ordre démocratique est désormais tenu en échec par un droit impérial que le manque d’Europe a autorisé et que la société internationale n'avait pas connu depuis l'empire romain. Le droit de la force a-t-il triomphé ? La force du droit finira-t-elle par s'imposer ? C’est la question essentielle à laquelle devront répondre les chefs d’États et de gouvernements lors du Sommet d’examen de la Déclaration du Millénaire qui doit se tenir du 14 au 16 septembre 2005.

**CULTURE du MILITAIRE**

**et**

**CULTURE MILITAIRE**

*Par le Colonel YAKOVLEFF*

C

omme l’a dit le Général de Gaulle, « La culture générale est donc l’école du commandement ». C’est un truisme rebattu, une vérité si évidente que sa seule mention indispose. Tout militaire est bien convaincu de « l’ardente obligation » de développer sa culture.

Et pourtant... Si nous reconnaissons tous la profonde vérité de cette phrase, consacrons-nous pour autant les efforts requis au développement de notre culture personnelle ? La pression du quotidien, la proximité des échéances, dont l'arrivée en régiment pour certains, ne conduisent-elles pas à une négligence à cet égard ?

La première forme -- la culture dite militaire -- représente ce que le militaire devrait idéalement connaître pour se développer professionnellement, pour maîtriser pleinement son métier. Toutefois cette forme réductrice de la culture doit être fondée sur un socle plus large, qui permet d’appréhender l’environnement de l’action, mais aussi ses causes et conséquences profondes. La culture militaire étant subordonnée à la culture *du* militaire, que j’appellerai la culture fondamentale, il s’agit donc en premier lieu d’acquérir ou de développer cette dernière, qui est à la fois une attitude, et un effort.

A l’orée d’une carrière militaire, l’ampleur de la tâche, plutôt son caractère ***par nature illimité***, peut rebuter. D’autant que la pression du métier, et la disponibilité de tout instant qu’il réclame souvent, peuvent donner à croire que tout effort est superflu, puisqu’on ne pourra, au mieux, qu’égratigner la surface des choses.

Je voudrais convaincre du contraire. ***Certes, le temps est limité et la tâche immense. Mais c’est un argument de plus pour commencer sans attendre, pas un prétexte à l’inactivité.*** Il s’agit avant tout d’exploiter au mieux ce temps limité, et de ne pas se tromper d’objectif. Il faut donc s’organiser, déterminer ses priorités, bref, « se cultiver » ***avec méthode,*** pour gagner du temps et "optimiser" ses efforts.

Sans prétendre à une méthode unique, je voudrais suggérer celle-ci. A chacun de se déterminer ensuite.

**La définition des objectifs**

**La culture fondamentale *d’intérêt militaire***

Elle se décrit bien sous le vocable de « géopolitique », avec toutes ses disciplines adjacentes (géographie, histoire, économie, sociologie, psychologie, sciences politiques, relations internationales…).

Sans trop catégoriser et cloisonner, on peut citer les grands axes suivants :

* la géopolitique : géographie des grandes masses ou de points particuliers (Moyen-Orient, détroits, …), grands ensembles de population (monde chinois…) ;
* l’histoire : là encore, par grands ensembles (civilisations) ou par fractions (pays ou périodes), par thème (histoire militaire, des sciences et technologies, des idées, biographies…) ;
* l’homme : abordé en tant qu’individu (psychologie, éthique et philosophie…) et en groupe (sociologie, théories politiques, religions et croyances…) ;
* phénomènes : ces derniers temps, on parle beaucoup de mondialisation, de citoyenneté, d’Europe, de migrations, de révolution technologique…

En général, on ne peut se plonger dans ces domaines sans référence à l’économie (théories, mécanismes…), aux sciences, aux arts (dont la littérature), sans lesquels on ne peut aborder utilement la notion de civilisation ou de culture d’un peuple.

Il convient de ne pas rester trop bassement utilitaire dans son travail de culture. Elargir sa réflexion à des champs très éloignés de nos préoccupations habituelles est nécessaire pour conserver ou développer sa liberté de pensée et d'appréciation. Le militaire se doit d'être un homme complet, au sens antique du terme.

**La *culture militaire* proprement dite**

J’englobe sous ce vocable de « culture militaire » tout ce que le militaire doit maîtriser pour exercer correctement son métier.

Il y a un volet utilitaire, qui paraît assez évident : c’est celui que soutient la première strate de connaissances, celle des ***connaissances de métier***, les savoir-faire professionnels, techniques et tactiques (la technique et la tactique du tir, par exemple).

Au-dessus, il y a la ***connaissance du milieu***, que l’on acquiert par le développement de ce que j’ai appelé ailleurs la culture fondamentale, ***la culture du militaire*.**

Enfin, il y a ***la compréhension du phénomène guerrier***, qui est ***l’objet ultime de la culture militaire.***

Pour résumer, la culture ***militaire*** a pour objet d’aider le militaire à ***comprendre*** son action, à comprendre la guerre et la violence.

Mon opinion personnelle est que l’institution militaire française appréhende très correctement les deux premiers volets (et le second plutôt mieux que les armées comparables), mais qu’elle fait une impasse sur le dernier volet.

**Les composantes de la culture militaire**

Il est bien entendu impossible de catégoriser de façon définitive. Toutefois, on peut distinguer :

* par nature : théorie et pratique de la guerre (ou de la violence d’Etat);
* historiquement : par période, guerre, campagne, bataille…
* l'aspect humain : l'étude de l'homme *de* guerre (dont les biographies), de l'homme ***en***guerre (dont le roman)...
* par niveau : stratégie, art opératif, tactique, technique… tous ces niveaux eux-mêmes décomposables ;
* par genre : opérations terrestres, navales, amphibies, spéciales, interarmées, psychologiques...
* par fonction : la manœuvre, le commandement, la logistique…
* par couples antagonistes : la lutte millénaire de l’épée et de la cuirasse, le choc et le feu, nomades contre sédentaires, action directe et indirecte, offensive et défensive…

Je précise bien que jamais cette forme de culture ne peut se concevoir dans l’absolu : elle est ***fondée*** sur une culture générale (fondamentale, justement) qui en décrit et analyse le contexte. Mais cette culture se justifie hors du contexte purement militaire, et est considérée poursuivie par ailleurs.

En tout état de cause, le minimum à atteindre est une connaissance générale de l'histoire des conflits, d'autant plus précise que ceux-ci ont influencé la situation présente. L'évolution des techniques et des tactiques, le rôle de certains personnages historiques, les théories politiques, les ouvrages de référence en matière de philosophie de la guerre, doivent figurer au programme.

**Quelle priorité ?**

C’est vraiment la question clef. Ce choix dépend des inclinations personnelles, ou du plan de carrière considéré. Ainsi, si on a un goût pour un domaine particulier, il est naturel de commencer par lui. Si l’on veut développer une vision globale du monde, alors, au contraire, on cherchera à combler des lacunes. Si l’on vise une orientation particulière, alors on se spécialisera d’emblée.

Si ce choix peut évoluer en cours de carrière, il vaut mieux considérer qu’une décision bien orientée d’emblée économise du temps sur le long terme. C’est pourquoi il faut s’interroger sérieusement, éventuellement en s’entourant d’avis extérieurs, sur la priorité qui conviendra le mieux.

***Dans le doute, je préconise une vision généraliste*,** qui servira à établir une grille de référence personnelle : partir à la découverte du monde, méthodiquement, par grands ensembles. Il sera toujours temps de se spécialiser plus tard, le cas échéant.

Même là, il y a un choix : partir, mais d’où ? Faut-il s’attacher d’abord à boucher les trous les plus profonds, les domaines sur lesquels on n’a aucune réelle connaissance ? Ou faut-il élargir, à partir de ce que l’on connaît le mieux ?

Face à ce genre de dilemme, il est généralement plus efficace de « partir du connu », principe pédagogique essentiel. Ainsi, un militaire français connaît (normalement) correctement l’Europe. Plutôt que de se plonger d’emblée dans la Chine éternelle, il peut transiter intellectuellement par le monde mongol ou le monde ottoman, qui servirent tous deux de pont, et eurent tous deux un impact profond sur les deux civilisations de l’Europe et de la Chine. S’étant ainsi fait une idée de ces empires trop peu connus[[8]](#footnote-8) , il peut aborder la civilisation chinoise avec des repères déjà solides.

**La méthode de travail**

La méthode organise les ressources, *dont le temps*, qui sera toujours compté, en une séquence cohérente.

**Avec quels outils ?**

***Pour le choix du media, il me semble que le livre s’impose tout naturellement.*** Il est un support simple d’emploi (pas besoin de le brancher, il voyage partout…), économique, rapide (on surfe plus facilement dans un livre que sur Internet !).

Un avantage du livre est qu’il garde la trace de sa lecture. Pour ma part je lis avec un crayon à la main, pour souligner des passages que j’archive en fin de lecture (fichier d’archive électronique et copie papier classée). Un autre procédé est celui de la fiche de lecture, où le lecteur reporte l’idée maîtresse, les arguments essentiels, éventuellement une cotation personnelle. La bibliothèque sous les yeux, chaque volume conservant les réflexions et rapprochements notés sur le moment, est un historique du cheminement intellectuel très utile.

A noter que si le livre n’est pas cher, il n’est pas non plus gratuit. A partir du moment où on ne confie plus ses achats au hasard, mais qu’on les effectue en fonction d’un programme défini, on peut budgétiser ses achats, exploiter le marché de l’occasion, voire… susciter des cadeaux de Noël bien choisis !

***Les nouvelles technologies*** ont l’avantage d’élargir ou de faciliter la recherche : une encyclopédie sur CD-ROM, grâce à son moteur de recherche, est souvent plus performante, à volume d’information égal, que sa version papier. Elle peut être remise à jour. Dans le même ordre d’idée, si on sait chercher, Internet est une mine inépuisable et peu coûteuse. Toutefois, ces avantages restent complémentaires du livre, pour élargir ou préciser ou remettre à jour des informations.

Si la base reste le livre, il faut ***entretenir sa culture du présent*** par une lecture critique du journal ou du périodique, en faisant preuve de discrimination, mais sans faire l'impasse sur les opinions contraires.

**Quel temps consacrer au « travail de culture » ?**

Bien entendu, cela dépend des activités professionnelles, mais aussi des contraintes familiales, ou autres. Mais on peut affirmer que si l’on attend d’avoir « du temps libre », eh bien ! Il ne se passera rien. Il faut organiser ce temps, le dédier à la mission. Mais il faut aussi partir du principe que ce temps sera toujours limité, insuffisant, et qu’il faudra donc l’optimiser au mieux.

D’abord, il y a ***des périodes de la vie plus propices*** que d’autres. Il est clair qu’un capitaine commandant son unité dispose de moins de temps organisable à sa discrétion qu’un officier stagiaire du CID. A chacun de s’organiser en fonction de sa disponibilité du moment, sur le moyen terme (une mutation).

En règle générale, il me semble qu’on peut toujours dégager du temps pour ***lire de 15 à 50 livres « sérieux » par an.***Bien sûr, il y aura des périodes, parfois prolongées, sans lecture aucune, pour des raisons objectives de disponibilité tout court, mais aussi, voire surtout, de disponibilité ***d’espri****t*. Toutefois il me semble qu’un militaire soucieux de développement personnel qui lit moins de dix livres « sérieux » par an est coupable.

Ceci dit, une lecture organisée en vue d’un objectif défini ne doit pas être vécue comme quelque chose de fastidieux, puisqu’on oriente son programme en fonction de ses goûts. Il y a toujours plaisir à apprendre et à découvrir. Même si cela n’exclut pas de « faire relâche » périodiquement, en s’autorisant des livres de pur divertissement.

**Etablir son plan de recherche**

Entre de multiples méthodes, je propose la grille de recherche, à deux clefs : géographique, et thématique. Ensuite, les cases prioritaires étant identifiées, on passera à la recherche bibliographique.

## La grille de référence

La ***géographie*** fournit la première clef de référence. On peut par exemple découper le monde en zones : Europe, Amérique du nord, Amérique latine, Afrique du nord, Afrique sub-saharienne, Moyen-Orient, Asie centrale, sous-continent indien, Chine, Asie Pacifique, Océanie (11 colonnes). Ce découpage arbitraire n’est proposé qu’à titre illustratif.

La deuxième clef de recherche correspond aux ***thèmes d’intérêt*** : la géographie générale, l’histoire, les relations avec les espaces voisins, les cultures et civilisations, etc (admettons, 4 ou 5 lignes).

On se retrouve donc en présence d’une grille à 11 colonnes et 4 ou 5 lignes, soit 45 à 55 cases (en fonction de ce découpage arbitraire bien sûr). Il ne reste plus qu’à faire le tri :

* barrer les cases pour lesquelles on a des notions suffisantes ;
* éventuellement, barrer celles qu’on exclura en toute hypothèse (notamment le cas pour un choix de spécialisation – mais on peut aussi estimer que des sujets trop lointains ou spécifiques sont à écarter parce qu’ils feraient perdre du temps *sans raison suffisante*) ;
* pour les cases restantes, choisir un ordre de priorité décroissante.

Prenons le cas d’un jeune militaire qui, dans un tableau à 50 cases, en a barré 15 (parce qu’il connaît assez de l’Europe, de l’Amérique du Nord, et du Moyen-Orient pour préférer d’emblée passer à autre chose). Il en barre encore 10 (Océanie et Asie Pacifique ne l’intéressent pas, purement et simplement). Il peut encore en barrer 5 parce qu’au hasard de ses lectures il a déjà fait connaissance avec des sujets spécifiques (l’histoire du sous-continent indien, la géographie de l’Asie Centrale…). Il lui reste donc 20 cases.

***Le phasage de la recherche : les cycles***

Le phasage a pour objet de passer du répertoire des lacunes, classées par ordre de traitement prioritaire, à la bibliographie, puis au programme de lecture.

D’une façon générale, et pour profiter des effets de synergie obtenus par la découverte, en temps rapproché, de sujets voisins, le phasage du travail sera obtenu en associant quelques cases limitrophes, en « grappes ».

Le regroupement peut être horizontal (thème : histoire, en traitant successivement des régions voisines), ou vertical (thème : une région, abordée par sa géographie, son histoire, sa littérature[[9]](#footnote-9), les religions…).

Pour chaque case, il sera prudent de chercher deux ou trois livres, afin de ne pas se laisser indûment influencer. Mais comme ce découpage est arbitraire, on trouvera souvent des ouvrages qui chevauchent des catégories. Au total, ***une « grappe » de deux ou trois cases contiguës devient un cycle, impliquant la lecture de dix à douze livres tournant autour du même sujet, soit 3 à 6 semaines si la disponibilité du moment est « élevée », un semestre si l’on est très occupé (ou préoccupé)..***

***L’enchaînement des cycles***

Au terme d’un cycle de lecture, et avant de se lasser, il est bon de « changer de pâturage » et d’aborder un cycle nettement différencié. On peut aussi couper avec un bon roman policier. Sauf pour les acharnés, il vaut mieux éviter d'enchaîner deux cycles simultanément.

Lorsque notre lecteur aura comblé un certain nombre de cases (pas forcément toutes !), il est judicieux d’entamer des recherches transverses. De tels cycles peuvent conclure et fédérer deux ou trois cycles « régionaux ». Par exemple, après avoir fait un petit tour du Moyen Orient, de l’Asie Centrale, et de l’Afrique du Nord, un cycle sur l’islam viendrait à point nommé (on peut aussi commencer par là !)[[10]](#footnote-10).

Exemples de cycles transverses :

* les civilisations (Rome, Byzance, les précolombiens, les Mongols, les Perses, les Ottomans, l’empire britannique, l’Union Soviétique…)
* l’histoire des idées (grandes religions, humanisme, les révolutions…)
* l’économie mondiale (par fonctions : banques, échanges, ressources, théories économiques…)
* les grands hommes (à ce sujet, ***essayer une lecture deux par deux* :** entre tenants de civilisations opposées, même s’il n’y a pas concordance exacte, par exemple Napoléon et Wellington, Hannibal et César, Mao et McArthur, Frédéric II et Louis XIV…)

Pour en revenir à notre exemple précédent, notre jeune militaire a identifié vingt cases, qu’il a regroupé en 6 ou 7 cycles, et il a choisi deux cycles transverses. Il a donc à établir un projet de bibliographie portant sur une centaine d’ouvrages, qui devraient l’occuper quelques années.

S’il est acharné, que son travail du moment lui laisse des loisirs – et surtout ***le loisir de s’organiser personnellement*** *–* cette centaine de livres correspondrait à une durée de deux à cinq ans, soit ***l’équivalent, bien souvent, d’une mutation (ou d’un contrat).*** ***Cette correspondance entre l’établissement du programme de lecture, et les échéances professionnelles, est à rechercher en tant que telle.*** En effet, le militaire a rarement une vision précise de l’échéance future (sauf lorsqu’elle approche, dans la dernière année). En revanche, il peut se faire une idée assez précise de son rythme de travail, de ses astreintes, de son environnement social et familial, pour le métier qu’il vient de commencer.

***L’établissement de la bibliographie***

Par où commencer, lorsque nous parlons d’une case « vide », à défricher ? Il y a ***les livres dont on dispose déjà***: autant commencer par là ! Il y a parfois des ***ouvrages dits « de référence »****.* Dans le doute, je préconise de commencer par les ouvrages de ***la collection « Que Sais-Je ? »****.* Ils ont l’avantage d’être faciles à trouver (y compris d’occasion), d’édition récente, peu onéreux, et surtout, rapides à lire. Leur orientation universitaire facilite l’exploitation de l’information. Les « Que Sais-Je ? » présentent toujours une bibliographie sérieuse, à partir de laquelle on peut orienter ses achats ultérieurs. Ensuite, une fois qu’on suit un chemin, il se dévoile de lui-même, dès lors qu’on exploite les bibliographies, qu’on constate que tel auteur est souvent cité et sert de référence, etc.

On peut aussi ***commencer par une recherche encyclopédique*.** L’Encyclopédie Universalis recèle des articles de fond très riches, et la bibliographie est très étoffée : établir sa bibliographie à partir de l’exploitation d’une encyclopédie est une méthode éprouvée[[11]](#footnote-11).

Dans notre contexte de travail méthodique, ***la******limite admissible pour un livre est de l’ordre de 200-300 pages[[12]](#footnote-12).*** Or, un problème que rencontre aujourd’hui le lecteur assidu, c’est l’épaisseur des livres : on croirait que certains auteurs sont payés au poids[[13]](#footnote-13). Par leur énormité même, de tels ouvrages sont réservés au monomaniaque ou au dilettante. D’ailleurs, un auteur qui ne peut mieux synthétiser ses idées est généralement à écarter des auteurs de référence. Il y a de rares exceptions : ce sont les livres qui sont des sommes dans leur domaine. Mais paradoxalement, quand on en connaît un, on peut gagner du temps en commençant par lui.

Un autre problème est ***la relative faiblesse de la bibliographie en langue française*** dans un certain nombre de domaines. C’est surtout le cas de l’histoire militaire, hélas. Même en traduction, ***il faut absolument s’astreindre à exploiter les ouvrages étrangers***, ne serait-ce que pour leur vision différente. L’Asie, en particulier, est vue sous un angle si différent par les Anglo-saxons qu’on se demande parfois si nous parlons du même continent…

Comme je l’ai mentionné déjà, je recommande de garder une trace, sous la forme ***d’une fiche de lecture pour chaque livre*.** Cette fiche conservera les références, des mots-clefs, éventuellement une appréciation liminaire d’ensemble, et les citations pour usage ultérieur (si l’on a soi-même l’intention d’écrire).

***La bibliographie évoluera considérablement au fil du temps*.** Mais si l’on veut maîtriser son programme de lecture, il faut s’astreindre à remplacer tel ouvrage par tel autre, plutôt que d’alourdir un cycle. Cependant, cette tentation à « en rajouter » peut naître d’un intérêt croissant pour la question, qui est un objectif en soi de tout travail intellectuel. Dans ce cas, il peut être préférable de refaire sa grille de recherche, en intégrant ses nouvelles priorités.

***L’exécution du plan de recherche***

Si l’on veut établir méthodiquement son fond culturel, le temps à y consacrer peut être synthétisé comme suit :

* une demi-journée pour établir son « tableau de recherche », identifier ses lacunes, définir un ordre de priorité, commencer sa recherche bibliographique ;
* lire un à trois livres par semaine (parfois aucun, parfois plus), à raison de 10 à 12 livres par cycle, représente de 4 à 8 semaines par cycle, soit en moyenne 4 à 6 cycles par an ;
* intercaler un cycle « transverse » tous les deux ou trois cycles, soit deux ou trois par an ;
* ne pas hésiter à se distraire, par exemple un bon policier à chaque fin de cycle ;
* mais aussi, ne pas hésiter à prolonger un cycle d’un ou deux livres, dont l’intérêt sera apparu en cours d’étude : c’est presque toujours le cas ;
* en revanche, lorsqu’on en arrive à doubler ou tripler le volume d’un cycle, c’est qu’on commence de fait à se spécialiser, ce qui nous écarte de l’idée de départ. Il faut bien peser ce choix, et éventuellement noter ce cycle pour l’avenir.

Si nous avons découpé le monde en une douzaine de cycles, et choisi quatre ou cinq cycles transverses, notre programme de lecture correspond à environ 150 livres, soit trois à cinq ans d’étude suivie, mais sans acharnement. Admettons que cette série de cycles aura donné une image sérieuse du monde, aura permis au lecteur d’identifier des axes d’intérêt ultérieur, bref, qu’il aura déjà « fait un premier tour ». Il sera armé pour préparer, à son rythme, et en fonction de ses pôles d’intérêt à long terme, un deuxième tour.

Si l’on prend le cas d’un jeune officier arrivant en unité opérationnelle, il aura initialement du mal à tenir ce rythme, mais s’il fait un effort, il sera à mi-chemin à la fin de son temps de commandement d’unité élémentaire. Il aura donc eu le temps de conclure son « premier tour d’horizon » au moment fatidique de l’accès au CID… Sans vouloir céder à un utilitarisme de bas étage, on peut en déduire qu’implicitement, ***l’institution militaire attend de ses officiers qu’ils fassent un effort sérieux, méthodique et soutenu dès leurs premières armes***, et sans attendre le grand calme des affectations non opérationnelles : ***c’est en fin de premier tour qu’on peut s’estimer prêt pour le concours.***

Cet exemple peut être appliqué aux sous-officiers ou candidats sous-officiers : leur deuxième moitié de carrière, après une dizaine d’années de métier, est souvent conditionnée par le travail de fond, accompli dans la durée. Ce travail est encore plus déterminant pour les vocations d’officier.

Bien que ce travail soit personnel, voire intime, il est préférable de le partager avec des amis engagés dans une démarche similaire. Cela permet de comparer et d’échanger des idées, d’en débattre, bref, d’affiner ses opinions ou de confirmer le besoin de tel axe de recherche. Incidemment, cela permet d’échanger des livres, ce qui peut simplifier les aspects matériels de la chose.

Et dans le même ordre d’idée, le commandement doit, sans préjudice de la mission du moment, encourager et soutenir les efforts, voire les initier. Aider un jeune officier ou sous-officier à organiser son plan de recherche, enrichir la bibliothèque régimentaire pour répondre à l’attente des « débutants », relever le niveau des causeries de manœuvre, tenir compte dans l’appréciation personnelle des efforts accomplis, prêcher par l’exemple, voilà comment le commandement, à tous les niveaux, peut s’investir dans cette œuvre en profondeur.

**En conclusion**:

Acquérir ou développer ***une culture, fondamentale et spécifique, est une dimension implicite au métier militaire.*** L’ampleur de la tâche impose de ***commencer tôt, avec méthode***, en visant à l’efficacité et à la simplicité. Sans jamais prétendre à l’exhaustivité, on pourra au moins éviter les erreurs, dépasser les lieux communs, surtout se forger sa propre opinion et non plus dépendre de celles des autres, les « maîtres à penser ». Cette race fait florès ces derniers temps, mais son fond de commerce est l’ignorance née de la négligence, et ses objectifs souvent inavouables (au minimum, mercantiles). Le militaire professionnel n’a pas le droit moral de s’en remettre à eux.

Au-delà de la lecture et de l’acquisition des connaissances, l’objet réel de la « culture » est la ***compréhension*** des choses, et non leur ***connaissance*** livresque. On n’atteint cette compréhension que par la critique, la confrontation d’idées, la réflexion personnelle, la méditation : il s’agit ***d’un travail d’intégration et de maturation.***

***Exemple de tableau "culture militaire"***

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| REGIONS | EUROPE | AMERIQUES | AFRIQUE | ... |
| GUERRESet CAMPAGNES | G. Napoléoniennes  1° G. Mondiale  2° G. Mondiale | G. de Sécession  Malouines | Phénomène colonial  G. des Boers |  |
| HOMMES CLEFS | Napoléon  Hitler  Staline  Patton | Grant  Lee  Che Guevara | Explorateurs et conquérants |  |
| THEORICIENS | Clausewitz  Jomini | Mahan (naval)  Che Guevara |  |  |
| EVOLUTION TECHNIQUE | Naissance du blindé  Développement de la tactique | Logistique de masse | Postes et comptoirs |  |

On peut multiplier à l'infini les cases, en fonction de ses domaines d'intérêt. Toutefois, à l'orée de sa vie intellectuelle, il vaut mieux structurer le cadre conceptuel de ses futures recherches. Surtout pour ne pas faire d'impasses. Ensuite, on pourra creuser.

***Exemple de liste de lecture***

***Niveau militaire du rang et jeune sous-officier*** (l’orée de la carrière)

***Objet :*** appréhender le vécu du militaire dans la guerre, donner des exemples. Histoire et fiction historique.

1-*L’historique de l’unité* à laquelle appartient le militaire en question.

2- *Histoire de l’armée française : des milices royales à l’armée de métier*. Pierre Montagnon, Pygmalion. 335 p environ. Bonne bibliographie classée par thème.

*3-La guerre dans l’histoire de l’Occident*. Michael Howard, Pluriel. 154 p. Thèse désormais célèbre, donne des idées générales.

*4-A l’Ouest rien de nouveau*. Erich Maria Remarque, Livre de poche. 242 p. L’incontournable classique de la Première guerre mondiale.

*5\_Le chemin des Dames*. Pierre Miquel, Pocket. 262 p. A la fois grand moment d’histoire, épopée, récit de campagne, et débat d’éthique.

*6-La Seconde guerre mondiale.* Gilles Martinez et Thierry Scotto, Seuil/Mémo. 94 p. Pour donner un cadre de référence très synthétique.

*7-Stalingrad*. Anthony Beevor. 443 p. Un peu long, mais cumule histoire d’une bataille et histoire de l’homme dans la bataille.

*8-Le débarquement*. Georges Blond, Poche. 350 p environ. Un classique de l’histoire militaire populaire, à la fois récit de campagne et anecdotes.

*9-Les centurions*. Lartéguy, Presses Pocket. 495 p. Pas à proprement parler un livre d’histoire, bien qu’inspiré de très près par des célébrités militaires françaises (Bigeard en particulier). Très bonne étude psychologique de l’homme dans la guerre, et notamment dans la défaite et le trouble de la conscience.

10-*La 317e Section*. Pierre Schoenderffer, Folio. 223 p. Un classique sur le vécu de la section au combat, sur le rôle des chefs et du moral.

***Jeune cadre au début de sa carrière militaire***

Cette liste se surajoute à la précédente. Le choix des campagnes, batailles, biographies, est laissé au lecteur. Mais un tour d’horizon, aussi vaste que possible, est nécessaire pour que chacun enrichisse son fond de connaissances et de cas concrets.

* Les classiques et les références

Leur lecture est un travail de longue haleine, qu’il faut étaler sur cinq ans environ. Bien que de niveau « élevé », le jeune cadre doit avoir l’ambition d’acquérir les outils conceptuels et les références dont il aura besoin pour le restant de sa carrière.

*NB : je ne cite pas d’allemand, en dehors de Clausewitz, essentiellement parce que je ne lis pas l’allemand, et qu’ils sont rarement traduits (encore plus rarement intégralement traduits).*

1-*Traité de stratégie*. Hervé Couteau-Begarie, Economica. 950 p en comptant une impressionnante bibliographie. Il est rare que je recommande de telles énormités, mais celle-ci a l’avantage d’être à la fois complète, et lisible par parties, selon l’intérêt du moment. En d’autres termes, le lecteur n’est pas obligé de lire le tout, il peut faire connaissance progressivement.

2-*De la guerre.* Carl von Clausewitz, Ed de Minuit. 745 p. Le classique des classiques, incontournable. Lecture recommandée dès la période de formation initiale : au moins, là, on sait qu’on a le temps.

3-*Ecrits militaires 1772-1790*. Guibert, Ed Nation armée. 302 p. Premier des grands classiques français, que tout cadre français doit connaître.

4-*Précis de l’art de la guerre*. Antoine-Henry de Jomini, Champ Libre. 390 p. Deuxième classique « français » (Jomini était Suisse), incontournable car souvent cité, notamment par les Américains. Encore utile à bien des égards.

5*Etudes sur le combat*. Charles Ardant du Picq, Champ Libre. 236 p. Troisième classique, peut-être le plus moderne encore aujourd’hui, sur l’homme au combat.

6-*Des principes de la guerre*. Foch, Imprimerie nationale. 517 p (mais écrit gros). Le quatrième des grands classiques français, un peu décrié aujourd’hui, mais étape nécessaire pour la connaissance de l’école française.

7-*L’art de la guerre*. Sun Tsu, Champs Flammarion. 250 p environ. Le grand classique, plaisant à lire. On peut aussi lire *Les Trente-six stratagèmes*, François Kircher, Rivages/Poche. 263 pages très plaisantes, et souvent amusantes.

8-*Strategy*. Alexandre Svetchine, East View Publications, USA. 353 p environ. Premier des titres que je recommande pour faire connaissance avec les écoles étrangères. L’école soviétique a été beaucoup plus influente qu’on ne veut bien le reconnaître aujourd’hui. Svetchine a été traduit en anglais. Son œuvre est très riche et encore d’actualité. Le meilleur des Russes, de loin.

9-*Stratégie*. Basil Liddell Hart, Perrin. 433 p. L’école anglaise dans toute sa splendeur, à mon sens un peu surfaite. La référence de la stratégie « indirecte ».

10-*Le Grand livre de la stratégie : De la paix et de la guerre*. Edward Luttwak, Odile Jacob. 400 p. Bonne introduction à l’école américaine, aux auteurs très inégaux.

* Le cadre de l’action militaire : diplomatie, géopolitique, polémologie.

1-*Diplomatie et outil militaire 1871-1991.* Jean Doise et Maurice Vaïsse, Points/Histoire. 651 p. Excellente synthèse, plaisante à lire.

2-*La politique étrangère de la France depuis 1945.* Frédéric Bozo, Repères. 108 p. Excellente synthèse à vue diplomatique, avec une remarquable bibliographie.

3-*Introduction à la géopolitique.* Philippe Moreau Defarges, Points/essais. 215 p. Là encore, œuvre synthétique, avec une bibliographie honnête.

4-*Diplomatie*. Henry Kissinger. 850 p environ. A la fois vaste tableau historique avec un angle européen, plaidoyer personnel, et lecture américaine du monde actuel. Pas forcément indispensable, mais très éclairant. Illustre malgré tout mon propos de « aurait pu être plus bref ».

5-*La guerre ; Théories et idéologies*. Armelle Le Bras-Chopard, Clefs/Politique. 150 p. Excellent et récent. Peut être utilement accompagné de *Les causes de la Première Guerre mondiale*, de Jacques Droz, Points/Histoire, 182 p, ce dernier étant un peu un « cas concret » de la thèse générale de Le Bras-Chopard.

6-*Le bel avenir de la guerre.* Philippe Delmas, Folio. 276 p. A la fois essai d’actualité et tentative philosophique, voire polémique. Utile pour nourrir sa réflexion (et bref).

7-*Traité de polémologie*. Gaston Bouthoul, Payot. 539 p. Bien qu’un peu épais, ce livre mérite le détour. Certaines thèses ont été combattues par Raymond Aron (*Paix et guerre entre les nations*, Calmann-Lévy, 800 p), mais cet ouvrage est extrêmement riche.

* Le problème du commandement

*1-L’art du commandement : Alexandre, Wellington, Grant, Hitler.* John Keegan, Perrin. 406 p. A la fois fresque historique et critique militaire, très utile pour illustrer le rôle historique du chef.

*2-The Guinness Book of Military Blunders.* Geoffrey Regan, Guinness. 185 p. Florilège d’erreurs et de monstruosités militaires, racontées sous forme d’anecdotes regroupées par thèmes [[14]](#footnote-14), ce livre devrait être traduit et remis à chaque officier sortant d’école.

3-*Command in War.* Martin Van Creveld, Harvard Univ Press, USA (il n'est pas référencé en français). 275 p. Complète les deux livres précédemment cités, en plus systématique. Van Creveld, auteur israélien publiant surtout aux USA, a aussi écrit un très bon livre sur la logistique, *Supplying War*.

*4-Portrait d’un officier.* Pierre-Henri Simon, Livre de Poche. 157p. Pamphlet anti-torture, écrit en 1958. A l’avantage de poser un vrai débat d’éthique militaire, même si l’on peut parfois s’insurger contre quelques facilités.

**ARTICLES d’INTÉRÊT GÉNÉRAL**



**La révolte des jeunes actifs[[15]](#footnote-15)**

*Par Monsieur Hervé JUVIN*

*Monsieur Hervé JUVIN est Président d'Eurogroup Institute et vice-Président de l'AGIPI. Il a été chroniqueur au journal Le Monde et à l'AGEFI. Depuis trois ans, il est chroniqueur à l'Expansion. Auteur d’une dizaine d'ouvrages, il a publié notamment « Le Devoir de Gestion » (prix du meilleur ouvrage économique et financier en 1995), « Les Marchés financiers » en 2004, et « L'Invention du Corps » (Gallimard, 2004). Il collabore régulièrement à la revue Agir publiée par la Société de Stratégie.*

P

our la première fois, en 2004, la population française voit son espérance moyenne de vie dépasser les 80 ans. Plutôt que de saluer ce nouveau recul de la mortalité, la nouvelle a réveillé l’inquiétude sur le financement des retraites. Sans surprise. Et sans pertinence. Le phénomène qui va dominer l’économie des retraites dans la décennie à venir n’est ni le recul de l’âge de cessation d’activité, ni l’allongement de la durée de la vie, c’est la multiplication des ménages à double retraite.

Chaque retraite, jusqu’ici, généralement perçue par un homme, devait faire vivre un ménage, les femmes n’ayant pas ou peu travaillé. C’est fini. Dorénavant, un ménage vivra de deux retraites, celle de l’homme et celle de la femme. Effet mécanique de l’arrivée à l’âge de la retraite des premières générations de femmes actives à plus de 80 %, celles qui ont commencé à travailler dans les années 1960, ce phénomène majeur est généralement inaperçu. Voilà qui éclaire le cloisonnement des spécialités, qui rend trop d’économistes ignorants de la démographie, et les uns et les autres étrangers à la sociologie. Et voilà qui suggère qu’en focalisant l’attention sur ce qui s’appelle encore « retraite », c’est-à-dire les revenus de remplacement issus des systèmes collectifs et obligatoires, plutôt que sur le pouvoir d’achat réel des ménages inactifs, pouvoirs publics et media font un mauvais calcul.

La question sociale majeure de cette décennie n’est pas, heureusement, le niveau des revenus de remplacement ; des couples qui toucheront une double retraite, auront remboursé leurs emprunts et bénéficient de revenus du capital, auront un niveau de vie bien supérieur à celui de leurs enfants. La question est celle de l’installation des jeunes dans la vie, et du pouvoir d’achat des moins de quarante ans. Elle est devant nous. Plus de 10 % de la population active au chômage, 25 % des jeunes de moins de 25 ans qui ne poursuivent pas leurs études, sans emploi, un délai croissant entre la fin de la scolarité ou des études et l’obtention d’un contrat de travail durable, un âge de l’installation en couple et de l’indépendance financière qui ne cesse de reculer pour passer bientôt la barre des trente ans – dix ans de retard sur la génération de 1968 ! – et un consultant de trente ans qui doit s’endetter sur… soixante ans pour acquérir 80 m2 dans Paris ; dans ce domaine, les voyants sont au rouge. Jusqu’à l’absurde surprotection des locataires mauvais payeurs, qui explique que de tant de jeunes couples, même à confortables revenus, même à quarante ans, en soient réduits à demander la caution des parents pour avoir accès au logement…

La réalité est que la génération qui tient les postes, les places et les coffre-fort, se conduit mal à l’égard de celle qui vient. Derrière les grands mots vides de solidarité et de lutte contre l’exclusion, elle la maintient dans une minorité morale et économique insoutenable. Non seulement elle a consciencieusement accumulé sur elle les engagements de payer, non seulement elle a détourné de son objet la protection sociale pour en faire la protection des rentes, mais elle entend bien exercer jusqu’au bout tous les pouvoirs.

La génération inoxydable ajoute les bénéfices des systèmes sociaux à ceux du système financier.

Combien de temps faudra-t-il avant que les jeunes actifs refusent de signer les comptes et de solder l’ardoise qui leur sera présentée ?

Au moment où la gouvernance obsède le monde de l’entreprise, il y a urgence à s’interroger sur cette gouvernance qui sacrifie le futur au présent et l’investissement aux dépenses de fonctionnement, et continue de faire payer par la collectivité les sinistres des régimes spéciaux des anciennes entreprises publiques.

En bon français, il s’agit de politique.

**GALILEO**

*Par le Général de corps d’armée (2°s) André BOURRACHOT*

**Il**

n’est pas facile de se faire une opinion pertinente sur les finalités militaires de Galileo tant divergent les analyses et tant sont complexes les problèmes techniques dans un environnement technologique en ***constante évolution***. Nombre de décideurs ayant à en connaître avouent ne pas savoir aujourd’hui ce qu’il en est exactement. C’est le cas de l’état-major des armées (EMA) qui apparemment reste dans l’expectative !

Toute ambiguïté sera levée le jour où le conseil européen déclarera qu’une utilisation militaire de Galileo est autorisée. Je pense que cette déclaration ne viendra pas avant de nombreuses années - la commission dit aujourd’hui exactement le contraire - mais de nombreux indices montrent que le sentiment dominant est : « pensons-y toujours et n’en parlons jamais ».

Il faut enfin se rappeler que la toile de fond de toute cette affaire est la constitution d’un réseau mondial, le Global Navigation Satellite System (GNSS), réseau « à tout faire » à usage civil qui permettra aussi bien à un navire de rentrer dans une écluse qu’à un avion d’atterrir sans aucune visibilité n’importe où sur la planète ou encore d’enclencher un freinage d’urgence si par hasard deux trains étaient sur la même voie en trajectoire de collision. Cela explique, entre autres choses, pourquoi c’est le commissaire européen des transports qui est maître d’ouvrage en Europe. Voyons maintenant les compétiteurs.

**NAVSTAR-GPS**

* Le NAVSTAR - GPS a été financé par le ministère américain de la défense (DOD) et reste géré par l’US Air Force pour des besoins de positionnement de précision ***à l’origine exclusivement militaires.***
* Le premier satellite du système GPS a été lancé en 1978. C’est un système ancien.
* Devant son succès civil, inattendu et non prévu, le DOD a été contraint de fournir ***gratuitement*** un service dit dégradé de moins grande précision, service qu’il peut dégrader encore davantage sans préavis ( brouillage ) partout où il le désire ( fonction dite « Selective Availability » ). Paradoxalement grâce à certains artifices ( systèmes de relais au sol dits différentiels ) la précision de l’application civile est devenue avec le temps au moins égale à celle de l’application militaire.
* En conséquence depuis 1996 les Américains ont en projet de repenser complètement leur réseau au fur et à mesure que les satellites qui le composent viendront à obsolescence. Le nouveau système, à la différence du premier, prendra en compte les besoins ***militaires et civils et il pourra être au moins partiellement payant et cogéré avec des administrations américaines civiles.*** Les premiers satellites du nouveau GPS (dit GPS III) seront lancés à peu près au même moment que ceux de Galiléo : (2008\_2009). Ils seront les premiers maillons américains du GNSS.
* Le DOD appuyé par le gouvernement US n’a aucune intention de ne pas continuer à réguler le signal partout sur la planète suivant son bon vouloir. Dans une note interne il s’est dit prêt à détruire (plus facile à dire qu’à faire cependant) en cas de conflit les satellites trublions. En effet à quoi bon brouiller son propre système pour le rendre inutilisable par l’adversaire si ce dernier peut utiliser impunément celui du voisin ?

**GALILEO**

* Aussi loin que l’on recherche dans les dossiers (une dizaine d’années ), Galiléo n’a **jamais** été **explicitement** prévu pour un usage militaire et cela a été rappelé **fermement** en décembre 2004 mais on trouve dans un document de juillet 2004 issu de la mouvance européenne (euractiv.com) la phrase suivante. « Pour le moment, GALILEO ne sera pas utilisé à des fins militaires mais il pourrait avoir des ramifications pour les institutions de sécurité et de défense de l'Europe, permettant à ses utilisateurs de localiser des mines anti-personnel ou diriger des missiles». Plus intéressant le commissaire européen pour les transports déclarait en 2001 : «  si le programme Galileo est abandonné l’Europe perdra dans les 20 ou 30 prochaines années son autonomie en matière de défense » et le parlement européen a évoqué positivement la question en 2002.

Galileo va offrir plusieurs types de service :

* Open Service (OS)gratuit pour Monsieur « tout le monde »
* Safety of Life Service (SOL) pour alerter un usager qui risquerait de se retrouver hors de son enveloppe de sécurité.
* Commercial service (CS) qui ajoute aux deux précédents une précision supplémentaire, une garantie de service ainsi que la possibilité d’échange de messages (500 bits /s).
* Search and Rescue Service (SAR) messages de balises de détresse
* Public Regulated Service (PRS) fournit avec beaucoup de précision des informations de position cryptées. Il possède une grande fiabilité (continuité du service et intégrité ) et un accès contrôlé. Il est réservé aux autorités gouvernementales. ***C’est le service qui répond presque exactement à ce que demande une utilisation militaire***. Le signal PRS est défini par la Commission comme « un service public, crypté et résistant aux interférences et au brouillage, réservé principalement aux autorités publiques responsables de la protection civile, ***de la sécurité nationale*** et de l'exécution de la loi qui requièrent un degré élevé de continuité ».

Soyons clair le signal PRS n’a qu’un intérêt marginal ***si ce n’est pour des applications militaires*.** Quelques observations :

* Galileo doit travailler dans la même bande de modulation que le GPS III et c’est cela qui pose le plus de problèmes techniques par les risques d’interférences entre les deux systèmes (voir plus loin ).Un certain nombre de pays non européens tels que la Chine (pour 200 millions €) et Israël ont rejoint le projet même si aux dernières nouvelles la Chine n’aurait pas accès au signal PRS. D’autres sont dans une phase de négociation. La Chine est une grosse arête dans le gosier américain et je ne suis pas certain, qu’une fois encore, l’Europe n’ait pas fait choix d’un élargissement technologique contraire à ses intérêts. Tout cela enfin se situe dans le contexte d’une querelle d’importance avec les USA concernant l'embargo sur les ventes d’armes à la Chine.
* Les Britanniques restent les plus farouches adversaires d’une utilisation militaire du système. M Jamieson ministre britannique des transports affirme devant le parlement britannique en octobre 2004 : The PRS service «will be used by governments, but purposes for which can use them will be very clear : it will not be for military applications” . Mr Blair confirme un mois plus tard. Il n’empêche que le Royaume Uni, un des plus importants contributeurs à la réalisation du système**, *n’a pas pu ignorer les utilisations potentielles du PRS.***
* Les décisions dans le domaine de la défense devant être prises à l’unanimité le Royaume Uni peut bloquer à chaque instant toute velléité française ou autre d’utiliser le PRS à des fins militaires. Il peut compter sur l’aide active d’un certain nombre de pays européens dont les Pays Bas. La seule solution serait de passer outre en invoquant des raisons de sécurité nationale. Qui pourra enlever à la France l’accès au signal PRS **si** elle en est un jour copropriétaire ?
* Il y a une réelle peur chez nos « alliés et amis » Anglo-saxons que nous vendions à des états jugés infréquentables des armes utilisant une technologie Galileo intégrée. Toute arme aéroportée doit maintenant faire appel à un système de guidage terminal.
* Les Français ont incontestablement la volonté de pousser à l’utilisation des fonctions militaires du système.

**Les discussions avec les Américains :**

Elles ont porté sur le problème des fréquences d’utilisation des services OS et PRS. Américains et Européens voulaient et devaient utiliser la même bande de fréquences pour leurs systèmes ( PRS européen contre M code américain ). Or on se trouvait confronté au paradoxe que si les Américains brouillaient le PRS européen ils risquaient à cause de possibles interférences de brouiller leur M code et inversement. Après au moins trois séances plénières de négociation (dont la dernière en juin 2004 )les parties ont signé un accord, les Européens éloignant le signal PRS de celui du M code et en dehors de la bande de fréquences du GPS. Chaque partie obtient en plus le droit de brouiller localement le signal de l’autre. Qui plus est la porte semble ouverte vers une interopérabilité des deux systèmes. Les problèmes sont-ils tous réglés ? Ce n’est pas évident. Seule une crise montrera comment les parties interprètent l’accord.

**Pour conclure :**

Chaque fois qu’un système possède des restrictions d’accès le problème **du contrôle de cet accès** est une question majeure. C’est le cas pour Galiléo. Qui sauvegarde les fréquences et les codes d’accès et suivant quelles procédures? Quelle partie du contrôle (s’il y en a une ) sera cédée aux nations en Europe et en dehors de l’Europe(Chine, Israël, Canada ) ? A ma connaissance il n’y a pas aujourd’hui de réponses officielles à ces questions. Toutes proportions gardées c’est un peu se poser à nouveau la question du qui a le doigt sur le bouton nucléaire comme au bon vieux temps des années 60. Le rapprochement est d’autant plus vrai que le guidage terminal des têtes nucléaires par l’utilisation d’un système satellitaire de positionnement peut grandement améliorer leur précision. ***Il me semble qu’une des priorités de la France serait d’obtenir (et pourquoi pas en arguant de ses responsabilités de puissance nucléaire) un accès garantie au signal PRS : c’est ce que j’ai appelé la co-propriété du signal.***

La messe n’est peut être pas entièrement dite car un troisième système le Glonass russe devrait à son tour être amélioré (on devrait plutôt dire reconstruit compte tenu de son état de délabrement ). Si c’est le cas il ne sera pas sans interagir avec GPS III et Galileo. A noter que Ariane espace utilisera le lanceur Soyouz pour mettre sur orbite les satellites Galileo !

Les rares certitudes que l’on peut avoir aujourd’hui sont de deux ordres :

* + ***Galileo a, de par le service PRS, un usage militaire potentiel sans presque aucune restriction d’ordre technique.***
  + ***Aucun pays européen, dont au premier chef la France, ne pourra, dans le court moyen terme, l’utiliser pour les besoins de sa défense tant que l’attitude affichée du Royaume Uni restera ce qu’elle est****.*

Un exemple très précis le prouve. L’A 400 M avion de transport militaire dont les premiers exemplaires devraient arriver au moment où Galileo deviendra opérationnel n’est pas prévu pour être équipé des détecteurs appropriés. Il pourra par contre recevoir et traiter le signal GPS.

***Cependant les Anglais eux-mêmes commencent à évoluer et plusieurs indices semblent montrer qu’ils craignent à la fois de perdre la relation privilégiée avec les USA et leur influence en Europe. Il leur faudra peut-être choisir.***

**PACIFICATION : L’ÉCOLE FRANÇAISE**

*Par le Chef d’escadrons Philippe de BEAUREGARD.*

**C**

urieuse époque : l’espérance de vie s’allonge mais chacun constatera au vu de son emploi du temps que l’on prend de moins en moins de temps pour vivre. Partout, la complexité est invoquée comme caractère des temps actuels, mais le temps consacré à la réflexion diminue comme peau de chagrin. Les militaires n’échappent pas à cette course contre la montre: il faut ratisser large, mais on oublie parfois de labourer profond ! Pour rester dans le rythme, on en vient parfois à oublier d’où l’on vient à défaut de savoir toujours où l’on va. Animés par le sentiment de l’urgence il est tentant de s’inspirer des concepts anglo-saxons d’opérations civilo-militaires, d’actions psychologiques ou de stabilisation : quand le temps presse, traduire est plus efficace que chercher. Il existe pourtant une pensée française de la pacification, forgée à la fin du XIX° sous l’impulsion du maréchal GALLIENI, du maréchal LYAUTEY et du général PENNEQUIN. La valeur n’attendant pas le nombre des années, ils étaient alors colonels ou commandants lorsqu’ils pensèrent et mirent en œuvre cette politique de pacification des terres conquises au TONKIN ou à MADAGASCAR.

Pourquoi la doctrine anglo-saxonne exerce-t-elle une telle fascination ? Ne pourrait-on pas s’inspirer aujourd’hui pour relever les défis de la stabilisation de cette expérience française? L’époque n’est plus à la conquête ; le contexte a changé et l’accélération considérable du temps est un véritable bouleversement pour la réflexion comme pour la décision et l’action.. Il faut éviter deux écueils : l’oubli d’un patrimoine doctrinal et de savoir-faire d’une grande richesse et la transposition d’un passé idéalisé à une actualité brûlante. Il est possible de distinguer, dans cette œuvre de pacification, quelques principes majeurs qui demeurent pertinents. En outre quelques traits de personnalité de ces grands chefs donnent aussi à réfléchir pour imaginer les solutions originales aux défis contemporains.

Une formule du colonel LYAUTEY dans son court ouvrage « du rôle colonial de l’armée »[[16]](#footnote-16)  résume les principes de l’école française de la pacification : « l’occupation militaire consiste moins en opérations militaires qu’en une organisation qui marche ». Le ton est donné mais quels principes sont sources d’efficacité?

En premier lieu, Lyautey comme Gallieni privilégient le recours à l’administration indirecte comme modèle d’organisation. Cette structure offre une grande souplesse et évite de bouleverser des habitudes ancestrales qui ont leur intelligence et leur logique. Arriver sur un territoire ou un théâtre d’opérations, c’est s’inscrire dans une histoire. Au lieu d’écarter les anciens cadres dirigeants, il est préférable de s’en servir : « gouverner avec le mandarin et non contre le mandarin…Donc, ne froisser aucune tradition, ne changer aucune habitude, nous dire qu’il y a dans toute société une classe dirigeante née pour diriger, sans laquelle on ne fait rien, et une classe à gouverner, mettre la classe dirigeante dans nos intérêts »[[17]](#footnote-17). Lyautey a compris que l’adhésion de la population est l’objectif principal pour atteindre l’effet final recherché. Il faut donc se montrer respectueux des traditions et des habitudes. Il recommande d’écarter toute fiscalité, de proscrire les complications administratives. Il faut être généreux dit-il . A Madagascar, Gallieni est confronté à une situation différente mais il conserve le principe du moindre changement. Des raisons politiques l’amènent à déposer la reine. Il s’en acquitte non seulement avec une grande habileté, mais il demande à ses subordonnés, dans l’exercice de leurs pouvoirs administratifs, d’utiliser dans la mesure du possible l’administration indigène. C’est ainsi que le découpage en cercles de l’Imerina, au centre de l’île, a suivi le tracé des gouvernements généraux de ce territoire ainsi que le découpage en subdivisions subalternes[[18]](#footnote-18). Nos deux penseurs de la pacification vouent une même aversion pour l’administration française perçue comme plus rigide que rigoureuse, cultivant le goût de la procédure pour elle-même et cherchant à s’immiscer dans les moindres recoins. Lyautey n’a pas de mots assez durs pour dénoncer ces excès administratifs comme des freins à la pacification. Pour stabiliser un pays aujourd’hui comme hier, on ne peut pas faire table rase du passé et vouloir imposer à une société un modèle qui ne répond pas à ses aspirations légitimes. A cet égard, la volonté d’exporter le modèle démocratique occidental semble parfois inadaptée.

Dans cette perspective GALLIENI estime que l’action de pacification doit, en quelque sorte, respecter les règles du théâtre classique : en lieu, en un temps, une seule action aux ordres d’un seul chef qu’il soit militaire ou civil. Il refuse la distinction entre action politique ou civile et action militaire. Il fustige toute structure de commandement qui oublie que l’action de force et l’action politique sont toujours combinées. Il ne faut détruire que pour mieux bâtir, ménager le pays et ses habitants. Le premier soin d’un officier, sitôt obtenue la soumission d’un village, est la reconstruction de cette localité. L’action politique est la plus importante et par conséquent, la pacification se planifie avant l’intervention. Le regard du chef conquérant change sur le terrain à conquérir pour discriminer les objectifs selon le principe : moins détruire aujourd’hui pour plus produire demain. A l’école de son chef au TONKIN, LYAUTEY, écrit : « En prenant un repaire, on pense surtout au marché qu ‘on y établira le lendemain, alors on ne le prend pas de la même façon »[[19]](#footnote-19). Cette nécessité se décline jusqu’aux plus bas échelons d’exécution dont les actions et le comportement doivent refléter constamment ce souci d’anticipation. Et bientôt l’élève dépasse le maître, prend de l’assurance et, sollicité pour calmer les troubles aux confins de l’Algérie, il s’adresse en ces termes au gouverneur : « monsieur le gouverneur, ou faîtes moi donner par le ministre de la guerre toute ma liberté ou renvoyez moi à Paris. Je veux ce que j’avais à Madagascar, ce que Gallieni avait au Tonkin. Je veux l’unité de mon territoire…Je veux aussi sous mes ordres non seulement tous les services militaires mais aussi tous les services politiques, les officiers de renseignement…Tout, et puis je veux en cas d’urgence pouvoir correspondre directement avec le ministre de la guerre…Si vous voulez la pacification du sud-oranais, c’est indispensable »[[20]](#footnote-20). Une armée ne peut pas stabiliser seule un pays, mais elle apporte toujours une contribution essentielle et il doit y avoir une unité du projet politique qui se traduise par une unité du commandement qu’il soit militaire ou civil. Aujourd’hui, on pourrait envisager qu’un chef militaire dispose de troupes mais aussi d’acteurs civils qui lui soient subordonnés dans les premiers temps de la stabilisation. Au delà, le commandement pourrait être civil et intégrer le volume de forces nécessaires. Trop souvent, les actions sont parallèles et ne traduisent pas une ligne de conduite cohérente.

L’exigence d’une unité d’action ne souffre pas l’improvisation. L’entreprise de pacification exige une méthode à la hauteur de l’enjeu. Au Tonkin, les postes militaires sont rationnellement établis, poussés un à un dans un but d’occupation définitive, sur le terrain même qui vient d’être conquis. L’officier se transforme immédiatement en administrateur, en constructeur sur le sol où il a planté le drapeau jusqu’à ce que la tranquillité assurée et la pacification solidement établie permette la remise de ce terrain à l’administration normale. GALLIENI insiste aussi sur la nécessité d’armer en arrière des postes de petite taille, largement fortifiés, mais en nombre suffisant et jouissant d’une forte autonomie logistique surtout en munitions. Il dénie l’efficacité des grands postes. En 1898, à MADAGASCAR ses directives expliquent la chronologie des actions : l’avant ne peut progresser dans la conquête de nouveaux territoires à pacifier que si l’arrière est complètement organisé. Il faut être poussé vers l’avant par les progrès de la pacification en s’appuyant sur les populations ralliées qui facilitent la poursuite de l’action. Cette méthode a sa préférence, car elle ménage le pays et la population. Elle exige de la part des officiers des qualités d’initiative, d’intelligence, d’activité, de prudence, de calme et de perspicacité. Cette méthode est progressive et elle s’oppose à la méthode des colonnes militaires dont LYAUTEY stigmatise le principal défaut : dissocier l’action militaire et politique. La colonne doit être employée dans le seul but de combattre un ennemi regroupé, solidement installé et menaçant à partir de cette position favorable les régions avoisinantes. Par conséquent, il ne saurait encore aujourd’hui, être entrepris de pacification sans une force militaire crédible et fortement aguerrie, capable de changements d’attitude rapides.

Mais surtout, Il y a chez LYAUTEY une conviction qu’il mettra en œuvre du Tonkin au Maroc en passant par Madagascar : il est vain de monter des opérations visant seulement à détruire la piraterie ou la rébellion car ces mouvements insurrectionnels ont toujours l’avantage de la mobilité. Les grosses colonnes, selon l’expression de l’époque sont vouées à l’échec par épuisement. Il vaut mieux opposer ainsi à la piraterie le meilleur des obstacles : l’organisation. Il n’y a pas de moyen plus efficace que de « rendre la terre réfractaire aux pirates »[[21]](#footnote-21). Selon lui, il est plus efficace de couper l’herbe sous le pied de la piraterie en assainissant le milieu sur laquelle elle prospère. Or, l’insalubrité du milieu présente bien souvent des symptômes civils : administration défaillante, voirie dégradée, affaiblissement des autorités légitimes, corruption…L’assainissement exige cependant une action militaire et civile. Pour le premier volet de l’action, il préconise d’occuper le territoire avec ou sans combat, de l’isoler des zones refuges et du soutien extérieur et enfin d’armer les populations. Le second volet visera à la reconstitution de la population, à l’installation des marchés et des cultures ainsi qu’à l’ouverture des routes. Le pirate ne revient plus là où le terrain a cessé d’être vague. Il faut alors se livrer au travail de fourmis de la reconstitution de la zone reprise à la piraterie par la division du travail, en sectionnant le territoire en secteurs commandés chacun par un chef entreprenant, pétri d’initiative et souple, rouvrir les routes, les marchés, rappeler les villages, en un mot recréer la vie. Aujourd’hui, on pourrait voir dans les PRT[[22]](#footnote-22) anglo-saxons une application encore bien timide de cette intuition française.

Faut-il en conclure à la volonté centralisatrice de ces deux grands chefs militaires ? Certainement pas, car l’un comme l’autre n’envisagent pas la pacification sans l’exercice d’une initiative aussi large que possible de tous les échelons de commandement. Ce qui caractérise vraiment leurs éminentes qualités de grand chef, c’est la confiance sans bornes qu’ils ont su inspirer à tout le monde. Autant d’officiers, autant de procédés, autant de variétés de constructions, concourant au même but.  Dans les directives de GALLIENI revient aussi sans cesse la notion de responsabilité de tous les échelons. C’est pour lui la clé du retour à l’ordre et à la sécurité. Ces directives fixent des objectifs à atteindre mais laissent l’entière initiative des moyens comme des modes d’actions. Peu lui importe que le commandant de cercle recrute des miliciens, arme la population, mixe habitants et soldats européens pour des patrouilles de nuit. Il faut éviter avant tout les pillages et les incendies qui retardent la pacification. Il faut ici retenir une formule toujours d’actualité : » dans la pacification, il n’y a pas de règles, il n’y a que des situations »[[23]](#footnote-23). C’est donc la singularité des situations qui doit inspirer les actions à mener en priorité avec le plus grand pragmatisme.

Ces principes, rapidement décrits ici se complètent par l’évocation de quelques traits de caractère de deux chefs très différents. Ils se sont connus et appréciées au Tonkin mais pourtant ils ne se ressemblaient guère. Gallieni disait de Lyautey : « c’est étrange, il est noble, il a été élevé par les Jésuites et pourtant il est intelligent »[[24]](#footnote-24). Le premier est un républicain convaincu tandis que du second il fut dit : « c’est un monarchiste qui a donné un empire à la république ».

On trouve chez l’un comme l’autre une dimension anticonformiste. Quand Lyautey décrit Gallieni, il parle avec vénération de celui qu’il considère comme conquérant, explorateur, chef de guerre par excellence. Il le décrit comme « l’antipode du caporal, je dirai presque du militaire dans la conception officielle et routinière de ce mot en France. La forme, le rapport, les clichés, les hiérarchies même n’existent plus pour lui. Le résultat, c’est son but unique, et comme conséquence l’infinie souplesse des moyens et le libre emploi des instruments ; pour un rien, il mettrait un colonel sous les ordres d’un capitaine plus malin. Et il est breveté ! ce que du reste, il s’en fout »[[25]](#footnote-25). Pour sa part Lyautey étouffe au sein de l’institution militaire et à son retour du Tonkin, il est au bord de la déprime : « Pendant 8 ans de ma vie, de 39 ans à 47 ans, je me suis donné corps et âme à une idée et à l’œuvre coloniale, la politique de la France hors d’Europe .Mais je n’en puis plus. Tout mon effort tend à me tenir ferme jusqu’au 24 octobre 1903, date à laquelle j’ai droit à ma retraite…Je ne puis me résigner à n’être qu’une force perdue.  Quand mon cerveau aura, dans quelques mois, pris l’habitude de l’optique des petites choses, et ne pensera plus aux grandes, je serai parvenu à l’état mental qui convient à un colonel de cavalerie. Je ne souffrirai plus du tout »[[26]](#footnote-26).

Cet anticonformisme n’exprime pas une fantaisie débridée mais un caractère trempé et des convictions enracinées dans une solide culture. La pensée de ces deux chefs écarte toute forme d’élucubration mais elle s’appuie sur une soif de connaissances et une véritable ouverture d’esprit. Nulle activité opérationnelle ne pouvait les détourner de la lecture d’ouvrages de toute nature ou de l’écriture d’une correspondance révélant une véritable culture. Leur correspondance mutuelle fourmille de références à leurs lectures communes, à leurs échanges d’impressions sur des articles de la célèbre Revue des Deux Mondes. Pour Gallieni, la politique passe par la connaissance approfondie des populations. Il pense même que l’officier qui connaît parfaitement les populations est proche de la pacification. En effet, il estime que la connaissance des races déterminera l’organisation politique à donner et les moyens de pacifier.

Enfin, ces deux chefs ont une vision stratégique de leur mission qui leur confère un sens élevé des responsabilités. Ils n’ont pas agi dans un cadre politique clair, leur donnant des objectifs précis. Ils ont su inscrire leur mission dans une perspective stratégique : « Conserver le Tonkin sans développer toutes les conséquences de son occupation, c’est comme nous en sommes coutumiers, gaspiller des hommes et de l’argent. Or quelle a été l’idée initiale de ceux qui nous ont amenés ici ? Y faire simplement une colonie de peuplement, une colonie d’exportation ? Non. Leur objectif essentiel, c’était la pénétration commerciale de la Chine par le sud…Notre raison d’être ici, dans la politique générale du monde, c’est d’y être aux avant-postes dans le grand conflit de dislocation et de civilisation qui est suspendu sur l’extrême Orient ». Gallieni laisse transparaître cette hauteur de vue à travers une politique de communication très habile lors de la pacification de Madagascar. En interne, ses directives sont nombreuses et permettent à chacun de comprendre l’esprit de la mission. En externe, Gallieni n’était pas dupe et il ne manqua pas une occasion d’avertir les ministres et les hauts fonctionnaires malgaches hostiles à l’action de la France: « je n’ignore pas que certains personnages malgaches en vue n’ont pas toujours gardé l’attitude que le gouvernement est en droit d’attendre d’eux…je suis d’autre part fermement résolu à réprimer tout acte d’hostilité contre l’autorité française »[[27]](#footnote-27). Ces avertissements ne suffirent pas et Gallieni mit à l’exécution ses menaces. Il prononça des condamnations à mort, déposa le premier ministre dont les fonctions furent suspendues dès le 11 octobre 1896. Simultanément, par voie d’affichage, il s’adressa à la population pour expliquer son action. Dans ce message, il fait porter la responsabilité de la rébellion sur ceux qui veulent nuire au pays et à sa prospérité. Il cite les fauteurs de trouble comme appartenant à l’élite sociale et les avertit de son extrême rigueur. Il commente son initiative de supprimer l’esclavage. L’objectif, à court terme de cette décision est de séduire sans délai une part importante de la population affranchie. Il réalise une sorte de tenaille politique en exerçant d’un coté une pression forte sur la classe dominante et de l’autre en s’assurant le plein soutien de la partie la plus défavorisée. Cette manœuvre adroite lui assure le ralliement de la majorité. Il ne peut y avoir d’œuvre de stabilisation sans une communication interne et externe qui vise à la persuasion de tous du bien fondé de l’action en cours.

Il n’y aurait sans doute pas eu de conquête coloniale française sans des hommes d’action d’envergure, des personnalités hors pair. Mais, cette épopée n’aurait sûrement pas porté les trois couleurs si loin si elle n’avait pas été portée par une école de pensée, la pertinence d’une réflexion sur le sens de l’action et la façon la plus opportune de la conduire. Un des fondements de cette école de pensée repose sur un paradoxe : la meilleure méthode de pacification, c’est de s’affranchir de méthode ou plus exactement de carcan. La contradiction n’est donc qu’apparente. Elle signifie simplement le refus de toute idéologie, et la nécessité de vouloir connaître et savoir s’adapter à un pays, une situation, une culture si l’on veut agir efficacement. D’autre part, cette pensée devait battre en brèche un formalisme réglementaire étroit pour réussir : il fallait inventer, imaginer des solutions nouvelles. En ce sens, l’école française de la pacification est donc une puissante invitation à l’innovation pour relever les défis nouveaux de la stabilisation. Les bases de cette imagination pourraient être les principes suivants : une armée ne stabilise pas seule et l’état qui engage des forces armées dans la stabilisation doit y consacrer des moyens politiques, économiques, culturels…L’action est une, comme le commandement, et il faut donc éviter le découpage séquentiel comme les chaînes parallèles. L’un comme l’autre encouragent la concurrence plus que la complémentarité des actions. Enfin, la stabilisation est affaire de persuasion et donc de crédibilité de la force armée, de communication, de charisme des chefs et, n’en déplaise aux partisans du « *first in, first out* »[[28]](#footnote-28), de temps : gagner la confiance d’une population, levier fondamental de la stabilisation, c’est prendre un engagement irréversible. Là encore, l’armée française a une expérience dont elle ne souhaite jamais retrouver l’amertume.

**LE NOUVEAU STATUT GENERAL DES MILITAIRES (SGM)**

# Par le Contrôleur général des armées Jean-Michel PALAGOS

*Le Contrôleur général des armées Jean-Michel PALAGOS a servi comme conseiller technique au cabinet du ministre de la Défense et comme directeur de la fonction militaire et du personnel civil (DFP). A ce titre, il a notamment conduit la réforme des retraites des militaires ainsi que les travaux de révision du statut général des militaires. Il vient de publier aux Editions Lavauzelle le livre « Le nouveau statut général des militaires ». Véritable guide pratique, cet ouvrage présente dans son intégralité la nouvelle loi portant statut général des militaires et l’explicite à l’aide de commentaires, exemples, chiffres et données statistiques. Livre incontournable, celui-ci est destiné bien entendu à tous les personnels militaires, notamment à ceux qui préparent un examen ou un concours et aux membres des instances consultatives et de participation du ministère de la Défense. Renseignements complémentaires sur cet ouvrage au : 05 55 58 45 00 et par courrier électronique :* [*editions@lavauzelle.com*](mailto:editions@lavauzelle.com)

En

1995, le président de la République décidait la création du « comité stratégique » chargé de lui proposer de nouvelles orientations pour notre défense nationale. A l'issue des travaux de cette instance, il décida l'arrêt progressif du service militaire, et le passage à un modèle d'armée entièrement professionnalisée. Cette décision fut annoncée à la Nation au début de l'année 1996.

Alors commença un immense chantier : celui de la réforme des armées, qui est considéré aujourd’hui comme le plus bel exemple de réforme de l'Etat. Après dix années riches et intenses, pour tous les acteurs de la réforme mais aussi pour tous les personnels de la défense, la professionnalisation est un succès. La dernière étape de cette réforme a été la refonte du statut général des militaires, pour l'adapter à la société moderne et à une armée composée de professionnels. Cette refonte constitue le second point d'orgue de la réforme des armées, après la réforme du service national en 1997. Que de changements. Et quelle aventure exceptionnelle dans la vie de tous ceux qui ont connu cette période.

La loi 2005-270 du 24 mars 2005, portant statut général des militaires, a été adoptée le 15 mars 2005 dans un moment de fort consensus de la représentation nationale. Pourtant tous les sujets ont été abordés par les parlementaires dans des débats très riches. Qu'il s'agisse notamment de la participation des militaires à la vie politique du pays, et de leur adhésion aux partis politiques qui n'a pas été retenue parce que l'armée est au service de la Nation et doit rester en dehors du débat partisan. Qu'il s'agisse du mode de représentation des militaires. La question de la syndicalisation ou de l'adhésion à des associations professionnelles a été longuement débattue. Le mode de représentation des militaires, par les commissions participatives et par les conseils supérieurs de fonction militaire, a été considéré comme le mode d'expression le plus conforme à la cohésion des armées et à leur disponibilité.

Ce statut concrétise donc une évolution majeure et indispensable de la fonction militaire, il est adapté à une armée professionnalisée et prend en compte les évolutions de la société, dans le respect des principes fondamentaux de l'état militaire.

Il était en effet nécessaire de prendre en compte l’ampleur des changements survenus au cours des trente années, une génération, écoulées depuis 1972.

Le monde a changé et, si des risques demeurent, la menace est plus diffuse et moins clairement identifiable. La défense du sol national contre une menace militaire directe paraît à présent une éventualité lointaine ; la perception des intérêts nationaux susceptibles d’être défendus par les armes en est moins immédiate et instinctive.

Les modalités d’engagement de nos forces ont, elles aussi évolué, avec le développement d’opérations extérieures généralement menées dans un cadre multinational. Les guerres déclarées ont laissé la place aux crises, plus ou moins aiguës. L’action militaire vise aujourd’hui autant à contenir la violence pour maintenir ou rétablir la paix hors de nos frontières qu’à détruire des forces adverses clairement identifiées ; elle n’en est pas devenue moins complexe, bien au contraire.

Les armées françaises elles-mêmes ont changé : elles sont à présent entièrement professionnalisées et doivent par conséquent attirer et fidéliser les hommes et les femmes que la conscription ne leur garantit plus. L’importance du facteur technologique et l’élévation conséquente du niveau de recrutement, notamment des sous-officiers et officiers-mariniers, ne sont pas sans incidences sur les rapports professionnels.

Notre société, enfin, a évolué. La mixité professionnelle s’est généralisée. La volonté de concilier la vie professionnelle avec la vie familiale est plus affirmée. L’épanouissement individuel se pose plus ouvertement en valeur concurrente de l’intérêt collectif. Les citoyens aspirent, plus que par le passé, à participer aux décisions qui les concernent ; il ne suffit plus d’imposer, il faut d’abord convaincre. Il faut tenir compte enfin des déséquilibres démographiques et de leurs conséquences ainsi que de la poursuite de la construction européenne.

Les débats qui ont eu lieu au Parlement ont enfin témoigné de l’intérêt porté par la représentation nationale à la communauté militaire. Ils ont permis, à plusieurs reprises, aux parlementaires de manifester, de manière unanime au nom de la communauté nationale, leur considération et leur reconnaissance à l’égard de ceux qui ont en charge la défense de la Nation.

Le nouveau statut général des militaires, dont le projet avait été examiné par les instances de concertation, tout en réaffirmant les principes fondamentaux et les exigences d’efficacité des armées, apporte les modifications nécessaires pour prendre en compte à la fois l'évolution de la société et la constitution d'une armée professionnelle.

"L'armée de la République est au service de la Nation. Sa mission est de préparer et d'assurer par la force des armes la défense de la patrie et des intérêts supérieurs de la Nation" affirme ainsi l'article premier du statut qui s'applique à tous les militaires, de carrière, sous contrat ou réservistes consacrant le fait qu'ils ont tous le même devoir et le même honneur de mettre en œuvre la force armée.

La loi réaffirme les principes intangibles et les exigences qui conditionnent l'efficacité des forces armées et font l'unité de l'état militaire : discipline, disponibilité, loyalisme et neutralité, esprit de sacrifice. Mais il réaménage le « cantonnement juridique » des militaires dans le souci de tenir compte des évolutions de la société et de favoriser la participation des militaires à la vie de la cité.

S'agissant des droits civils et politiques, les seules restrictions indispensables qui garantissent la neutralité des armées sont en quelques points assouplies et le plus souvent réaffirmées. En contrepartie le dispositif de concertation est conforté et le rôle des instances qui en ont la charge clarifié.

Enfin, un haut comité d'évaluation de la fonction militaire est instauré. Il devra rendre compte au Président de la république de l'état de la condition des militaires, car les serviteurs de la Nation que sont les militaires, ont pour droit premier celui d'être entendus, connus et compris par la République.

Concernant les règles de gestion, il demeure essentiel de tenir compte de l’impératif de jeunesse et de marquer la reconnaissance de l’Etat vis-à-vis de ceux qui le servent dans des missions où ils risquent leur vie. De nombreuses modernisations sont introduites à ce sujet.

En matière de recrutement, est ouverte la possibilité de recruter sans délais des spécialistes de haut niveau et est élargi le champ du volontariat dans une optique de pré-recrutement de jeunes en cours de formation.

La mobilité dans l'intérêt du service auprès d'une administration de l’État, d'un établissement public, d'une organisation internationale, d'une entreprise ou d'une association est facilitée.

A travers la définition de limites d'âge plus rationnelles, le nouveau statut s'attache également à concilier la nécessité de jeunesse des forces armées avec celle de l'allongement de la durée de vie active induite par la réforme des retraites.

Le dispositif d'accompagnement du retour vers la vie civile est amélioré et rendu plus cohérent, notamment l'accès par détachement aux fonctions publiques.

Par ailleurs le texte, c'est une avancée considérable, offre une meilleure protection aux militaires en opération, rendant les règles relatives à l'imputabilité au service plus protectrices et mieux adaptées aux conditions effectives d'emploi de forces. Il étend à l'ensemble des familles de militaires la protection de l'Etat lorsque, du fait des fonctions de ces derniers, ils sont victimes de menaces, violences, voies de fait, injures, diffamations ou outrages.

Par cette loi, la Nation dote les armées d’un statut général adapté aux exigences de l'armée professionnelle. La loi confirme les principes qui caractérisent la spécificité de l'état militaire, tout en s'adaptant aux réalités du monde d'aujourd'hui.

Cette réforme permet de mettre en œuvre des dispositions novatrices qui permettront aux armées de répondre aux défis des prochaines décennies aussi bien en terme d'emploi des forces qu'en terme de gestion des ressources humaines et de renforcer le lien qui unit les militaires à la Nation qu'ils sont chargés de défendre et dont ils procèdent.

Avec ce statut, la professionnalisation est aujourd’hui construite et consolidée, permettant ainsi à notre pays de disposer de l'armée à laquelle il peut exiger de prétendre.

***Les PAGES des COURS SUPÉRIEURS***



***L’E M S S T***



**Les résultats du concours du DT 2005**

L’

orientation, la mise en scolarité et la signature des contrats des nouveaux stagiaires du DT ont été clôturées au cours de la semaine du 11 au 15 avril 2005.

Cette année, la population élue, admissibles non-admis de l’EMS2 inclus, a compte un seul officier appartenant au bureau de gestion ADMSE sur soixante sept hommes et femmes engagés vers une nouvelle scolarité. Les bureaux Appui, Soutien et Mêlée comportent le plus grand pourcentage d’officiers entrant en scolarité pour le millésime DT 2005.

Sans aucune surprise, l’écrasante majorité de ces officiers est issue de l’EMIA.

Les officiers admissibles non-admis du CSEM (4)constituent comme chaque année une petite minorité de renfort : seulement deux intègrent la filière SI pourtant très déficitaire. Deux officiers ont pu rejoindre celle excédentaire en SH alors qu’aucun n’a été admis en LEE.

Quant aux scolarités offertes, les proportions et tendances ont été respectées et la différence entre le précédent millésime et celui-ci reste minime. Notons une nette propension aux scolarités Génie civil en SI, Gestion des Ressources Humaines et Communication pour les SH et Relations Internationales pour les LEE. Remarquons également que cette année, les durées de scolarité ont été en majorité raccourcies à un an, engageant les futurs stagiaires dans des cursus universitaires pas nécessairement diplômants, mais correspondant uniquement qu’à la première partie du Master du nouveau système LMD.

En LEE la répartition entre langues, relations internationales et trilingue européen reste globalement identique. Cette année, les connaissances linguistiques acquises ont reçues une attention particulière. Ainsi, les langues thaï, indonésienne et vietnamienne ont été accordées en surplus des objectifs cibles en langues de la DPMAT.

Comme à l’accoutumée, après leur orientation définitive, les futurs stagiaires ont rejoint leur corps d’origine et vont s’atteler maintenant à une remise à niveau nécessaire pour la poursuite d’une scolarité sereine. Ils n’en ont pas toujours conscience, mais à l’heure où ils souhaiteraient se délecter de leur succès, de nouveaux objectifs et de nouveaux efforts leur sont proposés.

Tout l’encadrement de l’EMSST se joint à son directeur pour les assurer de leur disponibilité et de leur soutien et renouvellent leurs sincères félicitations à ces officiers, hommes et femmes, qui ont réussi le concours du DT2005.

**LE VIOL DES FOULES**

**PAR LA PROPAGANDE POLITIQUE[[29]](#footnote-29)**

*Par le Chef de bataillon Lionel HUNOT*

*Epuisé depuis de nombreuses années, « Le viol des foules par la propagande politique » de Serge Tchakhotine, est de nouveau disponible dans les librairies et bibliothèques. Cet ouvrage, souvent décrié, a connu de nombreux aléas depuis sa parution initiale en France en juin 1939.*

*En effet, d’emblée, le ministère français des Affaires Etrangères alors dirigé par Georges Bonnet, y supprime toutes les affirmations mettant en cause Hitler et Mussolini. Il est vrai que l’époque et les évènements politiques en cours pouvaient justifier une telle « censure » de la part du gouvernement français. L’auteur intente des poursuites et obtient satisfaction en décembre 1939. Tous les passages censurés sont remis en place et le livre paraît enfin sous sa forme initiale. Mais, deux mois après la déclaration de guerre, la police française « rafle » l’ouvrage dans toutes les librairies. Puis les Allemands confisquent et détruisent les exemplaires pendant l’Occupation. Le livre est finalement réédité en 1952 dans sa version actuelle augmentée et actualisée.*

S

**L’auteur, l’ouvrage**

erge Tchakhotine, auteur du livre « Le viol des foules par la propagande politique » apparaît est un personnage au parcours personnel et professionnel atypique. Son discours, sa pensée, s’appuient sur des travaux et recherches en sociologie traitant des « effets directs » de la communication entre individus. Ce courant « behavioriste », bien que contesté de nos jours, a eu une forte influence au 19e siècle et dans les premières décennies du 20e siècle. Manipulation des « masses », utilisation des symboles graphiques et techniques de suggestion sont certains des phénomènes décrits dans leur détail et leur fonctionnement par Tchakhotine.

#### Un personnage controversé

* *Un propagandiste professionnel*

Serge Tchakhotine est un ancien révolutionnaire russe. La propagande a en en effet une très grande importance pour les Bolcheviks, en particulier lors de la Révolution Russe et surtout pendant la Guerre Civile qui en a résulté. Pour l’auteur, d’ailleurs, Lénine « *a été un génie de la propagande : il a su porter la propagande dans toutes les couches de la population, et a réussi à faire marcher les masses avec fermeté, mais sans brutalité* ». Néanmoins, Tchakhotine rompt avec le stalinisme et s’installe en France au milieu des années 1920 et participe à la lutte contre le national-socialisme allemand. Il doit s’exiler au Danemark en 1933 avant de revenir en France au printemps 1934 et prend part à l’organisation des meetings de la Section Française de l’Internationale Ouvrière (S.F.I.O.). Surnommé « Docteur Flamme » par ses pairs, il s’implique donc dans la mise en scène des meetings et des films de la SFIO aux côtés de Marceau Pivert. Ce dernier, instituteur, syndicaliste d’obédience marxiste, a créé au début des années 30 la tendance "Gauche Révolutionnaire", regroupant les militants les plus à gauche de la SFIO. Exclu de la SFIO en 1938, le mouvement devient le Parti Socialiste Ouvrier et Paysan (PSOP) qui tente de trouver sa place entre la SFIO réformiste et le Parti Communiste Français (PCF) stalinien. De fait, la ligne du parti est assez floue : entre marxisme anti-autoritaire et réformisme radical. Marceau Pivert s'exile au Mexique dès 1940 et ne reviendra en France qu’à la Libération. Il meurt en 1969.

* *Son oeuvre*

Serge Tchakhotine, fin propagandiste et symbologue, est à l’origine d’un renouveau des images de propagande socialistes. Elles seront parfois associées au slogan du Front Populaire, “*Pain, Paix, Liberté*”, mais aussi à d’autres mots d’ordre se déclinant sur un rythme ternaire : le parti, le syndicat, la coopérative. Les graphistes les interpréteront de multiples manières dans les affiches et tracts socialistes.

« Le viol des foules par la propagande politique » reste l’ouvrage majeur de Tchakhotine. Toute son idéologie, ses critiques quant au nouveau monde social qui se met en place à l’époque, y sont intégrées.C’est un traité classique de psychologie sociale dans lequel l’auteur cherche à démonter comme à comprendre les mécanismes auxquels obéissent les foules, les masses et, plus généralement, la formation de la volonté politique et l’action politique. Il va au-delà de la description de l’affrontement entre « *propagande nazie* » et *« résistance social-démocrate* » à laquelle il prend une part active. Au travers de 12 chapitres de valeur et d’intérêt variés il traite des différentes formes que peut prendre la propagande et tente, dans un élan « pédagogique » de présenter les moyens de résister à « ce viol psychologique ».

#### Sources et inspirations

* *Un précurseur, Gustave Le Bon*

Charles-Marie-Gustave Le Bon (1841-1931) oriente rapidement ses recherches vers l'anthropologie sociale. Il évolue vers la psychologie sociale, discipline dont il devient le père fondateur. Dans son ouvrage « Psychologie des foules », Le Bon définit le concept de "foule psychologique" en tant que « *réunion d'individus quelconques, quels que soient leur nationalité, leur profession ou leur sexe, quels que soient aussi les hasards qui les rassemblent*» à laquelle « *dans certaines circonstances données, et seulement dans ces circonstances* » sont « *associés des caractères nouveaux fort différents de ceux de chaque individu qui la compose. La personnalité consciente s'évanouit, les sentiments et les idées de toutes les unités sont orientés dans une même direction* ». Cette foule psychologique « *peut n'être constituée que de quelques personnes réunies ensemble ou du peuple tout entier mentalement soudé par un événement national de première importance. Ce qui fait la foule psychologique est un choc psychique qui transforme les individus en un être collectif doté d'une unité mentale* ». Serge Tchakhotine s’inspire de ces travaux, tout en remettant en question certains principes associés, telles les notions de race ou d’élitisme, pour démontrer les mécanismes que les masses mettent en œuvre lorsqu’elles sont confrontées à la propagande politique.

* *Un maître, Pavlov (1849-1936)*

Serge Tchakhotine a dédié son ouvrage à son «grand maître », Ivan Petrovich Pavlov. Pavlov, physiologiste russe réputé pour ses études sur les flux sanguins, est autorisé par décret de Lénine à effectuer ses recherches sur l'acquisition de comportements induite par les relations existantes entre les stimulations du milieu et les réactions de l'organisme. Ses recherches portent sur les réflexes conditionnés. Il étudie les réflexes ou les réponses instinctives de l'animal à une stimulation externe. Il va émettre l’hypothèse que ces « secrétions psychiques » sont imputables à l'action du cortex cérébral, lequel joue le rôle de relais sensori-moteur entre les organes de la perception et les glandes digestives. Il conclut ainsi que cette activité des centres nerveux est à la base du processus d'adaptation au milieu. Il explique « *le réflexe conditionnel comme étant un des faits les plus coutumiers et les plus répandus. C'est sans doute ce que nous connaissons chez nous et chez les animaux sous les dénominations les plus variées : dressage, discipline...* ». Tchakhotine va donc adapter ces résultats et considérer que l’homme possède la faculté exclusive de former des réflexes conditionnés avec des complexes verbaux. N’importe quelle excitation peut devenir un facteur conditionnant, ces chaînes de réflexes conditionnés devenant des habitudes, ce mécanisme évitant à l’homme des efforts trop grands et une économie de la dépense d’énergie.

**« Un traité classique de psychologie sociale »**

* *Excitation et inhibition*

Les études de Pavlov ont démontré que le système nerveux met en œuvre deux phénomènes particuliers ambivalents qui sont la faculté d’être excité et la faculté de freiner, d’inhiber l’excitation. Un tel refoulement peut avoir des répercutions certaines et marquées sur le comportement. Selon Pavlov, il faut considérer six phénomènes affectant le comportement des animaux supérieurs (dont l’homme) : « *l’excitation, l’inhibition , le déplacement de l’excitation et de l’inhibition, l’induction réciproque de l’excitation sur l’inhibition ou de l’inhibition sur l’excitation, le phénomène de formation et de destruction des voies reliant entre elles les différentes régions de système nerveux, les phénomènes d’analyse décomposant le monde extérieur et intérieur en ses éléments* ». En ajoutant une excitation supplémentaire, on peut écarter l’inhibition, libérer tout réflexe de l’emprise inhibante et obtenir ainsi un nouveau réflexe conditionné, greffé sur le premier. La possibilité de former des réflexes conditionnés est une fonction spécifique du système nerveux.

La parole, parlée ou écrite, peut être un de ces excitants conditionnants, formatrice de réflexe. La suggestion survient si la parole, l’ordre, vient à frapper un mécanisme psychique qui se trouve dans un état d’affaiblissement physiologique. « *L’ignorance est le meilleur milieu pour former des masses se prêtant facilement à la suggestion* ».

Les pulsions sont autres des mécanismes qui sont à la base de réactions ou réflexes innés ou absolus. On peut aisément insinuer des réflexes associés ou conditionnés dérivés de réflexes innés si un excitant conditionnant frappe les récepteurs de l’individu alors qu’un réflexe inné, donc héréditaire, se déroule dans le système nerveux. Toutes les réactions des êtres dérivent des pulsions définies par Pavlov et indiquées dans le schéma ci-dessous suivant une classification dépendant de « *leur importance biologique* ». La connaissance des mécanismes du comportement, induit par la mise en œuvre des pulsions primaires, permet de les manœuvrer à volonté, et donc de modifier les comportements.

*Mécanismes de conservation de l’individu*

n°1 pulsion combative

n°2 pulsion alimentaire

*Mécanismes de conservation de l’espèce*

n°3 pulsion sexuelle

n°4 pulsion parentale

* ***La psychologie sociale***

Tous les actes de la vie sociale sont donc psychiquement déterminés. Les réflexes conditionnés y jouent un rôle dominant. Les groupes sociaux, quels qu’ils soient, sont des éléments manœuvrés, des acteurs, soit en forme assemblée (les foules), soit en forme diffuse (les masses). Un changement psychique radical intervient chez l’individu par la communion avec la multitude de ses semblables et ceci, malheureusement, dans un sens plus souvent négatif que positif. L’individu a souvent tendance à se libérer de sa propre responsabilité intellectuelle et morale et la reporte sur le meneur. La mentalité de l’individu «*civilisé* », noyé dans une foule, redevient primitive en cela qu’elle entraîne une régression dans les idées et attitudes. Ainsi, tout interdit induit souvent des sentiments désagréables. Il disparaissent dans la foule ou la masse dès l’individu peut les faire retomber sur un autre.

Les dirigeants des régimes dictatoriaux, ces « *ingénieurs d’âmes* », mettent en œuvre deux phénomènes. Il leur faut d’abord rassembler les masses en foules pour les impressionner et les haranguer puis les disperser de nouveau, les retransformant en «masses». La «masse diffuse» passive, soumise, devient ainsi une «foule», agitée et donnant libre cours à ses passions ou pulsions. Elle passe donc plus facilement à l’action. « *Une foule est toujours une masse tandis qu’une masse n’est pas nécessairement une foule* ». Dans la masse, les individus sont dispersés géographiquement, n’ont pas de contact immédiat, corporel. Chaque masse a ainsi sa caractéristique psychique spécifique. Sa puissance va influencer le comportement du meneur qui la domine. La masse et la foule sont donc des groupes qui se développent par régression. Deux phénomènes sont caractéristiques de la formation d’une foule : l’identification avec d’autres membres de la foule, et l’identification avec le meneur

Les mécanismes de la manipulation propagandiste et idéologique

**Pulsions primaires et impulsions**

* ***Stratagèmes de propagande***

La propagande arrive à ses buts rapidement quand elle est en état de lancer, au moyen de certains mots (slogans), des symboles ou des actes, ou d’évoquer des images dans l’esprit des individus.

Quatre groupes de symboles-déclencheurs ou stratagèmes sont mis en évidence par Tchakhotine : « *les leviers d’adhésion, les leviers de rejet, les leviers d’autorité ou de témoignage et les leviers de conformisation* ». Chacun opère de façon unique ou en combinaison avec les autres. Agissant sous forme de réflexes conditionnés, ils sont manœuvrés par ceux qui veulent persuader d’autres personnes et par les propagandistes.

* « *La réflexologie individuelle appliquée* »

Une règle générale de tout processus de dressage est l’association du facteur conditionnant (signal donné au sujet et qui doit déclencher son action) et du facteur constitué par un mécanisme inné de peur (pulsion combative) ou d’appétit (pulsion alimentaire). L’excitation qui doit devenir conditionnante doit être bien définie et ne pas varier pour éviter tout nouvel aspect qui pourrait devenir inhibiteur. L’imitation joue un rôle important dans ce processus de conditionnement. Le rythme des excitations, accompagné de perceptions rythmiques sonores (musique, fanfare militaire), favorise la formation des habitudes et leur automatisme. L’excitation verbale est l’excitant conditionnel par excellence.

La méthode des réflexes conditionnés assure de très grandes possibilités pour l’entraînement de l’organe de la pensée et donc le conditionnement des individus. La propagande politique, qui s’intéresse aux masses, prend en considération le fait psychologique du bas niveau intellectuel, donc de la «*la faculté critique* », dans celles-ci.

**« Machinerie psychique » et réflexes conditionnés**

* ***Les couches de l’inconscient***

L’inconscient est tout ce qui est hors du champ de la conscience On peut distinguer deux couches dans l’inconscient. Le niveau individuel est constitué de souvenirs effacés ou refoulés et de perceptions demeurées étrangères à l’attention (subliminales). Le niveau collectif ou «super-individuel » contient les archétypes, que l’on peut considérer comme les plus anciennes images ancestrales.

* ***Instincts et automatismes***

Il existe de nombreux automatismes (selon la nature des éléments physiologiques constituant les excitants en jeu) caractérisés par le fait qu’ils sont déclenchés automatiquement par les excitants adéquats, qu’ils se transmettent par hérédité.

Ce qui distingue les instincts des réflexes absolus ou « automatismes », c’est leur complexité. Les habitudes se sont certainement formées chez les individus du début de l’espèce. Elles sont devenues héréditaires et ont formé des instincts. Les instincts sont des « *chaînes de réflexes élémentaires du type des automatismes* ». L’acte instinctif est un acte adapté, accompli, sans avoir été appris, d’une façon uniforme par tous les individus d’une même espèce, sans connaissance du but auquel il tend, ni de la relation qu’il y a entre ce but et les moyens mis en oeuvre pour l’atteindre.

**L’importance de la « pulsion combative »**

* ***La pulsion combative, base du comportement humain***

La nécessité de lutter place l’individu en face de nouvelles conditions de vie et conditionne ainsi de nouveaux réflexes conditionnés, de nouvelles attitudes et habitudes, qui ont pour base la « 1e » pulsion, la pulsion combative. « *Toutes les pulsions sont des mécanismes de conservation de la vie* ».

La peur reste étroitement liée aux manifestations de l’instinct n° 1 ou combatif. Elle s’accompagne de troubles physiologiques marqués dont la violence démontre l’enracinement profond de la réaction de peur dans les organismes. Une propagande qui utilise la peur comme base de son action a toujours une emprise plus forte et aisée sur les hommes qui sont dans des conditions sociales précaires (chômage, misère, pauvreté) ou dans la crainte d’autres influences. La peur augmente dans l’inactivité. Elle peut prendre l’aspect de la panique là où il y a une multitude, phénomène qui ne cesse que par l’épuisement total des forces physiques de ceux qui s’y sont laissés entraîner. La panique envahit une foule aussi si elle perd son meneur.

Un choc émotif violent ressenti simultanément par les membres d’un groupe quelconque suffit parfois à déterminer chez eux une frénésie sanguinaire qui se caractérise souvent par un dévergondage sexuel et une rage destructrice.

Tout individu se caractérise par une passivité personnelle absolue. Les facteurs matériels agissant dans certaines assemblées, dans une salle comble et surchauffée ont une influence néfaste sur l’individu. Même les personnes privilégiées ne sont pas garanties de ne pas y succomber.

* ***Foule et meneur***

Foule et meneur sont complémentaires, l’un n’existant pas sans l’autre et vice-versa. Le meneur se comporte comme un hypnotiseur. Par volonté de déresponsabilisation personnelle ou par mimétisme, l’individu cherche à s’identifier avec lui et est prêt à le suivre aveuglément. Tout bon meneur se caractérise par la faculté extrême de condenser en lui ce qui demeure latent et diffus chez les autres.

Le symbolisme et la propagande politique

Le symbole apparaît comme un moyen de s’élever et de conditionner le progrès de la société humaine. C’est le «*langage de l’inconscient* » transmettant pensées et sentiments. Ainsi, et l’exemple est encore vivace de nos jours (en 2005), de nombreuses personnes éprouvent le besoin de porter des « *insignes*, *de manifester en quelque sorte extérieurement un peu de leur vie intérieure, de leur orientation* ».

**De l’usage du symbolisme dans la propagande politique**

*Affiche de commémoration*

*du 10e anniversaire du régime hitlérien :*

# la croix gammée reste

# au centre de la symbolique

# imag viol foules 5.jpg

* **Une stratégie de communication efficace**

Un mouvement politique ne peut obtenir un succès rapide que s’il peut exprimer ses idées au travers d’un

naziesymbole spécifique. L’emploi de symboles reste donc une des stratégies les plus efficaces des meneurs pour diriger les masses. Ainsi, les mouvements et régimes fascistes ont pleinement adopté le langage symbolique en tant qu’instrument de combat. Par exemple, les nazis se servaient de la propagande symbolique et ils employaient dans ce but un symbole très simple du point de vue graphique, la croix gammée.

* **Classification des symboles**

Le symbole est une représentation instantanée évocatrice d’une idée ou d’une doctrine et en devient le signe presque mécanique, automatique, qui suggestionne les hommes et les rallie autour de cette idée. Un symbole peut être concret ou abstrait. C’est la simplicité qui fait la force pratique des symboles graphiques, en ce qui concerne leur diffusion. Certains symboles seraient ancrés ancestralement dans le subconscient des hommes et agiraient sous la forme de réflexes innés ou « automatismes », ce sont les archétypes.

A côté de symboles par l’image, il y a les symboles par

lettres (S.P.Q.R., R.F…) dont la force suggestive dépend de la force de l’institution émettrice. Ils sont souvent trop abstraits pour captiver les masses.

La plupart des formes qui sont utilisées par la propagande politique sont des véhicules pour les symboles. La radio est le principal véhicule de la propagande sonore. La propagande visuelle à la scène (TV) et au cinéma avait une très grande importance (actualités) dans la vie politique.

*Affiche française*

*diffusée après l’armistice de 1940,*

*symbolisant le désir de résistance à l’envahisseur.*

**

**La propagande de Hitler**

* ***Un tribun audacieux***…rompu aux techniques de propagande  :

Les actes de Hitler pendant les années 30 se sont basés sur « un bluff monstre » reposant sur le fait que le reste du monde considérait l’Allemagne comme un bloc uni autour du futur chancelier. C’est cette hypnose du monde extérieur (cf. Munich) qui poussait Hitler à continuer sa politique d‘agression. Sa force, en réalité, ne provenait que de la faiblesse autosuggestionnée de ses adversaires.

Hitler, en effet, au contraire des autres hommes d’Etat souvent «alourdis d’une foule de doctrines sociologiques et économiques, qui oppriment, compriment et désorientent leur pensée » a eu une application intuitive des principes de Pavlov sur la foule allemande.

Il mit en œuvre des rassemblements, des manifestations qui donnaient l’impression d’une force brutale, librement déchaînée.

*Hitler soumis à la censure :*

*Carte postale (1930). éditée par le mouvement nazi*

*présentant Hitler comme un homme*

*soumis à une censure exacerbée.*

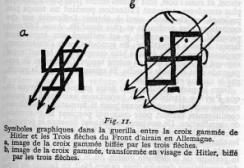


Pour Hitler (Mein Kampf), « la tâche de la propagande est de s’attirer des adeptes ». Il a emprunté « aux pratiques de l’Eglise où l’encens, la demi-obscurité, les bougies allumées, créent un état de réceptivité émotionnelle tout spécial ». Il a su maintenir le délire des foules grâce à un état rythmique alternant périodes de tension et brusques relâchements. Pour lui, la propagande «est une arme terrible dans les mains de celui qui la connaît…I faut abaisser le niveau intellectuel de la propagande d’autant plus que la masse des hommes qu’on veut atteindre est plus grande ». Sa propagande fut «une véritable artillerie psychologique où tout ce qui a valeur de choc est employé, où finalement l’idée ne compte plus pourvu que le mot porte ». Ce fut le « viol psychique par une propagande émotive basée sur la peur ».

La tactique propagandiste hitlérienne se proposait délibérément de toucher la totalité de la population du pays et de ne pas se borner à influencer les électeurs partant du fait que l’ambiance psychologique devait à son tour agir sur ces derniers. La jeunesse était particulièrement visée par les messages de propagande car considérée comme un élément sensible de la société allemande.

La propagande nazie se caractérise par trois éléments principaux : un renoncement aux considérations morales, l’appel à l’émotivité des masses et l’emploi de règles rationnelles pour la formation de réflexes conditionnés dans les masses. Des slogans cherchant à concentrer la haine ou la sympathie sur une seule personne sont alors apparu présentant les intéressés comme les principaux responsables.

*Affiches anti-hitlériennes éditées par le Front d’Airain*



**Front d’Airain (Eiserne Front) contre National-Socialisme**

* ***Le combat par symboles***

Le Front d’Airain regroupe de nombreuses factions opposées au régime hitlérien qui soutiennent la candidature de Von Papen à la chancellerie. Tchakhotine va définir, élaborer et mettre en place les modes d’action et de propagande du mouvement. Le symbole graphique d’intimidation des hitlériens était la croix gammée. Les militants du Front d’Airain vont systématiquement dénigrer ce symbole par l’apposition des « Trois flèches » parfaitement adaptée à la guérilla des symboles car non falsifiable. Partout où le mouvement met en place ses manifestations et affiches, les résultats du parti nazi aux élections (Darmsatdt, Hambourg…) seront désastreux. Malheureusement, les dirigeants du Front, trop timorés et parfois impliqués dans une compromission flagrante avec les Nazis, conduiront le mouvement à l’échec. Les symboles graphiques de persiflage avaient pour but de créer dans la propagande des rues un ton ironique.

* ***Des formes de combat curieuses***

La guérilla des symboles va parfois prendre des formes très curieuses. Les adversaires déforment réciproquement les symboles. Le combat par symboles devient populaire. La meilleure démonstration de la force de la puissance d’un groupe était l’unanimité partout affichée. Le rire et la caricature détendent, désinhibent un état de tension. Le feu produit un effet à la fois exaltant et terrifiant. Toute la lutte par symboles est étroitement liée aux processions et défilés des deux parties. Comme symbole plastique d’intimidation, équivalant au salut romain d’Hitler et de Mussolini, les antifascistes du Front d’Airain adoptent le geste du bras droit énergiquement tendu vers le haut, le poing serré. Comme symboles sonores créant l’enthousiasme, on emploie des hymnes et des chants.

*Manifestations du Front d’Airain en 1932. Les manifestants détournent les symboles nazis.*





Conclusion

« Comprendre implique aussi qu’on commence à savoir ce qu’il faut faire.. La vérité a besoin d’un climat pour exister et conquérir. Plus l’humanité progresse, et plus elle s’enfonce dans une vie artificielle, nuisible du point de vue biologique. La culture humaine est, du point de vue biologique, négative. Elle mène l’humanité à son dépérissement et finalement à la ruine totale. L’altruisme est biologiquement une ineptie. La culture crée l’idée altruiste donc la culture est biologiquement négative. La culture nous mène finalement vers notre perte, mais elle nous donne une compensation : grâce à elle, notre vie s’élève, devient plus riche, plus « humaine ».

Pour en savoir plus :

Gustave Le Bon, « Psychologie des foules », PUF, 2003 ;

Florence Aubenas et Miguel Bensasayag, « La fabrication de l’information », La Découverte, 1999 ;

Edouard Dor et Bernard Valette, « Les vertus du mensonge », Sens&tonka, 2002 ;

François d’Almeda, « Images et propagande », Casterman, 2002.

**FICHE**

**à l'attention des officiers - élèves de cavalerie, stagiaires à l’EAABC.**

V

ous êtes intelligent, vous avez donc choisi la cavalerie pour être le seul.

Evitez donc les séances d'équitation dont le but est de transformer en muscle, à force d'exercices aussi violents que répétés, le peu de cervelle que possèdent les stagiaires à leur arrivée.

Voici quelques conseils que vous devez garder en mémoire et appliquer. Ils devraient vous permettre de sortir de l’école dans de bonnes conditions.

* **Place du cavalier dans la société**

Après Dieu, il y a l'Officier de Cavalerie;

Après l'Officier de Cavalerie il y a son cheval;

Après son cheval il y a sa femme;

Après sa femme il n'y a plus rien;

…..Ah si, il y a l'Officier d'Infanterie.

* **Conduite a tenir a l'école**

***Votre logement***

- Louez un logement sans confort, de propreté douteuse, mais il est impératif que la hauteur sous plafond soit de 4,50m

- Sachez qu’une cheminée croulante, si possible avec armoiries est plus prisée qu'un salle de bains.

***Votre voiture***

Achetez un break pourri (vous aurez du mal à trouver une 2Cv dans cet état) dans lequel vous aurez (négligemment) abandonné un cor de chasse, une laisse à chien et une raquette de tennis d'un modèle ancien.

***Votre tenue militaire***

*Le képi*:

Il se porte avec toutes les tenues, à l'exclusion du slip de bain. Quelques taches de graisse et des traces douteuses sont de bon goût, à condition que la hauteur du képi soit de 3cm au-dessus de la normale.

*La tenue d'équitation :*

Comme on vous a recommandé de ne pas monter vous ne pourrez jamais avoir de tenue parfaite en six mois de non nettoyage. Par contre n’hésitez pas à la prêter pendant une semaine à un palefrenier du manège "Marguerite".

*La tenue de travail :*

Elle, par contre, doit être toujours d'une propreté rigoureuse afin de prouver que vous savez faire faire votre travail par les autres.

*La tenue de sport :*

Pour mémoire, formellement proscrite, surtout pour l'officier des sports.

*La tenue de combat :*

- Elle peut se mettre parfois pour les amphis tactiques en salle.

- Sur le terrain mettez votre tenue d'équitation.

*Les gants :*

N’ayez que ces gants informes qu'on ne trouve qu'à Saumur, mais que vous porterez en toutes circonstances.

* **Votre comportement à Saumur.**

**En privé**

*Votre nom :*

- Si vous n'osez pas ajouter une particule à votre nom, faîtes au moins courir le bruit que vous avez quelques ascendants nobles espagnols faîtes savoir par personne interposée que vous avez des terres.

- Ajoutez "Marie" à votre prénom.

*La chevalière* :

Achetez en une très usée; peu importent les armes qu'elle porte, personne n'osera la regarder de près de peur que vous ne vous penchiez sur la leur.

*La tenue civile*:

Quel que soit le moment de la journée, portez l'uniforme civil suivant: blazer bleu foncé, pantalon gris perle, chemise blanche, cravate rayée en diagonale genre "club anglais" et ,chaussures noires de la tenue militaire.

*Au théâtre :*

Ne prenez pas d'abonnement, allez directement au poulailler. Vous y serez en bonne compagnie.

*Les « coquetèles »* :

*Si vous recevez* :

Faîtes du punch avec la recette suivante: 2/3 d'orangeade chimique de grande surface et 1/3 de rhum de l'intendance

Vos invités auront sûrement des crampes d'estomac, mais penseront que vous êtes un garçon bien élevé.

*Si Vous êtes reçu*:

- Faîtes le baise-main et des ronds de jambes à tour de bras.

- Parlez très fort, riez bruyamment, sortez quelques grossièretés montrant que votre côté hobereau de province n'a pas encore disparu.

- Parlez de vos métayers, de vos terres et de vos soucis de toiture. N’oubliez pas d’avoir demandé à un de vos amis qu'il parle de votre oncle cardinal à Bordeaux.

- Partez l'un des premiers sans saluer la maîtresse de maison ; cette assurance en dira long sur vos nobles origines.

*Les dettes :*

Ayez quelques dettes criardes au "Prieuré", ce qui prouvera que vos métayers vivent effectivement à vos dépens.

*Vos relations féminines :*

Fréquentez n'importe qui, mais de préférence quelque roturière peu farouche. Laissez penser à vos supérieurs que votre vie sexuelle est délirante, mais n'en parlez jamais.

*Vos opinions politiques* :

Laissez planer un doute sur vos possibles goûts monarchiques.

*Vos opinions religieuses :*

Conduisez-vous comme un soudard, mais allez régulièrement à la messe uniquement dans la même église que le général et en faisant en sorte qu'il remarque votre présence.

**A l'école**

- Arrivez à l'heure le matin, quitte à disparaître ensuite pour la journée entière (en ayant un deuxième képi que vous laissez traîner bien en vue, on pensera que vous n’êtes pas bien loin).

- Si vous ne montez pas (on vous l’a déconseillé), mais allez néanmoins traîner vos bottes de temps en temps dans les écuries.

- Au mess parlez fort, buvez ferme, mais surtout n'allez pas commander un steak le Vendredi Saint.

- Abandonnez votre salut réglementaire pour celui réservé à l'Ecole.

- Si vous avez eu un passé de parachutiste n’y faîtes jamais allusion ; ne parlez que du 1°Hussards sans rien ajouter. Mais si vous avez servi au 8° Hussards faites le savoir.

- Si vous participez au cross, arrivez derrière votre général, et à l'arrivée regardez-le d'un œil admiratif sans pour autant le féliciter de sa performance.

***L’E S O R S E M***



Visite d’EUROCOPTER

*Par le Capitaine COTTAIS de l’ESORSEM.*

*Le vendredi 25 mars 2005 quelques ORSEM ont participé avec les stagiaires du CSEM a des visites, organisées par l’Amicale de l’EMSST, de sites industriels[[30]](#footnote-30), dont l’usine EUROCOPTER de la Courneuve qui a été présentée par M. Jean-luc ANNEIX son directeur.*

*Au-delà de l’intérêt des aspects techniques ou de stratégie industrielle, cette visite a permis de mieux connaître un fleuron de la construction européenne.*

L’

usine appartient au groupe EADS qui est une entreprise de droit néerlandais issue du regroupement de 3 sociétés : Aérospatiale, MBB et Matra. Elle présente une direction bicéphale Franco-allemande. Son siège social est basé en Hollande pour ménager les susceptibilités des 2 participants historiques.

EADS est organisé autour de 5 activités principales : Airbus, MTA, Aeronautic, Space et Défense-security. La division Aeronautic possède elle-même 5 filiales : Eurocopter, ATR, SOGERMA, SOCATA et EFW.

EUROCOPTER

Eurocopter est numéro 1 mondial de la vente d’hélicoptères civils y compris aux USA. Ses principaux concurrents sont bien entendu américains avec SIKORSKY, BELL et BOEING. Les sites d’Eurocopter sont tous basés en Europe : en France à La Courneuve (739 personnes) et à Marignane (5670 personnes) ; en Allemagne à Kassel (3588 ersonnes), Ottobrunn (632 personnes) et Donaworth ; en Espagne à Quatro Vientos.

Eurocopter a vendu plus de 9000 hélicoptères à 2349 clients. 87% des clients ont moins de 5 appareils dans leurs flottes (c’est sur ce créneau des petits clients qu’Eurocopter s’est développé en appliquant la stratégie du faible au fort : s’occuper des petits clients délaissés par les autres). Les clients sont approchés à travers un réseau mondial de 158 points de ventes disséminés sur tous les continents.

Eurocopter décline sa gamme en 4 catégories : Light (monomoteur), Medium, Medium heavy, Specialized aussi bien sur les produits civils que militaires.

Le NH-90 et le TIGRE constituent deux exemples d’hélicoptères de la gamme militaire : le NH90 ( Specialized ) est un transport de troupes de 10 tonnes dont 400 ex ont été commandés par 10 pays européens ; le Tigre ( Specialized ) est un hélicoptère d’attaque antichar, co-financé par la France et l’Allemagne qui existe en 2 versions.

Eurocopter reste à la merci des crises économiques graves car son activité est surtout orientée vers les marchés civils très sensibles aux aléas de la conjoncture économique (ex : attentats du 11 septembre 2001). Par conséquent, Eurocopter s’astreint à conserver son avance technologique (par exemple la fabrication de la pale du NH 90 a nécessité le dépôt de plus de 200 brevets pour protéger la fabrication).

Les objectifs à moyen terme d’Eurocopter sont de garder sa place de leader des hélicoptères civils avec 60% de parts de marché et de se développer sur le marché des hélicoptères militaires (en particulier aux USA et Japon) afin d’avoir une activité moins sensible aux aléas de conjoncture économique.

**L’usine de La Courneuve**

Le site de La Courneuve est le berceau français des tous premiers hélicoptères, en particulier Alouette II et Alouette III. Eurocopter a été le premier à proposer sur le marché des appareils équipés de moteurs à turbines à la place de moteurs à pistons (les turbines présentent un meilleur rapport poids-puissance). Depuis plus de 20 ans, La Courneuve s’est spécialisée dans la fabrication de pales d’hélicoptères pour tout le groupe Eurocopter et en 1998 La Courneuve a fabriqué sa 100 000ème pale!

La surface de l’usine couvre 78 000 m² (auxquels il faut rajouter le centre d’équilibrage des pales du Bourget qui est un service à la disposition des clients mais aussi un véritable avantage concurrentiel car Eurocopter propose de remplacer une seule pale, de la réparer et de rééquilibrer l’ensemble alors que les concurrents remplacent systématiquement l’ensemble).

En 1996, l’organisation de l’usine a été complètement revue afin de diminuer les coûts de production. A effectif constant (environ 750 salariés), le nombre de personnes indirectes (improductifs) a été diminué de plus de 34%. Les achats ont été rationalisés et centralisés. Les ateliers de productions sont passés d’une logique de métiers à une logique de produits. Un atelier fabrique un produit, les services périphériques (qualité, maintenance, méthode…) sont entièrement à disposition des opérateurs de production pour les aider à résoudre leurs problèmes. La moyenne d’âge des employés de l’usine est de 43 ans.

La fabrication d’une pale d’hélicoptère nécessite de maîtriser des métiers aussi différents que la mécanique de précision ou la chimie (il n’est pas toujours facile de faire dialoguer des chimistes et des mécaniciens!). Les technologies utilisées ont été découvertes il y a plusieurs dizaines d’année mais sont sans cesse améliorées : fibre de verre en 1968 et fibre de carbone en 1974 (la fibre de carbone possède une résistance à la fatigue plus élevée que le métal, ne subit pas de corrosion et sa mise en œuvre est plus facile). La fabrication d’une pale reste artisanale car plus de 60% du coût de revient est de la main d’œuvre. Le temps du cycle de fabrication est d’environ un mois et nécessite environ 40 opérations successives

Une pale de NH 90 mesure environ 6 m et se vend autour de 200 000 € pièce !

L’organisation du travail dans l’unité de production de La Courneuve

Le chef d’atelier est la courroie de transmission essentielle entre la direction et les opérateurs. Il doit être le leader véritable et le moteur de son atelier. Il doit s’imposer par sa présence et agir dans la transparence, avec rigueur et exigence. Il doit également développer l’esprit d’équipe dans son atelier.

Les opérateurs dans les ateliers disposent de tableaux d’affichages qui sont commentés par leurs responsables hiérarchiques 1 fois par mois.

Les panneaux d’affichages comportent les éléments suivants :

* des indicateurs : de performance (heures), de satisfactions clients (délais) ;
* des plans d’actions : qualités et maintenance ;
* des plannings : maintenance des machines et du matériel ;
* des comptes rendus : en particulier la dernière réunion qualité.

Un indicateur sécurité concernant les accidents du travail pourrait être ajouté.

La gestion de la motivation s’appuie sur des concepts très anglo-saxons fondés essentiellement sur une rémunération à plusieurs niveaux :

* le salaire de base en fonction des diplômes et de l’expérience ;
* la participation qui repose sur des textes légaux ;
* une prime d’équipe collective qui est distribuée en fonction de la réalisation d’objectifs fixés à l’équipe (l’atelier) ;
* une prime individuelle attribuée sous la forme d’un chèque dont le montant correspond à un pourcentage de gain sur une année complète suite à une proposition d’amélioration de l’intéressé.

En résumé, l’entreprise récompense les salariés qui ont donné, participé et proposé.

**CONCLUSION**

Eurocopter présente plusieurs points forts :

1. c’est une vraie réussite de la coopération industrielle européenne alors que l’Europe industrielle de la défense reste en devenir et reste à construire ;
2. c’est une réussite commerciale sur tous les continents et en particulier aux USA, marché difficile à pénétrer car protégé ;
3. c’est une réussite industrielle et technologique où le savoir-faire des Français et des Allemands a donné sa pleine mesure ;
4. c’est enfin une réussite organisationnelle et de gestion où des outils efficaces de management sont mis en œuvre avec succès.

Cette visite a permis aux stagiaires de découvrir les subtilités de la fabrication de produits de haute technologie. Mais au-delà des aspects purement techniques, cette visite a permis de souligner que dans l’industrie comme dans le milieu militaire, la réussite de telles performances repose avant tout sur l’implication des hommes.

**Visite de la SAGEM**

# Par le Capitaine COTTAIS de l’ESORSEM

*Parmi d’autres sites industriels, dont la visite était organisée par l’Amicale de l’EMSST, le 25 mars 2005, au bénéfice des stagiaires du CESAT (CSEM et ORSEM), celui de la SAGEM a été l’occasion de découvrir le drone SPERWER-B, présenté par M. PROTTE.*

#### P

#### résentation du Groupe SAGEM

Très sommairement, la société possède 2 secteurs d’activité bien distincts :

* le secteur communication (téléphone, fax, câbles, réseaux)
* le secteur défense et sécurité (3 divisions)

- Electronique de navigation (NH 90, rafale, missiles M51…)

- Optronique (programme FELIN, drone, laser mégajoule…)

- Sécurité (sécurisation de paiement, biométrie…)

Le chiffre d’affaire du groupe s’élève à 9,6 milliards d’Euros en 2003 (répartition des ventes : 61% en Europe, 10% Asie et 29% pour le reste du monde). Actuellement, la Sagem est en train d’acquérir le groupe SNECMA.

Ses principaux concurrents sont Thalès, EADS, et certaines sociétés américaines et israéliennes. Ses principaux clients sont l’Inde, le Pakistan, et les pays du golfe persique.

#### Présentation du système de drone SPERWER-B prototype

Le SPEWER-B se positionne sur le segment haut de gamme des drones en complément du SPERWER-A déjà existant (nez plus long, aileron démontable et pouvant accueillir un système d’arme. Ses points forts sont sa capacité d’emport et une excellente qualité d’image. Ce système a été développé à partir de 1997, sur les fonds propres de la SAGEM et sans participation financière de la DGA.

Le système se compose des éléments suivants :

- la station de contrôle (sur véhicules de transports) ;

- les vecteurs aériens (sans pilote) ;

- les personnels (12 personnes au total).

* ***La station de contrôle***

Elle a pour fonction de piloter le vecteur aérien (diffusion vers le drone), de récolter les données (images + données numériques). Elle comprend 3 postes :

- la préparation de mission (plan de vol pour les missions programmées…) ;

- le poste de pilotage ;

- l’acquisition d’images.

Les données sont cryptées et la principale difficulté technique se situe dans la maîtrise de la technologie de l’image.

* ***Le vecteur aérien***

Il est composé de 4 drones et du système de lancement par catapulte pour le décollage. L’atterrissage s’effectue à l’aide d’un parachute.

Le drone peut voler en zone libre ou en zone sous contrôle civil. Cela impose certaines normes dont l’obligation d’être certifié notamment pour les transmissions.

Le bâti est constitué de titane et de matériaux composites.

Le SPERWERB ne dispose pas d’armement propre, mais est étudié pour emporter deux missiles antichars.

***Caractéristiques techniques*** :

- longueur 4 m et envergure 6,5 m ;

- 3 caméras (pilotage, observation et infrarouge) ;

- plusieurs antennes (directives, VHF) ;

- moteur rotax à hélice (identique à ceux des HLM) ;

- pour l’atterrissage, un parachute et trois airbags (un sous le corps et deux sous les ailes).

5 à 6 heures d’autonomie en vol à la vitesse de 50m/s. (90 nœuds en observation).

*Vulnérabilité* : pas de système d’autodestruction, pas d’autoprotection, signature visuelle et radar.

**Conclusion** :

Le drone SPERWER-B constitue une offre à la pointe de la technologie. Avec ce système, la SAGEM diversifie son offre commerciale et sa palette de compétence, mais entre en concurrence directe avec EADS. Le développement sur fond propre constitue donc un pari pour la SAGEM qui table sur un développement important du marché des drones, dans les années à venir.

En effet, au-delà des emplois militaires, ce type de matériel pourrait connaître de nombreuses applications dans le secteur civil : surveillance des côtes, lutte contre la pollution, surveillance des parcs et forêts (animaux, incendies), contrôle du trafic routier…

***Le C S E M***



***EN ECOUTANT LE MARECHAL FOCH[[31]](#footnote-31)***

*Par le Chef de bataillon Alain LARDET, de la 117° promotion du CSEM.*

*Le rédacteur ne dispose pas d’informations précises sur l’auteur. Membre de l’Etat-major du maréchal FOCH, alors président du « Comité militaire allié de Versailles » chargé d’assurer l’exécution des clauses militaires du traité de paix, le commandant Charles BUGNET fut dès 1921 choisi comme Officier d’ordonnance. Cette fonction le mit au contact du maréchal jusqu’en 1929. L’essentiel des informations est ainsi fourni puisque ce témoignage est clairement présenté comme l’œuvre apologétique « à chaud » d’un disciple marqué par huit années d’intimité avec son maître.*

L’

auteur ne démontre rien et ne défend pas de thèse. Le livre est une promenade avec le maréchal. Foch affectionnait cet instant au cours duquel il livrait le cœur de ses pensées. C’est donc une rencontre, un tête-à-tête offert au plus grand nombre, grâce à un interprète formé à décrypter les moindres reflets d’une personnalité exceptionnelle. Car l’intérêt se concentre bien sur ce personnage, décrit de son vivant comme appartenant au patrimoine de l’humanité et ayant effectivement atteint le sommet de la gloire. En marchant donc, comme le suggère le titre de l’ouvrage, le maréchal nous enseigne en dévoilant ses principes, sa doctrine et sa méthode. En effet, d’où viennent cette élévation de pensée, cette justesse de raisonnement et cette énergie hors du commun? Selon le titre de la conclusion, « n’importe qui peut en faire autant ». La condition du succès serait donc le respect des règles de FOCH, bonnes et utiles par elle-même et plus encore par l’emploi qu’on en fait, car elles servent avant tout à construire.

«La guerre m’a appris la nécessité, pour réussir, d’avoir un but, un plan, une méthode.- pour avoir un but il faut savoir ce que l’on veut, pour faire un plan il faut savoir ce que l’on peut et pour l’exécuter il faut surveiller, l’application des moyens ». Ce premier conseil résume son enseignement tout en présentant le plan de l’ouvrage. En effet, la promenade respecte les étapes chères à FOCH : de quoi s’agit-il ? , savoir, pouvoir, vouloir, agir, résultats, conclusion sont les chapitres qui organisent les enseignements.

***Il faut******savoir*** : les connaissances sont une base indispensable. Le savoir procure des convictions, de la confiance et la faculté de décision est éclairée. Il crée le pouvoir d’agir et développe le caractère. Au contraire tout homme qui a conscience de son ignorance ou du besoin qu’il a de prendre conseil des autres, est toujours indécis, perplexe et prêt à se démoraliser. « Il faut savoir pour avoir du courage et pour cela il faut travailler et pour cela il ne suffit pas d’apprendre des règlements… il faut apprendre à penser. »

***Il faut******pouvoir*** et pour cela développer ses facultés d’intelligence, de jugement, d’analyse, de synthèse. « Conscience et science, oui conscience c’est ce qui importe le plus. » La primauté de l’âme est bien la résultante de son expérience. Elle constitue le socle des autres facultés.

***Il faut******vouloir*** : si Turenne eut la prudence et Condé l’audace, Foch eut la volonté. Il faut se décider et vouloir avec une volonté soutenue, inflexible, pour aller jusqu’au bout. « Sachez ce que vous voulez et faites-le ! » ou encore « celui qui a le plus de volonté l’emporte,…, elle ne se discute pas sinon elle s’émiette ». Savoir vouloir, c’est avoir du caractère, le principal chez un homme de guerre.

 « C’est ne pas se laisser arrêter par aucune difficulté, et ne pas user sa volonté à des riens mais concentrer sur l’essentiel : briser la volonté de l’ennemi.»

***Il faut agir*** et obtenir des résultats. L’action représente pour lui l’aboutissement nécessaire de sa méthode dont la volonté est le moyen, et dont le savoir et l’intelligence sont les bases. Le maréchal crée l’impulsion : « moi je pousse toujours les gens l’épée dans les reins ». « Activité ! activité ! vitesse ! » notait Napoléon en bas de ses ordres, le maréchal ajoute « sans retard ». L’action lui sert d’unité de mesure pour juger les hommes. Il ne faut pas la confondre avec l’agitation qui n’a pas de but ni de méthode et ni de plan.

« Je n’ai pas d’idées extraordinaires mais celles que j’ai, je les réalise ». De fait ***les résultats***obtenus par le Maréchal FOCH sont époustouflants. Le récit de la vie du maréchal souligne cette élévation rectiligne. De sa naissance en 1851, au titre de généralissime de 1918, le parcours du Maréchal FOCH est brossé, marqué par la guerre : la défaite de 1870 puis le travail de préparation par l’enseignement à l’Ecole de guerre donnant lieu aux fameuses conférences publiées sous les titres des principes de la guerre et de la conduite de la guerre, et enfin quatre années de guerre au cours desquelles il exerce les plus hauts commandements.

# Enseignements

La méthode du maréchal décrite dans le paragraphe précédent est déjà un enseignement pour aujourd’hui. L’observation et l’accompagnement de ce héros permettent en outre de mieux le comprendre dans une leçon ne s’appliquant pas aux règles de la tactique ou de la stratégie. Ici le sujet est d’intérêt général : l’homme.

L’homme comme sujet, lorsqu’il est un modèle pour nourrir les réflexions. « Il avait un point d’appui : sa foi, un levier : sa méthode, et une force : son caractère. Sa foi reçue et entretenue, sa méthode fruit du travail et de la réflexion, son caractère développé par une volonté systématique. »

L’homme aussi lorsqu’il est l’objet du commandement. Le maréchal a consacré à cette question toutes ses études : « le commandement, c’est le principal, notre malheur c’est que nous manquons de chefs faute à la paresse générale. Cela représente un autre enseignement de l’ouvrage, qui par sa hauteur s’adresse à tous ceux qui voudront diriger, commander, guider ou conduire des hommes même ailleurs qu’à la bataille. Là encore les conseils sont simples, taillés pour l’action. « Monsieur de la palisse est mon meilleur ami ! il ne faut pas trop raffiner dans l’action il faut tout simplement faire ce que l’on peut, pour appliquer ce que l’on sait ». Il faut apprendre à penser c’est à dire sans compter sur ses dons mais sur les faits, persévérer dans le travail et l’effort, ramener au simple, clarifier, élaguer. « Apprendre à penser c’est apprendre à fixer son attention, à se concentrer, à découvrir l’essentiel d’une question et pour cela à déblayer : de quoi s’agit-il ? » Cette école du commandement et donc de la pensée est une rumination patiente à la portée d’une intelligence moyenne selon le maréchal, pour selon que les ressources morales dont la volonté, ne fassent pas défaut. Car les grandeurs morales jouent un rôle dans la guerre mais on croyait impossible de les étudier. « La défaite semblait un produit exclusif de grandeurs matérielles alors qu’elle est au contraire un résultat purement moral, causé par le découragement et la terreur, amenés chez le vaincu à la suite de l’emploi combiné et simultané par le vainqueur des forces morales et matérielles ». Il s’attache donc à résoudre le problème de la formation du chef. Les matières enseignées doivent être appliquées à des cas particuliers « le fait y a le pas sur l’idée, l’action sur la parole, l’exécution sur la théorie ». Ce qu’il faut, c’est au milieu des cas particuliers reconnaître la situation telle qu’elle se présente, enveloppée des brouillards de l’inconnu, c’est apprécier sainement ce que l’on voit, deviner ce que l’on ne voit pas, prendre rapidement une décision et agir ensuite vigoureusement, sans tergiverser.

Cette exigence s’applique à toutes les matières : « la stratégie : une affaire de bon sens et de caractère ».

Pour le reste, le livre est semé de réflexions sur les sujets plus développés dans ses conférences tactiques. Quelques exemples ; L’Histoire : « il n’y a pas de livre plus fécond en méditation pour entretenir en temps de paix le cerveau d’une armée» ; Les règlements : « les généraux avaient préparé dans les manœuvres une guerre conventionnelle,…la guerre qu’ils devaient faire n’étaient plus dans les règlements…pauvres règlements…il ne suffit pas d’apprendre les règlements, il faut

apprendre à penser. » ; le détail : « insignifiant dans la conception peut faire perdre le but, peut jouer un rôle principal dans l’exécution. » ; Les renseignements en temps de guerre : « Mais c’est inutile, ils sont presque tous faux ; on ne sait qu’après ceux qui étaient vrais. Je n’en ai jamais fait état. Ce qu’il faut, c’est ne pas attendre les renseignements, c’est savoir ce que l’on veut » ; Même le commandement multinational est abordé: « voici un résumé de ma façon de voir, elle concorde avec la vôtre en principe : étudiez la donc, et puis revenez me trouver nous verrons ensemble ». Enfin pour clore les illustrations mais sans être exhaustif, la volonté revient constamment chez Foch et s’érige en principe tactique. Il n’aimait ni, les sceptiques, les indifférents, les flottants, les hésitants, les dilettantes ou les compliqués, tous ceux en un mot dont le caractère diminue les forces au lieu de les augmenter. « La victoire est à ceux qui la méritent par la plus grande somme de volonté ».

**Commentaires du rédacteur**

« Si les formes évoluent les principes directeurs subsistent ». C’est avec cette clé de lecture que cet ouvrage peut contribuer à la formation des chefs.

La méthode de FOCH  est sa principale richesse :  « lire, noter, relire, comparer recommencer, développent les qualités d’analyse de synthèse de jugement, puis après bâtir ». Les fruits de cette méthode sont universels, déjà Napoléon remarquait : « Ce n’est pas un génie qui me révèle tout à coup en secret ce que j’ai à faire ou à dire, c’est la réflexion et la méditation ».

Les aphorismes du maréchal sont les principaux intérêts de lecture. Fruits d’une vie de méditation et surtout d’action, ils incarnent des idées indigestes sans cette étape pratique.

Enfin, l’esprit français affectionne et réclame le chef providentiel. Notre histoire est bâtie sur ses hommes ou femmes qui, seuls dans la tourmente, affirment que « les grands événements de l’histoire ne sont pas des accidents. » La figure du maréchal s’inscrit dans cette lignée des grands capitaines, imitables et aimables. Tous, comme Foch insistent sur la primauté des forces morales pour se préparer à l’action : « à notre époque on croit pouvoir se passer d’idéal, rejeter ce qu’elle appelle des abstractions, vivre de réalisme, de rationalisme, de positivisme, tout réduire à des questions de savoir ou à l’emploi d’expédients.

Pour éviter la faute et l’erreur le culte de deux abstractions du domaine moral : le devoir et la discipline, culte qui exige pour produire des résultats le savoir et le raisonnement »

Ce livre n’a d’autres ambitions que de faciliter le travail des abeilles de Montaigne qui « pillotent de ça, de là les fleurs, mais en font après le miel qui est tout leur ». Il y réussit pleinement.

**La plupart ne reviendront pas[[32]](#footnote-32)**

# Par le Chef de bataillon Sébastien PY, de la 117° promotion du CSEM

*Davantage qu’un récit, « La plupart ne reviendront pas » est le témoignage d’un jeune officier d’artillerie italien sur le front russe. Seulement 28 jours sont racontés dans cet ouvrage, mais quelles journées, celles de la retraite des forces germano-italiennes depuis le Don, du 19 décembre 1942 au 17 janvier 1943, menacées en permanence d’encerclement par les forces russes. Il s’agit donc non pas tant d’un carnet de route que du regard d’un témoin plongé dans cette tourmente, témoin qui fit parti des survivants de cette agonie où seulement 10 % des Italiens survécurent.*

***L***

***a plupart ne reviendront pas*** peut être lu au moins sous trois angles distincts mais complémentaires. Le premier, incontournable, foudroie le lecteur, il s’agit de la souffrance du combattant et d’une inévitable réflexion sur l’éthique du soldat. L’aspect historique de cet épisode assez méconnu de la seconde guerre mondiale vient ensuite. Enfin, un volet tactique est aussi particulièrement mis en évidence au travers de la retraite d’une troupe qu’elle soit ordonnée coté allemand ou transformée en déroute côté italien.

Les témoignages dans la littérature ne manquent pas quand il s’agit de décrire la souffrance humaine. Les horreurs de la guerre, souvent décrites de manière pathétique comme au cours de la première guerre mondiale, principal argument des pacifistes, trouvent dans ce livre une approche rare. En effet, si la souffrance physique, la souffrance morale, la peur de la mort sont omniprésentes, elles sont toujours exposées sans haine, sans esprit de vengeance, avec une étonnante compassion. Cela n’empêche pas l’auteur de porter des jugements : sur la barbarie et l’inhumanité des soldats allemands qui abattent les prisonniers, achèvent ou abandonnent leurs alliés italiens ; sur la barbarie des soldats russes et surtout des partisans en guise de revanche face aux forces de l’Axe, de représailles vis-à-vis de leur propre population ; sur la faiblesse des troupes italiennes et l’impéritie de son commandement ; sur ses propres renoncements d’officier enfin devant la faim, le froid, le désir de sauver sa peau. Mais dans cette description d’ensemble dure et âpre, c’est avant tout l’humilité de l’auteur qui ressort ; humilité face à ses propres faiblesses, compassion devant les égarements de ses camarades, volonté malgré tout de préserver son humanité pour ne jamais sombrer dans la bestialité de certains alliés ou adversaires. Enfin, pour se rendre compte de l’importance de la rapidité des pertes italiennes, écoutons l’auteur commenter son arrivée à Tchertkovo après 11 jours de retraite : « *combien d’entre nous arrivèrent à Tchertkovo ? Selon les calculs que nous autres officiers avons fait par la suite, nous évaluions que sur les trente mille hommes pris dans la poche du Don, nous avions été huit mille environ à parvenir jusque là ».*

L’aspect historique du témoignage d’Eugénio Corti est aussi un élément de lecture remarquable. Lorsque l’ouvrage paraît en 1947 la surprise est énorme en Italie. D’une part car dans cette période l’Italie est très influencée par le parti communiste et que le combattant soviétique fait partie des libérateurs de l’Europe ; d’autre part parce que ces trente mille Italiens qui ont combattu sur le front de l’est sont quasiment tous morts ou ont préféré oublier ce tragique épisode. Comme une leçon de mémoire envers ses compatriotes, l’auteur réhabilite ces combattants italiens en exhumant leur histoire, prouvant par son engagement futur auprès des troupes italiennes libres à Monte-Cassino que l’honneur d’un soldat n’est jamais perdu. Il nous faut nous replonger dans cet atmosphère très particulière de l’après-guerre en Italie et en Europe pour comprendre toute la force, la portée de ce récit, qui, même jusqu’à aujourd’hui, est resté unique en son genre. Le jeune Eugenio Corti, en juin 1942 se porta volontaire sur le front russe. Il voulait se rendre compte par lui-même de la valeur de ses alliés allemands, de la transformation de la Russie en Union soviétique. Il en est revenu conforté dans ses convictions morales et éthiques ; écœuré par la planification systématique de la barbarie allemande tout en soulignant les qualités de ses combattants ; ébahi par la manipulation par les autorités soviétiques du soldat russe, capable, alors, des pires exactions.

Enfin, le volet tactique complète la lecture de l’œuvre. Bien sûr, aucune théorie particulière n’y est développée, aucun traité n’est présenté. Mais avec une étonnante lucidité, Eugénio Corti, décrit la retraite de son corps d’armée et il en ressort une analyse tactique d’une telle action militaire. Le comparatif est frappant entre l’organisation allemande et la débâcle italienne. Du côté allemand, le repli est planifié et la logistique ne fait jamais défaut, tout comme l’ordre qui règne au sein des unités, et ce jusqu’aux plus bas échelons. Du côté italien c’est la déroute dès les premières heures : les véhicules et le matériel sont abandonnés, pour l’essentiel du fait de l’absence de carburant, le ravitaillement en vivres et pour ainsi dire inexistant, le commandement, aux niveaux opératif et tactique, est absent, même les quelques généraux présents sont totalement déboussolés. Corti décrit de nombreuses fois cette désorganisation dont voici un exemple : « *ce spectacle me ramena au début de la retraite, aux camions qui fuyaient couverts de grappes humaines... Quelques jours plus tard ce phénomène avait pris des proportions incroyables… Des colonnes de véhicules automobiles, mêlées à des colonnes d’hommes à pied, fuyaient en proie à une panique indescriptible. Des gens s’accrochaient aux bâches des camions puis, à bout de force, se laissaient rouler à terre , finissant souvent écrasés. [[33]](#footnote-33)»* La volonté de quelques officiers d’ordonner cette retraite n’y changera rien ; cette dernière se transformera en déroute et seuls les Allemands parvinrent à maintenir un semblant de cohérence chez les Italiens et permirent la survie de quelques milliers d’entre eux[[34]](#footnote-34). Ce résultat fut d’ailleurs d’autant plus regrettable que la division « Pasubio »[[35]](#footnote-35) ne s’était jamais laissé enfoncer sur le front russe.

***«La plupart ne reviendront pas »*** est donc plus qu’un simple témoignage sur la guerre. Il est d ‘abord un ouvrage unique car il décrit un épisode marquant du front russe jusqu’alors inédit. Il a en outre permis d’avoir une vision de ces combats dégagée des systèmes de pensée d’alors. Il apporte ensuite un enseignement évident sur la difficulté de maintenir ordre et organisation au sein d’une force dans le cadre d’une retraite. Enfin, il peut être le préalable à la lecture du roman ***« le cheval rouge »,*** vaste fresque du même auteur, dont une bonne partie de l’action se situe sur ce même front russe, et qui mériterait lui aussi une fiche pour en promouvoir la lecture.

**La transformation de la guerre[[36]](#footnote-36)**

*Par le Chef de bataillon Cyrille YOUCHTCHENKO, de la 117° promotion du CSEM.*

*L’auteur Martin Van Creveld est historien militaire et étudie la guerre en tant que comportement social. Il enseigne à l’université hébraïque de Jérusalem.*

*Considéré comme le promoteur de la réflexion sur la mutation militaire depuis une vingtaine d’année, il est l’auteur notamment de Supply and War (1977), Command and War (1985)[[37]](#footnote-37), Technology and War (1988) ou Les femmes et la guerre[[38]](#footnote-38).*

*Critique de Clausewitz, Martin Van Creveld est un adepte de l’école dite "du chaos"[[39]](#footnote-39). Selon lui, les guerres terroristes, mafieuses et civiles deviennent la forme normale du conflit violent et elles ont toutes les chances de se généraliser. C’est ce qu’il prétend démonter dans The transfomation of War rédigé avant la fin de la bipolarité mais paru en France en 1998 sous le titre La transformation de la guerre.*

En

étudiant précisément et avec beaucoup d’érudition toutes les formes de guerres depuis les sociétés tribales de la préhistoire jusqu’à aujourd’hui, Martin Van Creveld théorise la guerre asymétrique qui émerge depuis 1945. Il stigmatise l'inadaptation des anciennes conceptions des pays occidentaux aux réalités nouvelles de la guerre. Il poursuit deux axes de réflexion relativement critique de la pensée clauzwitzienne :

- la guerre décrite par Clausewitz dans *Vom Kriege* est une guerre entre Etats-nations. Or, aujourd’hui, la guerre à grande échelle inter étatique et conventionnelle est presque obsolète. Elle va être remplacée progressivement par des formes de conflits engageant des organisations politiques nouvelles et par des conflits de basse intensité ethniques ou religieux ;

-dès lors, les civilisations occidentales, aveuglées par l’influence considérable de Clausewitz, n’ont jamais compris la nature même de la guerre. La volonté de se battre de la majorité des combattants n’est pas une continuation de la politique mais est plutôt un phénomène en soi : l’homme combattrait par simple désir de risquer sa vie.

# La guerre inter étatique est désormais obsolète

La force militaire moderne relève largement du mythe et les conceptions de la guerre sont parvenues à un point mort.

En effet, en examinant attentivement l’histoire des conflits armés, le monde a été dominé par les conflits de basse intensité alors que la guerre totale définie par Clausewitz ne concerne qu’une période de l’histoire somme toute assez réduite qui s‘étend du traité de Westphalie en 1648 jusqu’à la fin de la seconde guerre mondiale.

De fait, les guerres conventionnelles semblent s’éteindre d’elles-mêmes car l’équilibre des forces entre les deux grandes puissances (ou aujourd’hui le déséquilibre entre la puissance des Etats Unis et le reste du monde) ainsi que la menace nucléaire dissuadent depuis 1945 de toute forme d’affrontement direct.

En outre, la guerre conventionnelle a été progressivement codifiée par la communauté internationale (protection des prisonniers, distinction entre combattants et les non-combattants, limitation des armes et instauration de conventions internationales) car la guerre est violente, brutale et totale. Ainsi, les différents Etats ont volontairement limité la guerre. Désormais, seuls des combattants ne se revendiquant pas d’une entité étatique peuvent mener une guerre totale, eux n’étant pas tenus de respecter ces règles.

Enfin, selon Clauzewitz, toutes les guerres mettent en jeu trois entités : l’Etat, l’armée et la population. De fait, c’est un Etat qui déclare la guerre et c’est l’armée (permanente) qui fait la guerre au nom de l’Etat. La population, quant à elle, reste à l’écart de la guerre et se soumet au vainqueur. Or, une analyse de l’histoire montre que, hormis la période étudiée par Clausewitz dans *Vom Kriege,* l’enjeu des conflits armés a toujours été la population. C’est surtout vrai pour les conflits de basse intensité[[40]](#footnote-40).

Ainsi, au travers de la critique de Clausewitz, la guerre inter étatique apparaît obsolète. Paradoxalement, il n’y a jamais eu autant de conflits de basse intensité qu’aujourd’hui.

# La guerre revêtira désormais une nouvelle forme

La guerre aura une nouvelle forme : elle sera terrible, atroce et sans fin et ne sera pas menée sur un champ de bataille par des hommes en tenue militaire utilisant des armes sophistiquées.

Ce sont donc des groupes appelés terroristes, guérilleros, bandits ou voleurs de grands chemins et non les Etats qui feront la guerre de demain. Ces groupes seront guidés soit par le fanatisme, soit par l’idéologie.

Les nations occidentales et leurs armées seront peu capable de faire face à cette menace : les Etats s’affaibliront car ils ne pourront pas assurer la défense systématique de leurs citoyens or c’est bien là leur attente fondamentale. Ainsi, c’est l’existence même de l’Etat qui est sera en danger, et avec lui, les notions juridiques et culturelles de la guerre.

Les armées occidentales, malgré la réduction de leur format, sont inadaptées pour contrer cette menace car elles sont trop soumises à leurs moyens techniques, leurs structures de commandement sont pléthoriques et leurs procédures sont trop contraignantes.

La guerre devient donc un phénomène inéluctable parce que pour l’homme, combattre est aussi essentiel que boire et manger.

# La guerre perdurera

Quelles que soient les velléités des hommes pour limiter la guerre, celle-ci perdurera car l’homme ne peut se détourner de son pouvoir de distraction, d'inspiration ou de fascination.

En effet, l’homme ne combat pas pour des raisons politiques. La guerre n’est pas la « continuation de la politique par d’autres moyens » mais « la continuation du sport par d’autres moyens ». Ces moyens seraient violents. L’homme combattrait donc par simple désir de risquer sa vie.

La guerre n’est donc pas un moyen, c’est une fin, comme boire, manger ou dormir. Ainsi, elle est la vie. Elle seule permet et exige la mise en œuvre de toutes les facultés humaines, les plus hautes comme les plus basses. La brutalité, la dureté, le courage, la détermination et la force pure constituent en même temps ses causes. La littérature, les arts, le sport et l’histoire l'illustrent de façon éloquente.

En définitive, les nations occidentales doivent s’adapter au plus vite et transformer leurs armées en fonction de la menace car les guerres de basse intensité seront de plus en plus présente et, seule concession à Clausewitz, plus que jamais le « brouillard » de la guerre sera opaque.

### **Commentaire du rédacteur**

Riche et très documenté, « ***La transformation de la guerre »***rédigé en 1991 peut apparaître comme une œuvre visionnaire. Martin Van Creveld est néanmoins volontairement polémique et est coutumier du fait. Remettre en cause Clausewitz aujourd’hui peut paraître extrêmement prétentieux. Pour autant, les arguments développés par l’auteur ont le mérite de poser les bonnes questions pour inciter les responsables des nations occidentales à réfléchir sur l’avenir, l’entraînement, l’équipement et le format de leurs forces armées, taillées pour combattre un ennemi conventionnel (ou générique) qui, peut-être, n’existe plus.

Martin Van Creveld est tristement visionnaire lorsqu’il écrit en 1991 « La fascination qu’exerce le djihad n’a jamais été aussi grande qu’aujourd’hui dans l’ensemble du monde musulman. Tout ceci démontre bien que, même à l’heure actuelle, l’idée de guerre conçue comme continuation de la religion, y compris et particulièrement dans ses formes les plus extrémistes, est plus vivante que jamais. Héritiers « spirituels » de Clausewitz, les stratèges occidentaux seraient donc bien avisés d’en prendre conscience, sauf à risquer d’en devenir les premières victimes (p187) ». Plus que jamais confrontés à cette réalité, c’est pour de telles assertions que *La transformation de la guerre* a été largement diffusée aux Etats-Unis, même en dehors des cercles militaires.

Il est aussi polémique lorsqu’il prétend que les hommes font la guerre parce qu’ils l’aiment (le général Lee, Churchill ou Patton entre autres, l’ont dit) et lorsqu’il compare la guerre à un délire extatique ou à un simple jeu sportif. Il rejoint néanmoins sur ce point Ernst Jünger qui compare *La guerre comme une expérience intérieure[[41]](#footnote-41)* et qui prétend que l’expérience du front est une inoubliable liberté. Les hommes se battant par goût du sport, pour survivre ou pour se surpasser, peu importe les buts politiques de la guerre. C’est d’ailleurs pour cette raison, selon Martin van Creveld, que les guerres ne cesseront jamais. Cette affirmation est intéressante car elle remet en cause la vision kantienne[[42]](#footnote-42) du monde c’est-à-dire l’harmonisation des rapports internationaux par le développement économique, vision qui guide les relations internationales notamment depuis 1945 et point de départ de la construction européenne (*cf* la CECA). La guerre étant inhérente à l’homme, elle devient inéluctable. Pour l’éviter, il faut des Etats forts, la force d’un Etat étant sa légitimité et son efficacité plus que ses moyens militaires ou techniques.

Surtout, la critique de Clausewitz paraît particulièrement pertinente. Les faits semblent lui donner raison. En effet, Clausewitz, fortement marqué par les guerres de la révolution française et les guerres napoléoniennes, n’a décrit dans *Vom Kriege* que des affrontements du fort au fort avec comme clé du succès une bataille décisive et l’anéantissement de l’armée adverse. Son analyse des cas historiques est volontairement limitée à une très courte période. Martin Van Creveld, au contraire, s’appuyant sur son érudition historique démontre, non sans pertinence, que ce sont les conflits de basse intensité qui ont jusqu’à présent dominé dans le monde et ne font qu’augmenter. Ainsi, il cantonne les enseignements de Clausewitz à une période donnée de l’histoire militaire et prétend que les préceptes de Sunzi sont bien plus intemporels.

Si d’aventure la thèse de Martin Van Creveld est fondée, il devient urgent d’en mesurer toutes les conséquences car : « L’Etat moderne est dépourvu d’avenir s’il s’avère incapable de se défendre efficacement en cas de conflit de basse intensité interne ou externe, comme cela semble être le cas. L’Etat qui s‘engagera sérieusement dans un affrontement de ce genre devra remporter une victoire rapide et décisive. Mais le combat par lui-même affaiblira ses fondements : à vrai dire, c’est la crainte de se lancer dans une telle aventure qui a freiné la volonté des pays - occidentaux en particulier – d’engager la lutte contre le terrorisme. Ne nous y trompons pas : ce scénario n’a rien d’imaginaire. Aujourd’hui même, dans de nombreux points du monde, les dés sont sur la table et le jeu a bel et bien commencé (P252) ». De fait, les démocraties occidentales génèrent leurs propres faiblesses car lutter contre le terrorisme remet en cause les valeurs fondamentales sur lesquelles elles reposent comme la liberté (individuelle, d’expression ou de circulation par exemple).

Le cours supérieur d’état-major est l’endroit privilégié pour réfléchir à l’avenir de l’armée de terre et sur son adaptation à l’évolution de la menace. L’ennemi générique tel qu’il est défini aujourd’hui fait peser une menace artificielle et bien trop commode intellectuellement sur les armées occidentales : théorisé, l’ennemi est prévisible et devient une abstraction intellectuelle trop éloignée de la réalité. Sur le terrain, les forces armées affrontent des groupes dont les buts et les comportements sont imprévisibles. Face à de tels ennemis des modes d’action existent. En effet, la guerre moderne a déjà été théorisée par des officiers français et les thèses développées sont relativement proches de celles de Martin Van Creveld. Ils s’accordent notamment sur l’importance que revêt désormais la population. La conquête de la population va être le centre de gravité de toutes les futures confrontations. La « petite guerre » définie par H. Coutau-Begarie n’est-elle pas la « guerre » tout simplement ? Peut-être faudrait-il rééditer – autrement qu’en anglais – *La guerre moderne* du colonel Trinquier[[43]](#footnote-43) ?

***La CHRONIQUE des ASSOCIATIONS***



***M A R S***



Les Années France-Chine, des échanges exceptionnels

*Par Monsieur Alain LOMBARD, Commissaire général des Années France-Chine*

*Alain Lombard a été affecté au ministère de la Culture à sa sortie de l’ENA en 1982. Il a notamment été directeur administratif et financier de l’Opéra de Paris (1986-1988), secrétaire général de la Villa Médicis (1988-1991), attaché culturel en Hongrie et directeur de l’Institut Français de Budapest (1991-1994), conseiller technique au cabinet du ministre de la Culture (1994-1995) et directeur du département des Affaires internationales au ministère de la Culture (1995-1999). Il a publié en 2003 « Politique culturelle internationale. Le modèle français face à la mondialisation » aux éditions Actes Sud.*

Si

la France organise maintenant régulièrement, depuis une vingtaine d’années, des années ou des saisons culturelles étrangères en France, l’ampleur des Années France-Chine n’a guère d’équivalent. C’est une opération qui sort vraiment de l’ordinaire qui a été montée avec la Chine, dans sa durée, dans ses ambitions, dans son budget, comme dans son retentissement. Chacun a su en France l’an dernier qu’il y avait une Année de la Chine en France, et il semble difficile d’ignorer que se déroule cette année l’Année de la France en Chine. Un premier bilan de ces Années France-Chine peut être tenté.

**L’origine**

Les Années France-Chine s’inscrivent dans un long mouvement d’intérêt voire de fascination réciproque entre les deux pays dont on peut dater l’origine il y a plus de trois siècles, lors des premières missions jésuites en Chine. Un petit ouvrage de Muriel Détrie publié à l’occasion de l’Année de la Chine en France aux éditions Gallimard, « France-Chine – Quand deux mondes se rencontrent », rappelle très bien ce contexte historique, avec ses hauts et ses bas. La période contemporaine n’a pas manqué d’occasions de rencontres, notamment depuis le geste historique du général De Gaulle reconnaissant le premier la Chine populaire en 1964. Près de quarante ans après cette reconnaissance officielle, les échanges entre la France et la Chine ne semblaient cependant pas à la hauteur de ce que l’on pouvait en attendre.

La décision politique de mettre en place une opération volontariste d’échanges entre les deux pays, les Années France-Chine, vient d’abord de ce constat : une impulsion nouvelle semblait nécessaire pour que la France et la Chine s’intéressent davantage l’une à l’autre. Le contexte semblait favorable. L’ouverture croissante de la Chine rendait l’exercice envisageable et de plus en plus intéressant. Les deux chefs d’Etat français et chinois décidèrent donc en 1999 de mettre en place une vaste opération d’échanges réciproques, les Années France-Chine, avec leurs deux volets successifs, l’Année de la Chine en France (d’octobre 2003 à juillet 2004) et l’Année de la France en Chine (d’octobre 2004 à juillet 2005). Chacun de ces volets est destiné à permettre une meilleure connaissance du pays partenaire et notamment de sa culture à travers une série de manifestations réparties pendant toute l’année dans le pays d’accueil.

L’opération, s’inscrivant dans la volonté de développer un partenariat global entre la France et la Chine, va ainsi coïncider avec la célébration du quarantième anniversaire des relations diplomatiques entre la France et la Chine populaire. La France a toujours accordé une grande importance au volet culturel de sa diplomatie. Elle s’est efforcée de donner une réalité à sa volonté de promouvoir la diversité culturelle. Les Années France-Chine constituent un bon exemple de ses ambitions dans ce domaine.

**La mise en place**

Les Années France-Chine ayant été décidées par les deux chefs de l’Etat, elles vont être mises en place par les deux gouvernements. La Chine en confie le soin à un comité d’organisation relevant du ministère de la Culture, la France met en place un commissariat général s’appuyant sur l’Association Française d’Action Artistique (AFAA). Les grandes décisions sont prises par un comité mixte franco-chinois, se réunissant tous les six mois alternativement à Paris et à Pékin.

L’exercice est entièrement nouveau pour la Chine, qui n’avait jamais organisé une telle manifestation. Il est assez inédit pour la France aussi, du fait de la réciprocité prévue et de l’ampleur de l’opération. L’expérience des saisons culturelles étrangères organisées régulièrement par l’AFAA est cependant précieuse. La répartition des frais entre les deux pays est rapidement établie selon des règles classiques : le pays d’envoi assume les frais de production et de transport international, le pays d’accueil les frais d’accueil des manifestations. Toutes les décisions sont prises par consensus, non sans mal quelquefois mais finalement avec moins de difficultés qu’on aurait pu craindre.

Les gouvernements ne sauraient cependant agir seuls. Le rôle des opérateurs, chargés de réaliser ou d’accueillir les manifestations, est essentiel. La situation des deux pays est sur ce plan largement différente, l’autonomie et la capacité d’agir des opérateurs étant bien moindre en Chine qu’en France. La préparation de l’Année de la Chine en France du côté français consistera surtout à essayer de convaincre le plus grand nombre d’opérateurs culturels français d’accepter d’accueillir une manifestation chinoise : il faudra réussir à les séduire et à les mobiliser sans rien leur imposer. Les collectivités locales jouent également un rôle fondamental. Seule leur implication permet aux échanges de se développer dans tout le pays.

La recherche des financements nécessaires constitue un volet essentiel de la mise en place de l’opération. Le financement de l’Année de la Chine en France a reposé essentiellement, du côté français, sur les budgets des opérateurs. La contribution de l’Etat a atteint environ 2 millions d’euros, en provenance des ministères des Affaires étrangères et de la Culture, la contribution des mécènes (essentiellement EDF et LVMH) une somme un peu inférieure, sans compter celle des collectivités locales.

Pour l’Année de la France en Chine, ce sont des financements nettement plus importants qu’il a fallu mobiliser. Le budget total pour la France dépasse les 30 millions d’euros. Rien n’aurait été possible sans une contribution très significative des entreprises, qui est passée par la constitution d’un comité d’honneur regroupant une trentaine d’entreprises françaises auxquelles sont venues s’adjoindre une vingtaine d’entreprises de Hong Kong et de Chine, pour un apport total approchant les 20 millions d’euros. Ces entreprises ne sont pas que de simples financeurs de l’Année de la France en Chine, mais de véritables partenaires de celle-ci. La mise en place des deux Années successives a dû prendre en compte la diversité de ces partenariats, clé de leur réussite.

**Le succès de l’Année de la Chine en France**

Les objectifs de l’Année de la Chine en France étaient simples : mieux faire connaître la Chine et sa culture aux Français, leur permettre d’approfondir et de renouveler l’image qu’ils pouvaient en avoir, leur donner le goût de s’intéresser à la Chine. Plus de 300 manifestations ont été organisées à cette fin à travers tout le pays. Un public considérable a répondu présent, et l’Année de la Chine en France a connu une médiatisation exceptionnelle.

De grands événements populaires ont joué un rôle central dans ce succès incontestable : l’illumination en rouge de la Tour Eiffel et le défilé chinois sur les Champs-Élysées, à l’occasion du Nouvel an chinois et à la veille de la visite du président chinois en France, ont connu un retentissement considérable. De tels événements très médiatisés sont incontournables pour assurer la réussite de ce type de manifestation. Mais ils se sont accompagnés de centaines d’expositions, de spectacles, de colloques, de publications, qui ont permis à des publics très variés d’être concernés.

La richesse du patrimoine chinois a permis l’organisation d’expositions qui ont attiré un large public, telles celles consacrées à l’Homme de bronze, à l’Hôtel de ville de Paris, aux découvertes archéologiques du Guangxi, en région Poitou-Charentes, à Confucius, au Musée Guimet, aux grottes de Dunhuang, à Nice, à l’empereur Kangxi, à Versailles, ou aux Montagnes célestes, au Grand Palais. Les spectacles d’opéra chinois, de musique symphonique ou sur instruments traditionnels, de danse classique ou révolutionnaire, et surtout de cirque et d’acrobatie, ont connu un très large succès, avec de larges tournées organisées dans des dizaines de villes. Plusieurs feux d’artifice ont rappelé la maîtrise de la Chine dans ce domaine.

Mais de nombreuses autres manifestations ont permis une approche plus contemporaine de la Chine. Une vingtaine d’expositions d’art contemporain chinois ont ainsi été présentées pendant l’Année de la Chine, dont deux très importantes expositions au Centre Pompidou et au Musée d’Art Contemporain de Lyon. Le Festival d’automne à Paris a présenté plusieurs événements venus de Chine, de même que de très nombreux festivals de création dans toute la France. Les rencontres avec les écrivains actuels se sont multipliées, notamment à l’occasion du Salon du Livre ayant la Chine pour invité d’honneur. La diversité et la richesse de ces propositions ont largement contribué au succès de l’Année de la Chine en France.

**Les ambitions de l’Année de la France en Chine**

Les objectifs généraux de l’Année de la France en Chine sont proches de ceux du premier volet des Années France-Chine : il s’agit d’essayer d’approfondir et de renouveler l’image de la France en Chine. Celle-ci est loin d’être négative, mais elle est largement liée au passé, et se limite souvent à une conception assez vague d’un pays « romantique ». Elle mérite incontestablement une vaste opération d’actualisation, dont les enjeux culturels et économiques sont évidents.

L’idée consiste à présenter aux Chinois toutes les facettes de la créativité française, en ne se limitant ni au patrimoine ni au seul secteur artistique, mais en valorisant nos chercheurs et nos ingénieurs autant que nos artistes ou nos designers. Cette inflexion vers une présentation plus large de la créativité française a été décidée dès les origines de la préparation de l’Année de la France en Chine, mais n’a pu être que renforcée à l’occasion de l’entrée en scène du Comité d’honneur de l’Année de la France en Chine, dont on a souligné la contribution essentielle au financement de la manifestation.

Le but consiste toujours à s’adresser à un très large public. De grands événements populaires ont donc également été prévus, avec notamment un grand spectacle d’ouverture à la Cité interdite, confié à Jean-Michel Jarre, retransmis en direct par plusieurs chaînes de la télévision chinoise, et un grand pique nique prévu sur la Grande muraille de Chine. Une présence accrue de films français ou d’émissions sur la France a aussi été recherchée.

Dès l’ouverture en octobre dernier, des manifestations très diverses ont été programmées : une exposition des Trésors impressionnistes des collections nationales françaises, qui a déjà établi le record de fréquentation de toutes les expositions en Chine, une exposition consacrée à un siècle de design, qui s’établissait à la jonction du monde de l’art et de celui des entreprises, une exposition sur le général De Gaulle, une exposition d’art contemporain, une démonstration d’escrime, l’ouverture d’un Institut Pasteur à Shanghai, la pose de la première pierre d’un institut technologique franco-chinois, sans compter l’ouverture du Centre culturel de Pékin, premier établissement de ce type en Chine.

Après les tournées remarquées de l’Orchestre de Paris et du Théâtre du Châtelet, l’année 2005 s’ouvre sur l’inauguration d’expositions d’art contemporain et de photographies du Centre Pompidou. La thématique de la ville et de l’architecture fera l’objet de deux grandes expositions et de plusieurs colloques, une nouvelle exposition sera consacrée à Louis XIV, de nombreuses compagnies de danse présenteront des spectacles, etc. Là encore, ce seront au total plusieurs centaines de manifestations qui vont se dérouler dans une vingtaine de villes chinoises, avec une mobilisation croissante des collectivités locales françaises pour organiser des événements dans leur collectivité jumelée.

Le succès de l’Année de la Chine en France imposait de mettre la barre très haut pour l’Année de la France en Chine. La mobilisation de très nombreux partenaires permet de démultiplier les initiatives du commissariat. Les difficultés de travailler en Chine, notamment quand on souhaite ne pas se limiter aux capitales que sont Pékin, Shanghai et HongKong, sont évidentes, mais elles ont jusqu’ici été presque toujours surmontées, même s’il a souvent fallu attendre le dernier moment.

L’opportunité qu’offrent les Années France-Chine pour développer de nouveaux échanges avec la Chine n’échappe en tous cas plus à personne, et leur contribution à la prise de conscience de la nécessité de s’intéresser davantage aux rapports franco-chinois pourra sans aucun doute être mise au crédit des Années France-Chine.

**LA CHINE ET LA PUISSANCE**

*Par Valérie Niquet, Directeur de recherche Asie à l’IRIS*

*Docteur en sciences politiques, titulaire d'un DEA de chinois et d'une licence de japonais, Valérie Niquet est directeur de recherche à l'IRIS, chargée des questions asiatiques. Traductrice de deux oeuvres majeures de la stratégie chinoise (l'Art de la guerre de Sun Zi et le Traité militaire de Sun Bin publiées chez Economica), Valérie Niquet est l'auteur d'un ouvrage consacré aux Fondements de la stratégie chinoise ainsi que de nombreux articles consacrés aux relations internationales et aux questions stratégiques en Asie. Valérie Niquet enseigne également au Collège Interarmées de Défense.*

*En octobre 2001, Valérie Niquet a créé au sein de l'IRIS, l'Observatoire des Stratégies Chinoise et Asiatiques (OSCA) qui a pour objectif de constituer un groupe de réflexion sur les questions stratégiques en Asie.*

La

question de la puissance chinoise, de sa nature et de ses ambitions, semble hanter la Chine comme ses partenaires depuis la fin de la guerre froide. Progressivement doté de moyens nouveaux, le régime chinois tente en effet de mettre en œuvre une vision très classique de la puissance, peu en phase avec les évolutions du monde et potentiellement déstabilisatrice. Mais dans le même temps, dans une recherche délicate d’équilibre, Pékin a également conscience du caractère potentiellement contreproductif de cette image de « puissance émergente », susceptible de provoquer chez ses partenaires une réaction d’opposition.

Si donc la volonté de puissance de la Chine, au service d’intérêts très étroits est incontestable, un débat s’est développé autour, non pas de la légitimité de la notion de puissance qui n’est en rien contestée par les autorités chinoises, mais de son expression sur la scène internationale, et particulièrement régionale. Ce débat s’est notamment fixé sur les deux notions de « puissance émergente » ou de « puissance en développement », l’objectif étant de retenir le terme – qui demeure l’expression d’une ligne politique entérinée au sommet de l’Etat et du Parti - le moins susceptible de provoquer des réactions d’inquiétude et de rejet de la part des voisins de Pékin. Si la Chine se veut puissance, elle veut être perçue, pour des raisons de stabilisation stratégique dans sa zone, comme une puissance bénigne pour ses voisins les plus faibles.

En revanche, face à des puissances plus affirmées ou concurrentes, Etats-Unis bien entendu mais également Japon, Inde ou Russie, le cadre d’analyse demeure celui de la rivalité et de l’affirmation de la puissance chinoise. A ce titre, l’effondrement de l’URSS, ex superpuissance mondiale qui avait été érigée par Pékin au rang de « menace principale » depuis la fin des années 1960, a pu apparaître comme une validation des tenants de la rivalité des puissances et de la fin des Empires qui semblent l’emporter dans le débat sur la notion de puissance en Chine. Loin d’apparaître comme une opportunité pour la mise en place d’un nouveau système mondial fondé sur la fin des rivalités et l’émergence de nouveaux critères de puissances, pour Pékin, la fin de la guerre froide est au contraire apparue comme une opportunité, favorable à l’affirmation de la puissance chinoise. Une nouvelle période des « Royaumes combattants » au cours de laquelle, la redistribution des cartes pourrait déboucher sur l’émergence de nouveaux hégémons, au premier rang desquels la Chine elle-même.[[44]](#footnote-44)

Mais cette ouverture est également source d’inquiétudes nouvelles. En effet, selon les stratèges chinois classiques de l’époque des Royaumes combattants, l’Etat qui ne cherche pas à s’imposer en éliminant les autres se voit, dans un processus quasi biologique, condamné à disparaître. Dans le fonds philosophique des stratèges chinois, le choix n’existe donc qu’entre l’emporter en affirmant sa puissance ou périr.

Autre élément de complexité et d’ambiguïté pour l’analyste, la puissance ou l’image de puissance de la nation chinoise se confond avec celle du Parti politique au pouvoir et constitue d’ailleurs l’un des premiers facteurs de légitimation du système politique. Dans ce contexte, ce qui pourrait apparaître comme un choix irrationnel, facteur d’affaiblissement de la nation chinoise, peut au contraire être perçu à Pékin comme un facteur de puissance au service des intérêts du Parti au pouvoir. C’est dans ce cadre idéologique que se place le recours au nationalisme, l’expression d’un discours de puissance classique et souvent agressif, le refus d’accepter le statu quo et la volonté au contraire de « revanche » censée redonner à la Chine sa place « naturelle » de puissance centrale en Asie. C’est vers le passé que se tourne le régime chinois pour construire sa légitimité et non vers un avenir source d’incertitudes.

Pour les dirigeants chinois, « la préservation de la souveraineté nationale et la lutte contre toutes les pressions extérieures » demeure donc la priorité - avec la poursuite du développement économique - de la politique extérieure de puissance de la République populaire de Chine.

En effet le régime justifie son maintien au pouvoir et l’absence d’évolution politique par l’image de force et de garant de l’honneur de la Chine qu’il projette. Ce faisant, les autorités chinoises se situent dans un cadre d’analyse qui appartient à un autre « espace-temps » idéologique, qui s’apparente à celui dans lequel pouvaient s’inscrire les relations franco-allemandes et plus généralement européennes entre la guerre de 1870 et la guerre de 1914. C’est ce décalage qui explique pourquoi, pour les autorités chinoises aujourd’hui, les critères et les manifestations de la puissance demeurent en réalité ceux des rapports de force en vigueur à la fin du XIXème siècle en Europe.

Pour Pékin donc, les critères de puissances demeurent essentiellement ceux de la puissance militaire, de la capacité d’un Etat à exercer sa volonté ou son influence dans le sens de ses intérêts exclusifs tels que définis par le régime en place. Mais si ces critères de puissances constituent des objectifs à atteindre, ils sont aujourd’hui tempérés par la prudence et le pragmatisme de la direction chinoise et la conscience des faiblesses persistantes de la RPC, notamment face à l’hyperpuissance américaine. Pékin est en effet soucieux d’éviter une crise nuisible à la poursuite du développement économique, seul fondement d’une réelle montée en puissance de la RPC à plus long terme. Pour la Chine aujourd’hui, l’affirmation de la puissance ne peut donc passer que par le renforcement maîtrisé de sa capacité de nuisance.

**Les critères de la puissance chinoise**

Plusieurs critères de puissance peuvent en effet être appliqués à la République populaire de Chine, puissance démographique, puissance économique, puissance militaire, mais également puissance technologique, puissance culturelle ou puissance idéologique. Nous verrons que, de tous ces critères, seuls ceux de la puissance économique et de la puissance militaire – dans une certaine mesure - sont en réalité véritablement significatifs.

* ***L’argument de la puissance démographique***

Si officiellement, pour les autorités chinoises, la non maîtrise de la population se trouve à la source d’une part importante des problèmes sociaux que connaît la Chine aujourd’hui, et constitue un facteur de faiblesse qui pèse sur l’avenir du développement du pays, l’argument de la masse démographique fait toutefois aussi partie du discours de puissance de Pékin, même s’il n’est pas ouvertement exprimé comme tel.

L’argument veut en effet que, par principe, il soit impossible d’ignorer une « puissance » de 1300 000 000 d’habitants. Au niveau économique, l’argument démographique, quelle que soit sa pertinence réelle, nourrit les discours promettant l’accès au moins potentiel au marché chinois et autorise toutes les concessions. Par ailleurs, les risques posés en matière de mouvements de population, de réfugiés ou d’immigrants illégaux et liés à la masse démographique chinoise doivent également être pris en compte par les partenaires de Pékin, et le sont d’ailleurs déjà par des pays voisins comme le Japon ou plus encore la Russie.[[45]](#footnote-45)

Au-delà, et lié au poids démographique, on trouve également la question des diasporas chinoises, possible instrument au service des intérêts de la RPC, que se soit au niveau politique ou, particulièrement en Asie du Sud-Est où traditionnellement la communauté chinoise domine le secteur des échanges, au niveau économique. Certains pays d’Asie du Sud-Est parmi les plus fragiles s’inquiètent aujourd’hui des synergies qui semblent se mettre en place entre les communautés chinoises d’outre-mer traditionnelles et les nouvelles prises d’intérêts en provenance de la Chine continentale. [[46]](#footnote-46)

* ***L’argument de la puissance économique***

La puissance économique accumulée par la Chine depuis le début de la politique de réformes et d’ouverture en 1979 constitue un critère de puissance important, celui que le régime chinois met en avant en raison de son caractère « pacifique », et le premier sans doute aux yeux des partenaires de Pékin. Si la Chine doit être « accommodée », c’est en effet parce qu’elle représente à la fois une opportunité en matière économique, mais également parce que cette montée en puissance brutale et mal intégrée, pourrait avoir des répercussions dommageables sur le système économique international et la stabilité interne des partenaires de Pékin.

En Occident, le discours sur le coût social des délocalisations se réfère en partie à cette puissance économique chinoise. Dans le domaine de l’énergie et des matières premières, la boulimie induite par la croissance chinoise fait également peur même si cette peur est en partie irrationnelle. Le poids de la Chine dans le domaine les produits les moins sophistiqués et les produits textiles pèse directement sur l’avenir et peut-être la survie des pays les moins développés, faisant ainsi naître une nouvelle série de craintes concernant des menaces indirectes comme la faillite des pays en développement du pourtour méditerranéens ou de l’Asie du Sud, et la montée en puissance des phénomènes migratoires en direction de l’Europe occidentale.

Mais cette puissance économique de la Chine demeure fragile, et continue de reposer pour l’essentiel sur les investissements directs et les exportations générées par les entreprises étrangères délocalisées en Chine, et donc sur les perceptions externes. Contrairement aux espoirs de la direction chinoise, la part du marché interne dans la croissance chinoise demeure modérée. Même si la capacité de la Chine à jouer de la concurrence entre ses différents partenaires, et la confiance persistante dans les promesses du marché chinois, lui ont permis d’échapper aux effets négatifs de cette dépendance et de limiter les conséquences de sa nécessaire adaptation à la globalisation économique sur son système interne. Mais l’un des objectifs des autorités chinoises demeure de limiter, dans toute la mesure du possible, les conséquences politiques internes de cette dépendance vis-à-vis de l’extérieur, invalidant ainsi les théories de l’évolution pacifique de régime.

* ***La puissance militaire de la Chine***

Le renforcement de la puissance militaire de la Chine, critère le plus immédiatement perceptible de la puissance, apparaît donc aux yeux d’un pouvoir chinois resté très classique dans son analyse des rapports de force comme une priorité, et, si les capacités militaires conventionnelles de la Chine, et ses capacités de projection à l’extérieur, demeurent très modestes[[47]](#footnote-47) en dépit d’un effort suivi de renforcement depuis plus de quinze ans, Pékin dispose d’attributs qui lui permettent de démultiplier la force des atouts dont elle dispose en augmentant considérablement sa capacité de nuisance.

Membre officiel du club des puissances nucléaires depuis 1964, et seule en Asie, la République populaire de Chine poursuit avec constance, en dépit de l’apaisement objectif de la situation stratégique dans son environnement proche depuis la fin de la guerre froide, le développement de ses capacités nucléaires et balistiques.[[48]](#footnote-48) Couplé au développement de ces capacités - qui interdisent de négliger la puissance chinoise - Pékin continue de brandir l’éventualité du recours à la force pour résoudre les conflits de souveraineté qui l’opposent à nombre de ses voisins. De ce fait, la Chine pose un risque de déstabilisation régionale grave qui renforce d’ailleurs d’autant sa capacité d’influence sur la scène mondiale.

* ***La puissance technologique***

Mais l’image de puissance repose également sur d’autres critères moins précis, ceux de la puissance technologique, culturelle ou idéologique qui définissent également la force d’attraction ou de séduction d’un système.

A la frontière du civil et du militaire, des critères de puissance « dure » et de puissance « douce », la Chine tente également de s’affirmer en tant que puissance technologique notamment dans le domaine particulièrement spectaculaire du spatial. La poursuite d’un programme ambitieux en la matière répond en effet à deux objectifs, celui du renforcement des capacités militaires de la RPC dans le domaine balistique, mais également celui de l’affirmation prestigieuse, sur la scène internationale, de la puissance technologique de la Chine. En envoyant un homme dans l’espace au mois d’octobre 2003 cette dernière proclamait en effet son entrée dans la cours des grands du spatial, quel que soit l’intérêt économique ou technologique réel de ce type de choix, plus de quarante après l’Union soviétique et les Etats-Unis.

Mais plus important encore, l’envoi d’un homme dans l’espace avait également pour objectif d’affirmer fortement la puissance de la Chine au niveau régional face à ses deux concurrents indiens et japonais. Ce faisant, ces derniers, pour qui l’envoi d’un homme dans l’espace ne constituait pas une priorité, se trouveront peut-être dans la position des Etats-Unis au lendemain du vol historique de Youri Gagarine, obligés de suivre, pour des raisons de rivalités de puissance, une course à l’espace menée par la RPC.

* ***La puissance culturelle de la Chine***

En revanche, la puissance du rayonnement culturel et la force d’attraction du modèle civisationnel chinois, la RPC, qui se veut héritière de la Chine impériale, se situe à un niveau peu élevé, demeure faible, en dehors peut-être des communautés chinoises d’outre-mer et de certains cercles occidentaux fascinés par sa culture multimillénaire.

Mais la Chine est aujourd’hui un pays d’émigration et non un pôle d’attraction comme peuvent l’être les Etats-Unis, et s’il ne s’agit pas véritablement d’une émigration politique, la fuite vers l’étranger constitue un moyen d’échapper aux tensions économiques et au système d’exclusion des laissés pour compte de la croissance chinoise mais également aux frustrations liées au dysfonctionnement du régime. A l’inverse, si le nombre d’étudiants étrangers en Chine est en progression, il s’agit essentiellement d’étudiants en langues étrangères soucieux d’apprendre la langue chinoise pour des raisons économiques et non d’étudiants à la recherche d’un enseignement universellement reconnu en raison de la force d’attraction du modèle chinois

La force d’attraction culturelle de la République populaire de Chine demeure donc très faible. La fermeture du pays au monde extérieur et un sentiment de supériorité indéniable ne renforcent par ailleurs pas la puissance de conviction du modèle chinois auprès, par exemple, des nombreux étudiants d’origine africaine envoyés en Chine dans le cadre de programmes d’aide et de coopération.

* ***La puissance idéologique de la Chine***

Au niveau idéologique on retrouve la même désaffection. La force de rêve, d’utopie, de contre-modèle révolutionnaire – même délirant – qu’avait pu porter le maoïsme auprès des élites intellectuelles occidentales ou japonaises au cours des années 1960 et 1970 a totalement disparue avec la mise en place de la politique de réformes voulues par Deng Xiaoping et la renonciation de la part de Pékin à tout messianisme idéologique. Cette renonciation qui marque par ailleurs le repli sur un ensemble d’intérêts strictement nationaux s’est accompagnée au niveau idéologique à consommation interne d’une montée en puissance des thèses les plus nationalistes. En revanche, le recours idéologique au nationalisme comme facteur de légitimation du pouvoir a, dans un mouvement inverse, sans doute permis à la RPC de recueillir là encore le soutien, très faible auparavant, d’une large part des chinois d’outre-mer établis de longue date en Asie du Sud-Est ou aux Etats-Unis, qui peuvent aujourd’hui s’accorder avec Pékin sur la construction d’une Chine moderne et plus puissante retrouvant sa place « naturelle » sur la scène internationale.

**Les stratégies de mise en œuvre de la puissance chinoise**

* ***Une puissance fragile***

La puissance chinoise demeure donc fragile, particulièrement si on analyse les perspectives d’évolution à long terme. En effet, si aux yeux des autorités chinoises la puissance de la Chine est assimilée à celle du régime, la nature du régime elle-même est source d’incertitudes. Les stratégies de puissance mises en œuvre par le régime pourraient en effet se révéler destructrices pour la Chine elle-même.

Ces incertitudes sont pour l’essentiel d’ordre interne et portent en priorité sur le maintien d’un niveau minimum de cohésion social. Cet objectif peut passer par le renforcement des moyens de répression et de contrôle du politique, mais les pressions externes limitent aujourd’hui dans une mesure importante pour les autorités chinoises ce type de recours, à moins d’un repli sur soi beaucoup plus strict, qui entrerait en contradiction avec l’autre obligation vitale de poursuite de la croissance économique. [[49]](#footnote-49)

Le renforcement de l’adhésion au régime passe en effet par le maintien d’un très fort taux de croissance économique. C’est en effet cette croissance qui permet, dans une certaine mesure, de compenser – au moins pour les générations à venir – les effets des inégalités de développement entre régions pauvres, essentiellement rurales, et zones urbaines plus riches, qui continuent de bénéficier de la très grosse majorité des investissements extérieurs.[[50]](#footnote-50) Mais le retrait massif de l’Etat de secteurs essentiels pour la cohésion sociale, comme ceux de l’éducation ou de la santé, pourrait venir grever cet espoir de progression sociale et provoquer des réactions de rejet particulièrement violentes. Ces fragilités sociales et ce risque de « démaillage » sont par ailleurs fortement renforcés par les problèmes graves de gouvernance auquel le pays est confronté, notamment la question de la corruption massive des élites politiques et économiques. Ce problème est régulièrement évoqué par la direction depuis la fin des années 1990, mais le traitement de cette question toucherait aux fondements même du système politique.

Lié à la question de la cohésion sociale, on trouve également des faiblesses liées à la question de la cohésion territoriale qui concerne à la fois les zones peuplées de fortes minorités comme le Tibet, le Xinjiang ou la Mongolie et Taiwan. Ces enjeux touchent directement aux critères de puissances présentés comme les plus importants par le régime, et qui sont ceux de sa capacité à préserver l’indépendance nationale et l’unité – ou la réunification – de la patrie. Tout échec en la matière ne pourrait donc être perçu que comme un échec du régime, mettant son avenir en danger. Adoptant une attitude volontariste en la matière, et cherchant à réaffirmer au moins symboliquement sa puissance, le gouvernement vient d’adopter une « loi anti-sécession » censée légitimer ou légaliser toute action visant à interdire la division de la patrie. Mais ce faisant, les autorités chinoises font également la preuve de leur impuissance à traiter les véritables problèmes auxquels le système est confronté. Et que souvent d’ailleurs, il génère.

Ainsi, les problèmes liés à l’exploitation et à l’usage non maîtrisé des ressources naturelles, de l’eau et des ressources énergétiques, provoqués à la fois par la très forte croissance que le pays connaît mais également par un système de prix très difficile à réformer mais favorable au gaspillage, ne sont pas aujourd’hui maîtrisés par le pouvoir. Celui-ci développe pourtant un discours de plus en plus alarmiste concernant notamment les risques liés à la dépendance croissante de la RPC vis-à-vis des approvisionnements extérieurs. Dans ce domaine également, le sentiment de vulnérabilité peut déboucher par ailleurs sur un risque de tensions accrues au moins au niveau régional autour notamment des questions de l’accès aux ressources énergétiques et du contrôle des voies de communication.[[51]](#footnote-51)

* ***Une stratégie de puissance adaptée aux moyens***

Mais si la puissance chinoise est fragile, et si l’on peut constater une véritable dichotomie entre discours de puissance et capacités réelles – le cas le plus évident étant celui de la réunification de Taiwan - la stratégie de puissance du régime chinois s’avère relativement efficace, même s’il s’agit d’influence plus que de capacité réelle de coercition.[[52]](#footnote-52)

Cette stratégie de puissance possible mais limitée implique l’exploitation pragmatique et imaginative de l’ensemble des moyens à la disposition des autorités chinoises. La conjugaison de cette stratégie d’affirmation de la puissance chinoise, selon les critères les plus classiques, et du pragmatisme de la direction qui permet d’adapter la stratégie aux moyens, et qui rejoint d’ailleurs le souci « d’économie » caractéristique de la pensée stratégique chinoise classique, explique l’intérêt fortement exprimé dans les milieux de la réflexion stratégique en Chine pour les stratégiques asymétriques, des plus sophistiquées liées à la guerre de l’information aux moins sophistiquées autour du concept renouvelé de guerre populaire. [[53]](#footnote-53)

Cette stratégie de puissance du régime chinois est donc essentiellement basée sur une capacité de nuisance visant non à l’expansion en dehors de sa zone mais à l’exclusion de toute puissance extérieure de cette zone d’influence « naturelle », selon une interprétation élargie du principe de non-ingérence. Ce principe se trouve aujourd’hui d’autant plus au cœur de la stratégie extérieure de Pékin que la politique d’ouverture économique a entraîné une dépendance accrue vis-à-vis des marchés et des investissements extérieurs.

Les préoccupations de Pékin en matière de politique étrangère, depuis la fin de la guerre froide, se cantonnent donc à un niveau qui reste très régional. La volonté de voir la puissance chinoise reconnue à un niveau global n’apparaît en réalité que comme le moyen d’augmenter sa marge de manœuvre et son statut dans sa zone d’influence traditionnelle. Mais à ce titre, Pékin entre en opposition avec les Etats-Unis dont les intérêts sont véritablement globaux et qui ne pourront accepter de se voir exclus de l’Asie.

Cette stratégie de puissance rencontre par ailleurs de fortes oppositions de la part des voisins de Pékin, suscite des craintes, et renforce paradoxalement les alliances extérieures et notamment le « besoin d’Amérique » de la zone. A ce titre, les efforts de la RPC pour tenter de structurer l’Asie autour du pivot chinois, que ce soit au niveau économique avec les propositions de zones de libre-échange et la mise en place de réseaux d’approvisionnement énergétique transnationaux et la mise en place en 2000 de forums comme le forum de Baoao présenté comme un Davos asiatique, que ce soit au niveau économico-stratégique avec la constitution de regroupements tels que l’ASEAN + 3 ou l’ASEAN + 2 ou l’organisation de coopération de Shanghai ou que ce soit au niveau de sécurité avec l’organisation du premier forum de sécurité asiatique à Pékin au mois de novembre 2004, toutes les stratégies d’exclusion ou de contournement de la puissance américaine dans la zone n’ont connu que des résultats très mitigés.

Si les partenaires de Pékin sont prêts à participer à ce type d’exercice, l’objectif de leur part demeure celui de l’intégration progressive de la Chine au système international, et donc une diminution de sa marge de manœuvre.. En revanche, pour la RPC l’objectif demeure celui d’une extension de son autonomie et de sa capacité d’initiative dans sa propre zone.

Si sa capacité de « conviction » ou de séduction est limitée, le mode opératoire de la stratégie de puissance de la Chine est donc fondé sur le risque de déstabilisation. En la matière, la fragilité de la Chine, les risques supposés liés à l’effondrement du régime, favorisent la volonté d’intégration de la Chine – selon les critères définis par Pékin - de la part des partenaires de Pékin.[[54]](#footnote-54) Il en va de même des risques en matière environnementale où la RPC peut jouer, de par sa masse, de son statut de pollueur majeur pour obtenir des aides conséquentes de la part de ses partenaires occidentaux ou japonais. De ce fait, si la Chine est une puissance fragile, cette fragilité même impose aussi à ses partenaires la prise en compte de ses intérêts.

Autre élément de cette stratégie de puissance, la constitution d’alliances visant à affaiblir l’adversaire principal, avec la mise en œuvre du concept de multipolarité, dont le but essentiel est de renforcer la marge de manœuvre de Pékin face au partenaire principal américain en multipliant les jeux d’alliances possibles avec l’Europe, les pays en développement, l’ensemble du monde « asiatique » ou la Russie. Mais au-delà des déclarations de principe, ces alliances ne sont gouvernées par aucune logique interne et demeurent essentiellement déterminées par l’analyse que peut faire Pékin de l’évolution de la relation bilatérale Chine-Etats-Unis. Dans ce contexte, la multipolarité constitue pour Pékin un instrument important pour recréer les conditions les plus favorables à la prise en compte de ses intérêts. A moyen terme, la puissance chinoise bénéficiera en effet de l’émergence de pôles conflictuels qui lui permettront d’accroître sa marge de manœuvre face aux Etats-Unis. En ce sens, Pékin est favorable à l’émergence d’une Europe plus forte, y compris dans le domaine de la défense, si cette Europe se constitue en pôle d’opposition à Washington. En revanche, une Europe puissance capable d’intervenir en Asie serait considérée d’un œil beaucoup moins favorable. Et dans une large mesure, si la Chine soutient l’Europe, c’est parce-que cette dernière n’existe pas.

Dans la mise en œuvre de sa stratégie de puissance, la RPC se trouve toutefois prisonnière d’une contradiction aux conséquences particulièrement négatives quant à la place qui lui est reconnue régionalement. En effet, si Pékin soutient au niveau mondial l’émergence de pôles concurrents qui la servent dans sa stratégie d’équilibre face aux Etats-Unis, elle rejette en revanche l’application du principe de multipolarité dans sa propre zone. Pour imposer sa suprématie, la Chine, dont la montée en puissance a correspondu au très grand affaiblissement de nombre de ses partenaires régionaux après la chute de l’URSS, ne peut en effet accepter aucun défi dans la mesure où la montée en puissance d’un « adversaire » est immédiatement perçu par les autorités chinoises comme un affaiblissement de leur propre capacité d’action. L’un des principaux objectifs de la République populaire de Chine à l’horizon 2030 sera donc de contrer l’émergence de pôles nouveaux comme le Japon ou l’Inde mais également la réémergence d’un véritable pôle russe qui pourrait à nouveau constituer une force d’équilibre dans la région. Les tensions qui ressurgissent aujourd’hui avec la Russie de Vladimir Putin, notamment sur les questions énergétiques, témoignent de l’inquiétude de Pékin devant un possible retour de la puissance russe en Extrême-orient.

La puissance aujourd’hui reconnue à la République populaire de Chine résulte donc essentiellement de sa capacité à déstabiliser les équilibres économiques et stratégiques au niveau régional comme au niveau global. Toutefois, les capacités et la volonté de la Chine à se maintenir en tant que pôle de puissance dépendent totalement de l’évolution interne du régime, dont la survie est loin d’être certaine, et de ses capacités à assurer la transition en douceur vers un nouveau palier de développement. Ce sont les réponses apportées à ces deux interrogations qui détermineront l’évolution de la République populaire de Chine à moyen terme. Une transition démocratique, non brutale, du régime pourrait en effet entraîner une véritable intégration régionale de la Chine, favoriser l’émergence d’un pôle asiatique plus cohérent. C’est là que se trouvent, pour la Chine comme pour ses voisins, les critères d’une véritable puissance intégrée au système mondial.

**Les exportations d’armement de la France**

**en 2002-2003**

*Par le Général(2°s) Robert CARMONA, Rédacteur en chef de la revue « Cahiers de MARS ».*

Le

cinquième rapport du ministère de la Défense sur les exportations de la France[[55]](#footnote-55) porte sur les années 2002 et 2003. Il s’inscrit dans la continuité des rapports précédents. Il se veut une réponse aux attentes des parlementaires et des observateurs attentifs à notre politique de transferts d’armement. Ce document, en principe annuel, a pour but de montrer que la France poursuit, en ce qui concerne l’armement, une politique de transparence, et qu’elle respecte le Code de conduite européen. L’originalité de la présente version réside dans la compilation exceptionnelle des résultats chiffrés de deux années civiles (2002 et 2003). Ce texte décrit l’ensemble des transferts d’armement provenant de France au cours des dernières années, notamment avec des synthèses pays par pays. Il présente en détail le cadre juridique et stratégique de notre politique d’exportation, qu’il s’agisse des mécanismes de contrôle ou de soutien. Il décrit avec précision les règles européennes auxquelles la France a souscrit et qui jouent un rôle important dans la définition de notre politique d’armement. Il souligne enfin l’importance de la relation de défense nous liant à la fois aux pays clients et à nos partenaires européens.

**Le marché mondial de l’armement**

Sur une production totale d’armement évaluée à 200 Md€ en 2001, seul un cinquième de la production mondiale est exportée, alors que quatre cinquièmes sont consacrés à la consommation intérieure. Le montant de la part solvable des transferts d’armement (exportations d’armement possédant leur contre-partie financière de la part des pays clients) se situe, depuis une vingtaine d’années, à un niveau annuel moyen d’environ 40 Md€. Les échanges mondiaux d’armement ont connu depuis 1990 des modifications profondes. La fin de la bipolarisation a provoqué une diminution sensible du volume des ventes de l’Union soviétique puis de la Fédération de Russie, qui reposait sur la demande entretenue par les marchés captifs du pacte de Varsovie et sur les liens privilégiés avec ses alliés du Tiers Monde. Toutefois, de manière générale, les transactions avec ces pays ne correspondaient pas à une demande solvable autonome, ce qui conduit à penser que le marché solvable est resté sensiblement constant. La Russie, désireuse de moderniser les équipements de ses forces armées et de préserver le niveau technologique acquis, doit continuer de faire face à la contrainte budgétaire consécutive à la disparition de l’URSS. Avec un complexe militaro-industriel profondément restructuré et dans un contexte de faible demande intérieure, l’exportation représente une nécessité vitale pour l’industrie russe, qui se positionne aujourd’hui comme un concurrent majeur sur ce marché. La Russie est passée assez brutalement du rang de premier exportateur mondial dans les années 80, en quantité si ce n’est en volume financier, à celui de quatrième, voire ponctuellement cinquième, au début des années 90. Elle regagne cependant des parts de marché depuis 1997, en s’appuyant notamment sur ses clients solvables traditionnels comme l’Inde ou la Chine, dont elle est le premier fournisseur d’armement.

La France a confirmé en 2002 et 2003 sa place de troisième exportateur mondial d’armement, derrière les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, et devant la Russie et l’Allemagne. A eux seuls, ces cinq pays représentent plus de 90% du commerce mondial. Le reste du marché est couvert par Israël, devenu un important exportateur dans les secteurs de l’électronique, des drones et des missiles tactiques, puis par la Chine, l’Italie, la Suède, l’Afrique du Sud et le Brésil.

Les exportations françaises ont atteint 4, 42 Md€ en 2002 et 4, 3 Md€ en 2003. Sur le marché mondial, la France représente 12% des prises de commandes et sa moyenne annuelle pour la période 1994-2003 se situe aux environs de 5 Md€.

Le poids des « très grands » contrats d’armement est une caractéristique essentielle du marché international. Les marchés de plus de 150 M€ représentent en moyenne, en valeur, pour la France, de l’ordre de la moitié du marché, et jusqu’à 75% certaines années. Du fait des enjeux politiques et financiers concernés, la préparation et la conclusion de ces contrats nécessitent d’établir une relation étroite et durable entre les pays parties, tant sur le plan diplomatique que stratégique. Pour ces contrats, la concurrence commerciale entre les industriels exportateurs se double de fait d’une concurrence politique entre les États. Le montant et la relative rareté de ces grands contrats expliquent les fluctuations parfois importantes (du simple au double) des prises de commandes à l’export.

La structure des ventes françaises laisse par ailleurs apparaître un socle stable, de l’ordre de 1, 5 à 2 Md€ par an qui repose sur des contrats de moindre importance (montants inférieurs à 38 M€ ). Une partie de ces contrats (environ la moitié) correspondent à l’achat de pièces de rechanges, de services et de contrats de maintenance (MCO), correspondants aux grands contrats précédemment conclus, ce qui renforce encore l’intérêt de remporter les compétitions relatives à ces derniers. Au total, la France reçoit entre 2 000 et 3 000 contrats d’armement, de tous montants, chaque année.

Le marché est structuré autour d’un nombre limité de produits. La majorité des matériels sont des porteurs (avions de combat, frégates, blindés et hélicoptères) et leurs armements (missiles air-air pour avions de combat, missiles mer-mer, missiles antichars), à usage exclusivement militaire. Les avions de combat représentent à eux seuls environ le tiers des exportations françaises sur la période, grâce aux ventes du *Mirage 2000*. Le deuxième poste de nos exportations est constitué des missiles surface-air (familles *Crotale*, *Mistral* et *Roland*). Les autres segments de missiles, anti-navires (*Exocet*) et antichars (*Hot*, *Milan*, *Éryx*), sont très fortement représentés, le secteur des missiles constituant, avec l’aéronautique (avions de combat et hélicoptères) le domaine d’excellence traditionnel de l’industrie française d’armement à l’exportation. Le segment des hélicoptères est en forte croissance dans nos exportations (*Cougar*, *NH 90* et *Tigre*).

**Avenir du marché mondial de l’armement.**

« Le marché mondial de l’armement est sans doute appelé à une certaine stagnation en volume dans les années à venir » prévoit le ministère français de la Défense dans son rapport. Néanmoins, l’instabilité politique persistante au Moyen-Orient combinée à la hausse du cours du baril de pétrole devrait permettre aux États pétroliers du Golfe, dont les achats ont été très faibles ces dernières années, de renouveler une partie de leur gamme de matériels.

La coopération européenne va s’amplifier, et, notamment dans le domaine aérospatial, les nouvelles générations d’armement seront véritablement européennes, en ce qui concerne les États ou, à défaut, au sein des industries de défense. Toutefois, pendant encore de nombreuses années, la gamme des produits exportables par la France restera le plus souvent nationale.

**Principales prises de commandes de la France en 2002 et 2003**

En 2002, le montant global des prises de commandes à l’exportation s’est établi à 1, 75 milliards d’euros (monnaie courante 2002), principalement auprès de pays d’Asie du Sud-Est (22, 8%), suivis de près par les pays de l’Union européenne (20, 5%). Viennent ensuite le Proche et le Moyen-Orient (14, 2%) et les autres pays européens hors UE (12 %). Les principales commandes enregistrées ont été : 2 sous-marins *Scorpène* (Malaisie), 22 hélicoptères antichars *Tigre* (Australie), 14 hélicoptères *NH 90* (Norvège), 10 patrouilleurs légers Vigilante (Koweït), des systèmes de transmission (République tchèque et Slovaquie), des missiles mer-mer Exocet MM40 et des missiles sol-air Crotale NG.

En 2003, le montant des prises de commandes à l’exportation s’est établi à 4, 22 Md€. Les commandes ont été principalement réalisées par les pays de l’Union européenne (29, 09%), suivies de près par les autres pays européens hors UE (14, 33%) et l’Asie du Sud-Est (13, 04%). Viennent ensuite le Proche et le Moyen-Orient (12, 54%) et l’Asie du Nord-Est (11, 12%). Les principales commandes ont été : 1 satellite de communication (Corée du Sud), 16 hélicoptères *NH 90* (Grèce), 6 avions de reconnaissance maritime et 3 avions de surveillance maritime (Turquie), 8 corvettes (Émirats arabes unis), des missiles anti-navires et *Crotale* *NG*.

**Les livraisons en 2002 et 2003**

Les livraisons à l’étranger de matériels d’armement français se sont élevées, en 2002, à 4, 42 Md€ (monnaie courante 2002) et en 2003 à 4, 30 Md€ (monnaie courante 2003). Pour 2002 et 2003 respectivement, la répartition géographique des livraisons de la France s’établit ainsi  : 54, 6 % et 50, 9% pour le Proche et Moyen-Orient ; 12, 4 % et 17, 3% pour l’Union européenne ; 9, 1 % et 5, 3% pour les autres pays européens ; 0, 4 % et 0, 7% pour l’Afrique du Nord ; 7, 8 % et 4, 1 % pour l’Asie du Sud ; 3, 7% et 6, 5% pour l’Asie du Sud-Est ; 2 % et 2% pour l’Amérique du Nord ; 1, 4% et 1, 9% pour l’Asie du Nord-Est ; 1, 5 % et 6, 1% pour l’Amérique du Sud ; 0, 6% et 1, 1% pour l’Afrique subsaharienne ; 0, 5% et 0, 6% pour l’Amérique centrale et Caraïbes ; 0, 3 % et 0, 3% pour l’Asie centrale ; 0, 6% et 1, 1% pour l’Océanie.

Le rapport publie également la liste détaillée des livraisons 2002 et 2003 par type de matériel et par région. Les aéronefs (avions, hélicoptères, drones) représentent le plus fort pourcentage. Ils sont suivis par les navires (surface et sous-marins), les véhicules à roues ou chenillés, les transmissions et contre-mesures et les missiles (hors antichar).

La répartition des livraisons par armée utilisatrice sur la période 1994-2003 confirme la prédominance de l’Armée de l’air avec 18 885 M€ (2003) sur l’Armée de terre (12 860 M€) et la Marine (12 174 M€).

**Bilan de l’application du Code de conduite européen en 2002 et 2003.**

***Bilan qualitatif***

Le groupe Coarm, groupe spécialisé dans les questions d’exportations d’armes conventionnelles de la politique étrangère et de sécurité commune (Pesc) de l’Union européenne est le cadre d’élaboration et de mise en œuvre du Code de conduite. En son sein, les États membres examinent les différentes possibilités d’améliorations du Code. Ainsi, une liste commune d’équipements militaires a été adoptée le 13 juin 2000 par le Conseil, puis remplacée par la liste commune du 17 novembre 2003. Ceci représente une avancée importante et un apport « significatif » au renforcement de l’efficacité du Code de conduite. Cette liste constitue un pas en avant vers la convergence des pratiques des États membres dans le domaine du contrôle des exportations d’armes conventionnelles. Désormais, les États membres utilisent les références de la liste commune pour les notifications de refus, ce qui permettra une clarification et une simplification des échanges entre eux sur ces sujets.

Le Code de conduite prévoit une procédure de « consultation » bilatérale entre un État membre souhaitant accorder une autorisation d’exportation et un autre ayant précédemment refusé son agrément pour une transaction globalement identique. Afin de faciliter l’utilisation par nos partenaires de la liste des refus français, et donc d’améliorer la transparence et l’efficacité du Code, une opération de rationalisation et de simplification de ce document a été effectuée au cours de l’été 2002 : cette révision a notamment permis de supprimer les références multiples et les notifications devenues caduques du fait de changements intervenus dans l’ordre juridique (levée d’embargo etc. ) et/ou la situation politique des pays de destination.

Les Vingt-cinq ont décidé de permettre à un État membre se livrant à un « passer outre » de communiquer à tous les partenaires (et non plus simplement au seul État premier émetteur d’un refus), dans la limite de ses contraintes nationales et sur une base confidentielle, les informations motivant sa décision. Cette disposition n’implique pas de modification du Code de conduite et s’exercera dans le cadre des réunions du Coarm. En outre, les États-membres ont poursuivi leurs travaux visant à augmenter la lisibilité et la qualité des informations contenues dans le rapport annuel sur l’application du Code : il a notamment été décidé d’y faire figurer les critères de refus utilisés par les États, afin que l’émergence d’une attitude politique commune entre les pays de l’Union puisse être exprimée au public. Le groupe Coarm est enfin intervenu dans les travaux menés par l’Union européenne sur la lutte contre le terrorisme. Il a ainsi participé à la rédaction d’une liste de mesures concrètes prévoyant notamment les modalités d’un renforcement des contrôles à l’exportation afin d’éviter le détournement d’armes au profit de terroristes.

***Bilan quantitatif***

La France a notifié 95 refus d’exportation en 2002 (contre 127 en 2001) et 102 en 2003.

Comme par le passé, pour 2001, il convient de relever qu’à l’exception de l’Océanie et de l’Amérique du Nord, des États de tous les continents ont fait l’objet de notifications de refus.

En 2002 et 2003, les principaux critères motivant les refus ont été respectivement les suivants *:* 21 et 27 pour la situation intérieure dans le pays de destination finale (existence de tensions ou de conflits armés) ; 4 et 1 pour le respect des droits de l’homme dans le pays de destination finale ; 33 et 46 pour préservation de la paix et de la sécurité régionales ; 17 et 16 pour respect des engagements internationaux des États membres ; 17 et 12 pour existence d’un risque de détournement de l’équipement à l’intérieur du pays acheteur ou de réexportation de celui-ci dans des conditions non souhaitées.

La répartition géographique des refus pour l’année 2002 et 2003 s’établit comme suit : 28 et 51 en Asie-Océanie, 16 et 14 en Afrique subsaharienne, 31 et 16 en Afrique du Nord et Moyen-Orient, 4 et 6 pour les Amériques, 14 et 15 pour les autres pays européens, 2 et 0 pour l’Union européenne et les candidats. Les matériels concernés par les refus sont en 2003, comme par le passé, essentiellement des composants électroniques (transfert de technologie) ou mécaniques (moteurs), des équipements de surveillance (caméras, radars) ou d’intervention (hélicoptères), ainsi que des munitions et des armes légères et de petit calibre.

En 2003, la France a engagé 13 procédures officielles de consultation avec ses partenaires de l’UE, contre 17 en 2002. Dans le même temps, les demandes de consultation ont porté sur 17 cas (21 en 2002). Enfin 5 « passer-outre » ont été décidés par la France en 2003 (contre 9 en 2002, 2 en 2001, 4 en 2000 et 5 en 1999).

**En conclusion**

Les années 2002 et 2003 ne sont pas précisément de « bonnes années » [[56]](#footnote-56) pour les exportateurs français. On note une certaine saturation des besoins des principaux pays du Moyen-Orient, tandis que la part des pays asiatiques ne cesse de se renforcer et que celle des pays européens est confortée (avec 32% pour la période 1994-2003). Cette dernière tendance devrait se confirmer à l’avenir avec la montée en puissance de l’Agence européenne de la Défense. En outre, les résultats français devraient profiter du net réchauffement des relations franco-libyennes depuis la levée de l’embargo sur les armes qui était imposé à ce pays. La Libye a, en effet, d’importants besoins en avions de combat, en frégates et en missiles divers.

Le rapport souligne l’impact économique des exportations d’armement, tant en ce qui concerne la compétitivité des entreprises de défense, la réduction des coûts unitaires des matériels (lorsque les séries sont suffisantes) et l’équilibre du commerce extérieur. Sur la période 1990-1999, l’effet de productivité a conduit à une contraction de l’emploi de 126 000 personnes, alors que l’effet d’expansion a permis la création de près de 86 000 emplois, dont 57% ont été directement induits par l’accroissement des exportations d’armement.

***La Réunion des O R S E M***



**Le corps des officiers d ‘état-major**

**de l’armée de terre allemande (1919 – 1945)**

**seconde partie[[57]](#footnote-57) : 1935 - 1945**

*Par le Chef de bataillon (R) Philippe Gouësmel*

*Philippe Gouësmel, professeur d’histoire et de géographie, chef de bataillon de réserve diplômé d’état-major (ORSEM) est un spécialiste de l’évolution de l’institution militaire française et l’auteur de très nombreux articles et interventions sur ce sujet. Administrateur de la Réunion des ORSEM et rédacteur en chef de son Bulletin, il est le co-auteur du livre « Un siècle d’ORSEM » et prépare actuellement un ouvrage intitulé « Guide pratique de correspondance militaire, communication et relations publiques ».*

**L’**

**élitisme toujours**

Le parcours, en dépit des besoins croissants en officiers brevetés, demeure on ne peut plus sélectif. Avant d’avoir l’honneur de porter les prestigieux et enviés attributs des *i.G* (abréviation de *im* *Generalstab*, « en état-major ». On dit *Major i.G,* *Oberts i.G* par exemple) : Les bandes de pantalons couleur carmin. Le surnom des *i.G* est d’ailleurs « *roten hosen* » (pantalons -ou culottes- rouges), les officiers candidats doivent affronter une route semée d’obstacles.

* Tous les ans la *Heerespersonalamt* (Direction du personnel de l’armée de terre) établit la liste des officiers (active uniquement et pour l’essentiel du grade de lieutenant ayant 8 à 10 ans de service et donc d’une moyenne d’âge entre 28 et 32 ans) autorisés à subir les épreuves du concours organisé dans chaque circonscription militaire (*Wehrkreis*).
* Après 6 mois de préparation, les candidats passent le concours. Le caractère élitiste est particulièrement flagrant. Ainsi, en 1936, sur mille candidats, seuls 150 sont admis à l’académie[[58]](#footnote-58) !….
* Les lauréats suivent deux années (puis trois à compter de 1937) de formation à la *Kriesakademie*.
* Les officiers jugés aptes[[59]](#footnote-59) partent servir pendant 12 à 18 mois dans un état-major. C’est la période probatoire. Ils servent dans les EM de division ou de corps d’armée comme chef du bureau ravitaillement et transport (officier I*b*)[[60]](#footnote-60) ou bien encore comme chef du bureau renseignement (officier I*c*)3bis.
* Les officiers jugés inaptes *i.G*, sont généralement affectés à l’OKW ou à l’OKH. Il faut noter cependant, que l’inaptitude (sans doute toute relative compte tenu de l’extrême exigence des jurys et des professeurs) peut être levée en cas de guerre, les besoins en officiers d’EM étant dès lors très importants.
* A l’issue de la période probatoire, les officiers aptes *i.G* sont définitivement intégrés dans le corps des officiers d’état-major. Ils en portent le titre et les attributs.

A la déclaration de la guerre, le corps des officiers d’EM est composé comme suit :

* 415 officiers *i.G.*
* 93 officiers en stage probatoire.
* 303 officiers-élèves à la *Kriegsakademie* de Berlin.

Le nombre des officiers admis à l’école avant la mobilisation est le suivant :

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| 1935 | 1936 | 1937 | 1938 | 1939 |
| 136 | 100 | 150 | 140 \* | 216 |

\*. Auxquels s’ajoutent 37 officiers de l’ex-armée autrichienne. Anschluss oblige !

Avec le début des hostilités, l’académie ferme ses portes. Cependant, les besoins sont tels que le Chef d’état-major de l’armée de terre, le général Halder décide de l’organisation de cours de formation accélérée de 8 semaines ! Les officiers jugés aptes *i.G* à l’issue de cette scolarité éclaire, sont détachés pendant 10 mois dans un état-major à titre probatoire. La sélection reste forte pour autant. Lors du 1er stage, sur 60 élèves acceptés, seuls 39 sont jugés aptes. La courte durée de la formation n’offrant pas, à l’évidence, toutes les garanties, la scolarité va être progressivement augmentée. Elle est ainsi de 6 mois à compter de l’été 1944. La *Kriegsakademie* de Berlin qui assure les cours à nouveau à partir de mars 1943 déménage en août de la même année à Bad Salzbrunn (Silésie) puis, à compter d’octobre, à Hirschberg (toujours en Silésie). A partie de janvier 1945, l’académie s’installe en Bavière, à Bad Kissingen pour se retrouver enfin, en avril 1945, à Lenggries (Bavière). C’est dans cette ultime garnison que débute le 17ème et dernier cours de formation.

En 1944, le nombre d’officiers qui rejoignent définitivement le corps, qui sont détachés (période probatoire) ou qui suivent les cours de formation s’élève à 1 613. C’est le double seulement du nombre d’avant guerre. Dans le même temps, le nombre de divisions (sans parler des unités d’échelons supérieurs) est passé de 130 à près de 300 ! L’officier d’état-major breveté est donc une rareté plus encore en temps de guerre qu’en temps de paix !

***Composition d’un état-major de grande unité ( division, corps d’armée ).***

* Un chef d’état-major
* Un sous-chef d’état-major
* Un commandant de quartier général
* Un bureau du courrier, Z ( *Zentralstelle* )
* 4 bureaux ou abteilungen :
* I° bureau : opérations,
* II° bureau : personnel,
* III°bureau : justice militaire,
* IV° bureau : services

Le Ier bureau est le plus important et traite le domaine tactique en englobant les domaines équivalants des 2ème,3ème et 4ème Bureaux des EM français (respectivement : renseignement, opérations, logistique).

Ce ***Ier abteilung*** est subdivisé, au niveau division et CA, en 3 sections :

* I*a* : traite les questions relatives aux opérations, aux reconnaissances du terrain, à la DCA et à l’instruction.
* I*b* : traite les questions relatives aux ravitaillements en vivres, en munitions et en matériel, à la circulation, aux moyens de transport, au fonctionnement des services de santé et vétérinaire.
* I*c* : traite les questions relatives à l’emploi des forces aériennes, aux liaisons et transmissions, à l’ennemi ( renseignement ).

Dans les EM d’armée, une quatrième section, I*d*, traite les questions relatives aux transports de troupes, aux ravitaillements en matériel et en munitions.

Le ***IInd abteilung*** se divise en deux sections :

* II*a* : personnel officiers,
* II*b* : personnel non-officiers.

Le ***IV° abteilung*** se réparti en au moins 3 sections :

* IV*a* : intendance,
* IV*b* : santé,
* IV*c* : service vétérinaire.

I*a* et I*c* constituent la *Führungsabeilung* (section de la conduite des opérations). I*b* constitue la *Quartiersmeisterabteilung* (section logistique). II*a* et II*b*, se regroupent pour former *l’Adjudantur* (chancellerie).

Ces appellations sont aussi utilisées pour désigner la fonction d’un officier d’état-major. On nomme ainsi simplement I*a*, le 1er officier breveté – *i.G* -(dans la mesure du possible), théoriquement du grade le plus élevé après le chef d’EM, et qui est le responsable de la conduite des opérations (l’équivalent de notre chef de CO d’aujourd’hui). L’officier I*b* est le chef de la section logistique et le I*c*, le chef du renseignement (entre autres fonctions). L’officier II*a* traite les questions du personnel et le IIb est l’adjoint du général commandant la division pour les questions relatives à l’avancement, les décorations, etc…On trouve également des *O1, O2, O3*. Cela désigne les *Ordonnanceoffiziere*, respectivement adjoints aux I*a*, I*b* et I*c*. Enfin, un officier *WuG* ( *Waffen und Gerät* ) a la charge des questions de matériel et d’armement.

En temps de paix comme en temps de guerre, le nombre des officiers *i.G* au sein de l’EM dans une division est de 3 : le I*a*, le I*b* et le I*c*. Au sein d’un CA : 4 : Le chef d’état-major et les I*a*, I*b* et I*c*. Mais devant l’inflation des postes à pourvoir (mais aussi des pertes[[61]](#footnote-61)…), ces chiffres ne furent que rarement respectés.

Néanmoins, l’organisation (théorique donc) de l’état-major d’une division d’infanterie (*Divisionsstab*) est la suivante :

* La *Fürungsabeilung* : cette section regroupe les I*a*, I*c*, O1, O3 et 1 à 2 interprètes.
* Le I*a* est un *Oberstleutnant i.G* (Lieutenant-colonel breveté). Il est le *Generalstabsoffizier* numéro 1 au sein de l’EM divisionnaire.
* L’O1 est un Major (Commandant) ou bien un *Hauptmann* (Capitaine).
* Le I*c* est un *Hauptmann i.G.* Il est le *Generalstabsoffizier* numéro 3 au sein de l’EM divisionnaire.
* L’O3 est un *Oberleutnant* (Lieutenant).

La *Fürungsabeilung* est complétée naturellement par le personnel de la section d’état-major (*Stabsquartier*) : secrétaires, plantons, agents de transmission, agent de liaison, etc…Des officiers de liaison, voire les chefs de corps du régiment d’artillerie (*Artillerieregiment*), du bataillon du génie (*Pionierbataillon*) et du groupe de transmission (*Nachrichtenabteilung*), renforcent la *Fürungsabeilung*.

* L’*Adjudantur* : la section chancellerie regroupe les II*a*, II*b*, III, *Registratur*, et le chef de la section d’état-major.
* Le II*a* est un Major. La gestion du personnel officier lui incombe.
* Le II*b* est un Capitaine qui a en charge les personnels sous-officiers et hommes de troupe. Il veille également au service des secrétaires et des ordonnances des officiers [[62]](#footnote-62).
* Le III est l’officier de justice militaire de la division.
* La *Registratur* est dirigée par un fonctionnaire militaire (Wehrmacht*beamte*). Il a en charge la gestion des tous les documents produits par la division (gestion, classement, archivage, etc…).
* Le commandant de la section d’état-major est un Capitaine. Il est responsable, entre autres choses, de l’implantation du PC divisionnaire, de sa sûreté et de son fonctionnement. Il convient de rappeler que cet officier assure le plus souvent d’autres fonctions au sein du *Divisionsstab*.

La *Fürungsabeilung* et L’*Adjudantur*  rassemblent 7 officiers, 3 fonctionnaires militaires (*Wehrmachtbeamten*) et 29 sous-officiers et soldats. Il dispose de 18 véhicules (dont 2 camions « shelter » : 1 pour le I*a* et 1 second pour les cartes et plan)et 14 motocyclettes.

* La *quartiermeisterabeilung* rassemble les I*b*, O2, I*b/WuG*, I*b/Kfz*, IV*a*, IV*b*, IV*d*, IV*z*.
* Le I*b* est le 3ème officier breveté et numéro 2 des *Generalstabsoffiziere* de l’EM divisionnaire. C’est un Commandant.
* Le O2, adjoint du I*b*, s’occupe particulièrement de l’organisation de la base arrière de la division.
* L’officier I*b/WuG* est un Capitaine. Il assure la lourde tâche du ravitaillement en armes et munitions.
* L’officier I*b/Kfz* (*Kfz* pour *Kraftfahrzeuge* : véhicules automobiles) gère le parc des véhicules de la division. La gestion des réparations, récupérations, entretiens, pièces de rechange, etc…, son de sa compétence. Il a aussi la charge de faire respecter la discipline routière, avec l’aide du peloton de la *Feldgendarmerie* divisionnaire (1 officier et 36 hommes).
* Le IVa est un officier *Beamte* (*Intendanturrat* : Equivalent à *Major*) qui à la fonction d’intendant divisionnaire.
* Le IV*b* est le médecin chef de la division du grade de *Oberfeldarzt* (médecin-Lieutenant-colonel) ou *Obertsarzt* (médecin-Colonel). Il est le responsable du service de santé de la grande unité et des personnels rattachés.
* Le IV*c* est l’officier vétérinaire de la division du grade de *Oberstabsveterinär* (Commandant )[[63]](#footnote-63)
* Les IV*d* sont les deux aumôniers de la division. L’un est prêtre catholique, l’autre est un pasteur protestant.
* Le IV*z* est fonctionnaire militaire du grade de *Stabszahlmeister* (équivalent d’un capitaine) chargé du poste d’officier-trésorier (officier-payeur).

La *quartiermeisterabeilung* est aussi complété par un certain nombre de cadres qui ont pour tâche d’aider l’officier I b dans sa lourde et complexe fonction logistique. C’est le cas en particulier du *Divisionsnachschubführer* (officier approvisionnement) du grade de commandant.

En tout, la section logistique compte 12 officiers, 8 fonctionnaires militaires et 39 sous-officiers et soldats. Le tout transporté sur 13 véhicules divers et 3 motocyclettes pour les liaisons.

L’implantation, théorique là encore et dépendant bien évidemment de la situation tactique, est la suivante : La *Fürungsabeilung* est positionnée à une distance comprise entre 10 et 15 kilomètres des 1ères lignes de front. C’est ici également que se trouve la place du commandant de la division. L’*Adjudantur,* regroupée avec la *quartiermeisterabeilung,* est stationnée entre 15 et 20 km derrière le front.

**Conclusion**

La qualité des officiers d’état-major allemands ne s’est pas démentie pendant toute la durée de la guerre. Si le nombre d’officiers brevetés est toujours resté très faible, et en tout cas bien en dessous des formidables besoins créés par la multiplication des divisions, les compétences des officiers sont rarement prises en défaut. Que se soit dans la conception des tactiques offensives de la période 1939-1943 ou bien, dans la dernière phase de la guerre, avec la mise en œuvre d’actions défensives et retardatrices, les officiers *i.G* (mais aussi l’ensemble des officiers servant en état-major) montrent d’impressionnantes qualités manœuvrières. Jusque dans les derniers combats d’avril 1945, les unités allemandes, lorsqu’elles sont encore cohérentes, représentent un adversaire redoutable.

Les historiens mais aussi les adversaires du moment, s’accordent à dire que l’extraordinaire capacité de résistance d’une *Wehrmacht* qui se bat sur de multiples fronts et retarde l’inévitable échéance finale, est le résultat d’au moins deux facteurs essentiels. D’une part la solidité du soldat allemand, véritable professionnel après plus de 6 années de guerre. D’autre part, la qualité de son corps d’officiers d’état-major. Lorsque les moyens matériels le permettent – mais cela n’est pas une condition exclusive -, ils sont capables d’élaborer des manœuvres, en particulier défensives dans les derniers mois du conflit, qui forcent le respect.

Un seul exemple ici : la percée de la poche de Falaise en août 1944 qui permet à la 7ème Armée d’échapper à la capture et qui est en mesure, dès le début de l’automne, de reprendre, après réorganisation, toute sa place dans l’ordre de bataille allemand. En dehors de l’état-major du 84ème CA[[64]](#footnote-64), l’ensemble des cadres d’EM - en dépit de pertes sensibles cependant - réussit à sortir du « piège » de Falaise et reconstitue les noyaux de commandement des grandes unités pour la phase ultime de la guerre.

**\***

**\* \***

***Correspondance des grades***

* *Oberst* : Colonel
* *Oberstleutnant* : Lieutenant-colonel
* *Major* : Commandant
* *Hauptmann* ( *Rittermeister* dans la cavalerie ) : Capitaine
* *Oberleutnant* : Lieutenant
* *Leutnant* : Sous-lieutenant.

Rappelons que l’Aspirant, dans l’armée allemande, n’appartient pas au corps des officiers. L*’Oberfänrich* est placé  au même rang que l’Adjudant-chef (*Oberfeldwebel*).

***Lexique***

*Abteilung :* section ou bureau

*Adjudantur :* chancellerie

*Ergänzungsheer :* armée de complément

*Feldheer :* armée de campagne

###### Führergehilfen : auxiliaire de commandement (désignation de « camouflage »)

*Führerstaboffizier :* officier d’état-major breveté (désignation de « camouflage » avant 1935)

*Führungsabeilung :* section de conduite des opérations

##### Generalstabsoffizier : officier d’état-major breveté

*Grenzschutz :* forces de protection des frontières

*Heer :* armée de terre

*Heeresleitung :* direction de l’armée

*im* *Generalstab (i.G) :* en état-major – officier breveté *–*

*Kriegsakademie :* Ecole de guerre

OKH : *OberKommando* *des* *Heeres* (Haut-commandement des forces terrestres)

OKW : *OberKommando* *der* *Wehrmacht* (Haut-commandement des forces armées)

*Ordonnanceoffiziere :* officier d’ordonnance, officier adjoint.

*Quartiermeisterabeilung* : section logistique

*Quartiersmeisterabteilung :* section logistique

*Reichswehr :* armée

*Truppenamt :* office de l’armée

*Umbau :* transformation, refonte de l’armée

*Wehrkreis :* circonscription militaire

*Wehrkreisprüfung :* examen de circonscription

*Wehrmacht :* forces armées

*Wehrmachtbeamte* : fonctionnaire militaire, spécialisé dans des tâches administratives et/ou techniques.Cette catégorie de cadres comprend des assimilés sous-officiers et des assimilés officiers avec des équivalences de grades avec les cadres « combattants ».

***Orientation bibliographique :***

* Bartov Omer, *L’armée de Hitler. La Wehrmacht, les nazis et la guerre.* Préface de Philippe Burrin. Editions Hachette Littérature, 1999.
* Benoist-Méchin Jacques, *Soixante jours qui ébranlèrent l’Occident. 10 mai-10 juin 1940.* Editions Albin Michel, 1956. Réédité chez Robert Laffont dans la collection « *Bouquins* » en 1981.
* Benoist-Méchin, Jacques*,**Histoire de l’armée allemande*, 2 volumes, Albin Michel 1938. Réédité en 1984 aux éditions Robert Laffont, collection *Bouquins.*
* Bernage, georges et de Lannoy, François, *Dictionnaire historique, les divisions de l’armée de terre allemande,* Editions heimdal, 1997.
* Buchner, Alex, *Das Handbuch des deutschen Infanterie, 1939-1945,* Podzun-Pallas verlag, 1987.
* Carrias, E. *L’armée allemande, histoire, organisation, tactique,*éditions Berger-Levrault, 1938.
* Castellan Georges, *Itinéraires allemands.* Presses Universitaires de France, 1979.
* Castellan, Georges, *Le réarmement clandestin du Reich, 1930-1935,* Librairie Plon, 1954.
* Chaliand Gérard, *Anthologie mondiale de la stratégie. Des origines au nucléaire.* Editions Robert laffont, collection « *Bouquins* ». 1990.
* De Lannoy François et Charita Josef, *Panzertruppen. Les troupes blindées allemandes. 1935-1945.* Editions Heimdal, 2001.
* Dederrey, *La défaite allemande à l’Est,* Charles-lavauzelle éditeurs, 1951.
* Francois-Poncet André, *Souvenir d’une ambassade à Berlin.* Flammarion, 1946.
* Gudérian, Heinz, *Souvenirs d’un soldat,* Librairie Plon, 1954.
* Heiber Helmut, *Hitler parle à ses généraux. Comptes rendus sténographiques des rapports journaliers du QG du Führer 1942-1945.* Préface de Jacques Benoist-Méchin. Editions Albin Michel, 1964.
* Hossbach F. ( colonel de l’état-major général ), *Entre la Wehrmacht et Hitler.* Editions Payot, 1951.
* Klein Claude, *Weimar.* Editions Flammarion, collection « *Questions d’histoire* », 1968.
* Liddel-Hart Basil, *Les généraux de Hitler parlent… .* Editions Stock, 1949.
* Masson, Philippe, *Histoire de l’armée allemande, 1939-1945,* Perrin, 1994.
* Reibert, W. *Der Dienst unterricht im Herre,* Verlag E.S Mittler und Sohn, Berlin, 1943.
* Renouvin Pierre, *Le traité de Versailles.* Editions Flammarion, collection « *Questions d’histoire* », 1969.
* Rivaud, Albert, *Le relèvement de l’Allemagne, 1918-1938*, Armand Colin, 1939.
* Rommel Erwin, *La guerre sans haine.* Carnets présentés par Sir Basil Liddel-Hart . 2 volumes. Editions Amiot-Dumont, 1952. Réédition en 1 volume par les Editions « Le Livre contemporain » en 1960.
* Schoenbaum David, *La révolution brune. La société allemande sous le III° Reich.* Editions Robert Laffont, collection « *Les Hommes et l’Histoire* », 1979.
* Thalman Rita, *La République de Weimar.* Presses Universitaires de France, collection « *Que sais-je ?* », 2ème édition corrigée, 1991.
* Trévor-Roper H.R. *Hitler, Directives de guerre.* Editions Arthaud, 1965.

***Revues et périodiques :***

* « *Hitler et ses généraux* », Historia spécial, numéro 379 bis, 1978.
* « *L’Allemagne et son armée* », par le Lieutenant-colonel de Cossé-Brissac, in Revue Historique de l’Armée, numéro 1 de l’année 1949.
* « *La guerre des cinq continents* », recueil d’articles publiés dans la revue ‘’La France Libre’’. Directeur : André Labarthe. Hamish Hamilton LTD, Londres, 1943.
* « *La poche de Falaise* », par Yves Buffetaut, in hors-série n° 46 de la revue Militaria Magazine, 2002.
* « *La Wehrmacht vue de France ( septembre 1939 )* », par Georges Castellan, in Revue Historique de l’Armée, numéro 2 de l’année 1949.
* « *Les officiers d’état-major de la Heer* » - uniformes et attributs - par Eric Lefèvre et Jean de Lagarde, in Militaria Magazine, n°93, avril 1993.
* « *Normandie : août 1944, la retraite allemande* », par Georges Bernage, in hors-série n° 4 de la revue 39-45 Magazine, 1988.
* « *L’évolution de la Heer, 1939-1942* », par Loïc Bonal, in Histoire de Guerre, numéro 53, décembre 2004.
* « *Les alliés franchissent la Seine* », par Yves Buffetaut, in hors série numéro 55 de la revue Militaria Magazine, 2005.

**Le moral de la garde nationale et de la Réserve**

**de l’Armée de Terre US[[65]](#footnote-65)**

*Par le capitaine (R) Anthony Touzard*

*Anthony Touzard est établi aux Etats-Unis depuis 1996 où il occupe les fonctions de gérant d’une société de négoce de matières premières agro-alimentaires avec l’Amérique du Sud et les Caraïbes.*

*ORSEM promotion 2003, il est artilleur de formation. Le capitaine (R) Anthony Touzard est affecté au Centre des Réserves des Etats-Unis, rattaché en 2001 à l’EMA/Attaché Forces Terrestres de Washington.*

L

es médias américains se penchent de plus en plus sur la question des réservistes, composante majeure des forces américaines en Iraq que l’on présente comme surexploités, surexposés et sur le point de rendre leur tablier. Il est significatif que le Commandant de la Réserve de l’Armée de Terre (USAR) ait préparé fin décembre un rapport demandant de fortes modifications du système de mobilisation pour éviter la rupture. Le dernier sondage sur le moral date de mai 2004 et indiquait déjà une baisse du moral. Qu’est ce que la réserve de l’armée de terre américaine, qui sont les citoyens soldats qui la composent et comment vivent-ils leur implication grandissante dans l’ opération «  Iraqi Freedom » ?

Le rôle de la Garde Nationale et de la Réserve dans la chaîne des forces.

La Garde Nationale (ANG) est une structure mixte fédérale et « statale ». Chaque Etat de l’Union possède sa Garde, dont le chef est le Gouverneur, comme force de défense du territoire et de réaction aux catastrophes naturelles. Chaque Etat a l’obligation vis-à-vis de l’Union de maintenir un certain nombre d’unités entraînées et prêtes en cas de mobilisation. Le Général Commandant la Garde du Tennessee, par exemple, sera seul responsable de l’entraînement et de la préparation de ses troupes, indépendamment de la préparation de la Garde de la Georgie. Le Président peut donner l’ordre d’activer des Unités de la Garde qui passent alors sous contrôle fédéral. Pour répondre à ses obligations fédérales, la Garde possède tout le spectre des unités de l’Armée de Terre : 52% en combat de mêlée, 17% appui, 22% soutien, forces spéciales, Etats-Majors… Elle est forte d’environ 350,000 hommes soit 34% de la totalité de l’Armée de Terre américaine. Notons que si l’active possède 10 divisions, avec ses 8 divisions et 15 brigades autonomes la Garde pèse lourd en effectifs mais aussi en moyens dans la structure des forces.

La Réserve de l’Armée de Terre (US ARMY RESERVE, USAR) forte de 200,000 personnels est entièrement sous commandement fédéral et, avec 20% des effectifs de l’Armée de Terre, représente une part importante et dans certain cas essentielle du soutien : la totalité des brigades NBC, plus de deux tiers des unités de train, des hôpitaux de campagne, des transmissions, d’affaires civiles, plus de 50% du service des essences. Elle est donc plus particulièrement adaptée aux missions de maintient de la paix, et « Nation Building ».

La réserve constitue donc dans le cas de la Garde un très important réservoir de force et dans le cas de l’USAR une composante *sine qua non* de la logistique et du soutien. Du fait de leur très large éventail de capacités, les réservistes toutes origines confondues contribuent à plus de 40% des effectifs déployés pour l’Opération Iraqi Freedom (OIF).

**Qui sont les réservistes ?**

* Ils sont avant tout patriotes : pour l’observateur étranger, le sentiment patriotique et l’envie de servir est plus développé aux Etats- unis qu’en France. L’idée du soldat citoyen est très ancrée dans la nation américaine depuis que la révolution a fait appel a eux pour faite face aux troupes anglaises. Ils viennent de toutes les classes sociales : banquier d’affaire, cadres moyens, procureur, policier, mécanicien, ils servent la Nation et contribuent à sa défense. Beaucoup se sont engagés après le 11 septembre
* Ils veulent servir : plus particulièrement dans la Garde, ils seront les premiers à intervenir en cas de catastrophe naturelle ou autre évènement grave dans leur communauté.
* Ce sont des anciens d’active qui ne veulent pas totalement raccrocher l’uniforme; ils peuvent ainsi cumuler les années d’active et réserve pour obtenir une retraite militaire à l’issue de 20 ans de services. C’est donc une structure à l’encadrement expérimenté.
* Ce sont des jeunes à la recherche d’une bourse d’études. L’éducations supérieure coûte extrêmement cher aux Etats-Unis et l’un des principaux outils de recrutement pour toutes les forces armées, active et réserve sont les primes de recrutement et les primes de fin de contrat (GI Bill) qui permettront de payer des études qui seraient sinon hors de portée.
* Ce sont des gens qui cherchent un complément de revenu et ont deux emplois dont l’un est militaire.

On le voit, les réservistes sont des patriotes pour qui l’attrait financier n’est pas négligeable. Il leur est demandé de servir un week-end par mois et une période bloquée de 15 jours par an hors mobilisation. Cette image du « guerrier du week–end » s’estompe dans le public qui suit jour après jour la situation dans les médias. Le recrutement se fait difficile pour toute l’armée de terre malgré une considérable augmentation du nombre de recruteurs qui « canevassent » sans arrêt les écoles, centres commerciaux et cinéplex. Avec un objectif de recrutement de l’USAR pour l’année fiscale octobre 2004-septembre 2005 de 22 175 personnels, au 13 janvier le Commandement du Recrutement ne rend compte que de 3904 nouveaux engagés. Les primes à l’engagement (USAR et ANG) sont en constante augmentation passant en décembre à $10,000 pour une recrue sans expérience disponible immédiatement, jusqu’à $15,000 avec une expérience militaire mais ne suffisent plus à attirer les jeunes diplômés du secondaire et les anciens d’active.

En tant que citoyens soldats, les réservistes sont le reflet de la société américaine, profondément divisés sur l’intervention en Iraq. D’abord enthousiaste au printemps 2003, l’opinion a progressivement changé au fur et à mesure de l’accumulation des pertes et après que la question de la nécessité de l’intervention soit ouvertement posée pour la première fois lors de la campagne électorale de l’automne 2004. L’Amérique a renouvelé le mandat de l’équipe Bush mais avec des sérieuses réserves et des doutes quant à la gestion de ce dossier. Dans le dernier sondage ABC du 19 décembre 2004, 56 % des américains pensent que cette guerre ne vaut pas la peine ; 70% considèrent le nombre de victimes inacceptable ; 57% désapprouvent l’action du Président ; seuls 44% estiment que la situation sur le terrain progresse mais en même temps 58% pensent que l’Amérique doit rester jusqu’au bout et 51% pensent que l’intervention contribue à la sécurité des Etats-Unis.

Les réservistes ont été souvent mobilisés pour des OPEX sur les théâtres de l’ex-Yougoslavie, Haïti, Panama, mais pour des missions de 6 mois maximums avec l’assurance que ces mobilisations laisseraient suffisamment de temps pour souffler après coup. La dernière mobilisation en masse avait eu lieu lors de la guerre du Golfe et si la durée n’était précisée, le pays entier approuvait l’intervention et le citoyen soldat partait assuré d’être accueilli en héros à son retour et de retrouver son emploi. Pour OIF, le réserviste mobilisé quitte son emploi civil et sa famille pour un déploiement de très longue durée : un an à 18 mois, dans un environnement notoirement dangereux et imprévisible pour une cause qui n’a pas vraiment l’aval de ses compatriotes, de ses voisins ou de son employeur. Les Etats-Unis sont en guerre mais l’on ne s’en aperçoit absolument pas dans la vie quotidienne. Le soldat part mais le citoyen se demande pourquoi et à quoi bon ?

***La surchauffe ?***



Le moral baisse, les réservistes ont l’impression que le Pentagone leur demande trop, trop souvent, sans aucune considération pour leur vie civile, sans organisation ; d’être des soldats de seconde zone qui n’ont pas les mêmes moyens et pas les mêmes avantages que l’active.

* Trop ? du fait de l’importance des réserves dans la structure de l’US Army, il n’est pas étonnant que plus de 40% des 150,000 personnels déployés soient des réservistes. Cette proportion pourrait monter à 50% avec la prochaine rotation. Le manque de préparation par le Pentagone de la phase post offensive et l’augmentation des besoins en personnels en quantité et en temps a imposé de faire appel à toutes les composantes des forces américaines : les Marines, les troupes stationnées en Corée, et les réserves. Les 10 divisions d’active ne suffisent pas à la demande entre les phases de préparation, déploiement et remise en condition. A l’issue de la prochaine rotation, toutes les brigades de la Garde Nationale auront été mobilisées une fois pour OIF. Le Pentagone s’est jusqu’à maintenant refusé à considérer toute augmentation permanente des effectifs de l’active, arguant du fait que les besoins de OIF ne sont que temporaires. Les réservistes subissent donc de plein fouet les répercussions des difficultés américaines dans la phase de stabilisation : au fur et à mesure que la situation se détériore, il est fait de plus en plus appel à eux alors qu’il devient de plus en plus difficile de l’expliquer aux familles et employeurs. La guerre perd de son soutien populaire, le moral du GI en pâtit.
* Trop Souvent ? S’ils avaient voulu être utilisés en permanence, ils auraient signé en engagement dans l’active ! Le réserviste a signé un contrat, il est conscient de la possibilité d’être mobilisé à tout moment en cas d’urgence. Ce qui l’indispose est la durée des mobilisations, leur fréquence et leurs répétitions. Les ordres de mobilisations sont sortis dès le 11 septembre, la Garde a été utilisée pendant plusieurs mois pour des missions de défense du territoire de type « vigipirate ».  Les mêmes individus ont parfois été remobilisés pour faire des rotations de plusieurs mois en Afghanistan, à Guantanamo et en Irak. La durée moyenne d’une rotation pour OIF est maintenant de 18 mois. La loi impose une durée accumulée maximum de mobilisation de 24 mois pour un individu. Le Pentagone serait en train d’étudier un amendement annulant la durée accumulée et autorisant les mobilisations de 24 mois à la fois.
* Ces déploiements bien plus longs et sans le sentiment d’urgence nationale évoqué à la signature du contrat pèsent sur le moral des familles et sur les relations avec les employeurs. La loi protège l’emploi du réserviste qui est théoriquement assuré de ne pas perdre son travail, ses avantages, ses droits à la retraite etc. Mais il est difficile pour un employeur de voir partir un collaborateur de manière répétitive, sans limitation de durée ou presque. Certains contournent la loi en supprimant le poste suite à des « restructurations ». Même si le poste est conservé, ce sont les « civils » qui sont promus, qui reprennent les meilleurs dossiers, qui engrangent les bonus de fin d’année. Les réservistes chefs d’entreprise et professions libérales voient leur portefeuille client péricliter après une absence de 18 mois et plus et doivent repartir à zéro. Les écarts entre la solde et le revenu civil peuvent causer de très grosses difficultés pour les familles, exacerbées d’autant plus par la durée du tour de vis. L’administration des soldes est notoirement inadaptée, et très lente ; ce qui n’arrange rien. Ce fut le sujet d’une des fameuses questions à bout portant posées au Secrétaire de la Défense Donald Rumsfeld en décembre lors de son déplacement au Koweït. Les réservistes n’ont pas accès aux même droits que l’active en ce qui concerne les soins médicaux (très chers aux Etats-Unis), accès aux commissariats et autres ressources sur les bases. Une mobilisation si longue peut donc signifier la plongée dans les dettes et faillite économique d’une famille.
* Outre la différence de condition en ce qui concerne certains avantages sociaux, le réserviste peut avoir l’impression d’être moins bien équipé que ses camarades d’active. C’est le cas en ce qui concerne les gilets pare-éclats de dernière génération, de nombreux personnels ont acheté le leur sur fonds propres. Un réserviste du Tennessee s’est rendu célèbre en posant la question qui a fait hésiter un instant Donald Rumsfeld devant les caméras sur le problème du blindage des « Humvees » ; il a en effet demandé pourquoi ses camarades devaient-ils rechercher des bouts de métal à la ferraille pour faire des blindages de fortune. L’impact médiatique a fait pencher le congrès sur la question et accéléré la production de ces Humvee blindés. Sachant que la principale cause de mortalité et blessure en Iraq provient des engins explosifs improvisés, les réservistes très exposés du fait de leur rôle dans les élongations logistiques, sont très alarmés sur ces questions de protection. Les journaux relatent également des cas d’unités à qui l’on affecte du matériel et de l’armement mal entretenu.
* Le Général de corps d’armée James HELMLY, commandant l’US ARMY Reserve a envoyé le 20 décembre un rapport au CEMAT américain sur l’alarmante dégradation de ses forces et va jusqu’à évoquer le risque de rupture de l’outil. Alors que ses réservistes sont fiers de servir et de poursuivre leurs missions indépendamment de la durée et fréquence, il met surtout en avant des causes plus profondes. Il cite : les procédures de mobilisation inadaptées et aux apparences arbitraires qui cassent les unités en envoyant la moitié des personnels comme compléments individuels plutôt qu’en formations. Non seulement les personnels perdent l’avantage moral d’être en OPEX avec des camarades avec lesquels ils se sont entraînés, lorsqu’ils reviennent il n’y parfois plus de structure pour les recueillir et/ ou leur unité est mobilisée pour une autre mission. Il n’y a plus de lien humain qui le rattache à l’institution. Il cite aussi les besoins en équipement : de nombreuses unités doivent laisser leur matériel derrière elles pour être utilisés par les rotations suivantes. Outre la question de la maintenance évoquée au point précédent, se pose la question de l’utilité de la formation une fois de retour aux Etats-Unis sans matériel et donc hors d’état de s’entraîner et/ou de participer à d’autres missions (Dans le même état d’esprit, le général de corps d’Armée BLUM Chef du Bureau de la Garde Nationale a déclaré dans une interview le 13 janvier qu’il demandait 15 milliards des de dollars pour le rééquipement de la Garde). Selon le rapport, sur les 200 386 personnels de l’USAR au 15 décembre 2004, 63 496 étaient disponibles mais seuls 37 515 déployables compte tenu des besoins organiques d’entraînement et de permanence dans les bases. Au faible nombre s’ajoute le facteur, non quantifié dans le rapport, de l’adéquation des grades et des qualifications aux besoins.

Le dernier sondage officiel sur le moral est paru en septembre 2004. Plus de 55,000 personnels ont répondu par un site Internet entre mai et juin 2004. L’enquête donne un aperçu de l’impact de l’accélération du tempo opérationnel sur les réservistes (ANG et USAR) et sur leurs familles. Par rapport au sondage de mai 2003, on peut observer un net déclin de l’intention de se réengager, de la satisfaction du métier militaire, du sentiment de préparation individuelle et collective.

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  | ANG | | USAR | |
|  | Mai 2003 | Mai 2004 | Mai 2003 | Mai 2004 |
| Rétention |  |  |  |  |
| Intention de rester | 70% | 62% | 69% | 59% |
| Avec participation OIF | 66% | 48% | 62% | 45% |
| Sans participation OIF | 70% | 64% | 70% | 63% |
| Conjoint favorable | 72% | 57% | 72% | 52% |
| Famille favorable | 80% | 66% | 78% | 61% |
| Supérieur emploi civil favorable | 69% | 57% | 69% | 58% |
|  |  |  |  |  |
| Satisfaction du métier **militaire** | 72% | 65% | 72% | 60% |
|  |  |  |  |  |
| **Tempo** par rapport année précédente |  |  |  |  |
| Nombre moyen de jours soldés | 38 | 84 | 42 | 102 |
| Nombre moyen de nuit hors foyers | 43 | 81 | 41 | 93 |
| Plus de stress que d’habitude  dans l’ unité | 34% | 45% | 40% | 49% |
|  |  |  |  |  |
| Etat de la préparation |  |  |  |  |
| Individu se sent bien préparé | 74% | 71% | 76% | 68% |
| Pense que son unité est bien préparée | 60% | 54% | 66% | 54% |

Le déclin est marqué mais le moral restait globalement positif. Au delà de la marge d’erreur de 4% pour toutes les questions, une différence marquée se dégageait entre la Garde Nationale et la Réserve de l’Armée. La première a vu une augmentation moins forte de son tempo et, conséquence peut être, un moral meilleur que pour la seconde. Un autre facteur important souligné par le sondage : l’impact de la participation à OIF sur les intentions de rester dans la réserve. Sachant que durant 2004 le tempo et les rotations OIF ont été accélérées et les tensions répercutées dans les médias, il sera très intéressant de voir si ces tendances se poursuivent dans le sondage de Mai 2005. C’est là que se confirmera ou non la surchauffe.

**Sources documentaires  :**

<http://www.sftt.org/dwarchive.html>

<http://www.ngb.army.mil/>

<http://www.usarec.army.mil/>

<http://www.4.army.mil/USAR/home/index.php>

<http://www.dmdc.osd.mil/surveys>

- Guest Column: A Guardsman Responds. By Gabriel E. Andrade

- Army Reserve chief raises concern about 'broken force'CNN Senior Pentagon Correspondent Jamie McIntyre contributed to this report.

- Volunteered and Unemployed as a Result. By Nathaniel R. Helms

- Guest Column: Falling Morale Hurts Guard Retention By Nathaniel R. Helms

- Rumsfeld Gets Earful From Troops. By Thomas E. Ricks, [Washington Post Staff Writer](http://us.rd.yahoo.com/dailynews/washpost/ts_washpost/byline/a46508_2004dec8/13655089/SIG=10vkfsojr/*http:/www.washingtonpost.com)

- Saving the all-volunteer Army. By JOSEPH L. GALLOWAY. Knight Ridder Newspapers

- SOS Calls from Guard and Reserve. By Ralf W. Zimmermann

- The New Military Life: Heading Back to the War. **By MONICA DAVEY .** Published: December 20, 2004  
- Editorial: Call to arms / The overextended military reaches far and wide

- Wednesday, December 08, 2004. Pittsburgh Post-Gazette. Editorial: Call to arms / The overextended military reaches far and wide

- Uncle Sam Wants Your Kids – Now! By David H. Hackworth

- War on the Cheap. **By** [BOB HERBERT](http://www.nytimes.com/top/opinion/editorialsandoped/oped/columnists/bobherbert/index.html?inline=nyt-per)**.** Published: December 20, 2004

- War tests recruiters' pitch. By Frank James Washington Bureau

- Defensewatch « The voice of the grunt ». 16.09.04. For Guard and Reserve members Service comes at a price. By Paul Connors.

***L’Amicale de l’E M S S T***

AMICALE



**Editorial du Président,**

**Le Général de corps d’armée Jean-Marc RENUCCI**

Nous voilà en fin d’année scolaire et je souhaiterais m’adresser plus particulièrement aux stagiaires quittant l’EMSST. En écrivant ces quelques mots, je suis bien conscient que ce Cahier N°3 ne sera diffusé que fin juillet et que le Cahier N° 4 ne sera réalisé qu’après la rentrée de septembre; néanmoins nous le ferons parvenir, le plus tôt possible, dès que nous connaîtrons leurs nouvelles garnisons.

A tous je souhaite de bonnes permissions après une année scolaire durant la quelle ils ont su montrer leur volonté, leur ténacité et leur sérieux. Certains nous quittent pour rejoindre un organisme de la Défense au sein duquel ils assumeront des responsabilités qui, je l’espère, correspondront parfaitement à ce qu’ils ont acquis mais également à leur desiderata, tant professionnel que familial. Mes félicitations pour votre réussite aux examens, bonne chance pour l’avenir et puis n’oubliez pas votre adhésion à l’Amicale qui vous permettra de rester en contact avec l’EMSST, vos camarades et tous les Anciens.

Je tiens à remercier bien chaleureusement le Général DELOCHRE, Directeur du Collège de l’Enseignement Supérieur de l’Armée de Terre, qui a permis à l’Amicale de jouer son rôle dans les meilleures conditions et ce dans la plus grande convivialité. Il nous quitte, et je tiens à lui souhaiter en mon nom personnel mais également au nom du GCA PIROTH et des officiers de mon Bureau, une bonne retraite.

Un grand merci également au Colonel LAGACHE, chef de la division EMSST,  avec qui nous avons pu agir au mieux avec une parfaite synergie.

Je souhaite de bonnes permissions aux officiers et sous-officiers du CESAT et de l’EMSST qui tout au long de cette année scolaire ont su répondre à nos besoins.

Je ne saurai oublier les officiers (grands anciens) de mon Bureau qui ont montré en toutes occasions un grand dévouement pour que l’Amicale soit présente à tous ses rendez-vous.

Enfin m’adressant à tous les Amicalistes, je leur demande de me faire part de leurs souhaits, de leurs idées, de leurs projets ……pour que notre Amicale puisse répondre le mieux possible à leur attente. Nous avons de nombreux rendez-vous dès le mois de septembre (Voyage d’études dans le Cher ; journées d’actualisation des connaissances pour ce qui concerne le droit (statut des militaires) et l’informatique (intégration des applications dans l’entreprise), vous y êtes cordialement invités. A ce sujet j’ai le projet de mettre en place un document qui vous permettrait d’être bien informé des activités du CESAT :EMSST et de l’Amicale.

J’ai besoin de vous pour aller de l’avant : ma porte est grande ouverte, je vous attends.

***Le mot du Secrétaire général***

D

epuis la subordination de l’EMSST au CESAT, ses personnels n’ont plus comme insigne de poitrine que celui que portaient, autrefois, les officiers de l’Ecole de Guerre « si vis pacem para bellum ».

Le Commandant de la Division EMSST et le Président de son Amicale ont donc proposé au Commandant du CESAT que, pour marquer leur appartenance à la Science et à la Technique, les personnels d’encadrement et les officiers stagiaires puissent adjoindre à l’insigne officiel, l’ancien insigne (sous forme réduite) que portaient leurs anciens

L’Amicale a donc commandé des pin’s de cet ancien insigne, afin de les distribuer systématiquement aux nouveaux stagiaires qui pourront donc dorénavant porter un insigne se présentant comme le montre l’illustration ci-jointe.

Bien entendu les Amicalistes qui ne portent plus d’insigne, ou qui en portent un autre lorsqu’ils sont encore en activité, peuvent également en obtenir moyennant la modique somme de 2 euros.

**Faîtes vous connaître et commandez! !**

Nous avions contacté les Secrétaires d’une quarantaine de promotions de Cyr pour qu’il publient, dans leur bulletin, une page de « retape » en faveur de l’Amicale.

Nous avons reçu seulement dix réponses dont neuf positives ! ! !

Les bulletins des Secrétaires qui ont répondu n’ont pour le moment sans doute pas tous été publiés. On ne peut donc tirer aucune conclusion quantitative sur la démarche entreprise.

Par contre, sur le plan qualitatif je vous laisse juges.

Chacun des Amicalistes appartient à une promotion et par conséquent doit lui fournir quelques nouvelles pour donner matière à la publication de son bulletin.

Nous vous proposons donc de joindre la page ci-après (sous le format que vous estimerez le mieux appproprié[[66]](#footnote-66)) à la contribution que vous ferez parvenir au bulletin de votre promo.

Nous voudrions vous convaincre à la manière de Beaumarchais :

« ***Retapez, retapez, il en restera toujours quelque chose*** »

Pour finir, sachez que nous sommes en train de préparer la réédition des « propos hors cours » du Général Sabatier. L’édition réalisée par l’EMSST en 1978 a peut-être disparu, lors de nombreux déménagements, des bibliothèques de ceux qui en possédaient une version. Leur relecture est un véritable régal.

***Réservez lui dès à présent une place sur votre table de chevet ! ! !***



**Vous êtes Breveté ou Diplômé Technique ?**

alors

**L’« Amicale de l’Enseignement Militaire Supérieur Scientifique et Technique »**

**est**

**votre ASSOCIATION !**

L’« AEMSST » s’applique entre autres à :

* maintenir les liens d’amitié et de solidarité entre ses membres d’active et retraités,
* faire connaître l’Armée et son enseignement supérieur dans les milieux scientifiques civils.

L’ « AEMSST » travaille notamment à :

* organiser des colloques, des conférences et des journées d’actualisation des connaissances,
* éditer un bulletin d’information et une revue à thème,
* organiser des visites d’industries d’armement.

A la demande du Commandant du Collège d’Enseignement Supérieur de l’Armée de Terre, nouvelle structure comprenant le CSEM, l’ESORSEM et l’EMSST, l’« AEMSST » a élargi son champ d’action au profit de l’ensemble de ces organismes. Pour faire face aux associations civiles pléthoriques avec qui elle est amenée à négocier, l’« AEMSST » a besoin d’une base large et solide.

**L’« AEMSST » a besoin de vous ! ADHEREZ !**

*La cotisation,* ***avec délivrance d’un reçu fiscal****, est modique :*

*- soit 20 Euros (invitations aux activités et publications incluses)*

*- soit 25 Euros (pour recevoir* ***en plus*** *les cahiers de MARS)*

Contactez l’« AEMSST »

par la poste :CESAT/EMSST BP 54 00 445 ARMEEES

par messagerie : amicemsst@club-internet.fr

Liste des Membres du Conseil d’Administration

de l’Association

«Amicale de l’Enseignement Militaire Supérieur Scientifique et Technique»

**(AMICALE DE L’EMSST)**

| **Nom et prénom** | **Légitimité** |
| --- | --- |
| ANTOUNE Marie-Noëlle | élue |
| ARAGOU Jacques | élu |
| BOUTE Xavier | élu |
| BROCHET de VAUGRIGNEUSE Tanguy | de droit |
| CARMONA Robert | élu |
| de CERTAINES Christian | de droit |
| DONATI Christian | élu |
| DUCRET Emmanuel | de droit |
| LABOULAIS Joël | élu |
| LAGACHE Stéphane | de droit |
| MAZEL André (Secrétaire général) | élu |
| MOREAU René (Délégué aux relations avec le monde savant) | élu |
| MOUNEYRAT Guy | élu |
| OLLE-LAPRUNE Alain (Délégué aux activités) | élu |
| PADIOLEAU Sébastien | de droit |
| PARADEIS Jean-Jacques | de droit |
| PELOUX de REYDELLET de CHAVAGNAC Claude | de droit |
| POLGE Henri (Trésorier) | élu |
| PRIVAT Philippe | élu |
| RENUCCI Jean-Marc (Président) | élu |
| ROSEMAIN Richard | élu |
| SERVEILLE François | de droit |
| T'KINT de ROODENBEKE Bruno | élu |
| TOLLET Jean-Baptiste | de droit |
| VIDAUD Eric | de droit |

**Conflits du XXI° siècle et emploi des forces terrestres**

*Extrait de la conférence donnée par le Général de division Gérard BEZACIER, Commandant le Centre de la doctrine de l’emploi des forces (CDEF), le 20 janvier 2005, à l’Ecole militaire.*

*L'Amicale de l'EMSST, ses partenaires de l'École Militaire, les Associations MARS, Frères d'Armes, AAIHEDN, AACHEAr, ainsi que le Forum du Futur et l'Association de l'Armement Terrestre, remercient très vivement le Général de Division Gérard BEZACIER pour cette conférence vivante, passionnante et professionnelle, prononcée devant un auditoire particulièrement attentif, très conscient de vivre un instant privilégié et soucieux de suivre au mieux ce brillant exposé.*

*La rédaction remercie le* ***Colonel (H) François TOUSSAINT*** *(ESM 1958-1960) pour ce résumé qui permettra à nombre d'entre nous de retrouver le plan et les idées principales de la conférence du Général BEZACIER.*

La

période de transition que nous vivons nous impose d’étudier les conflits actuels, d’en tirer les conséquences pour la composante terrestre de nos forces et de définir des axes d’effort pour les adapter, en particulier pour assurer une parfaite intégration avec les composantes maritime et aérienne.

**Les caractéristiques des conflits actuels.**

***L’affaiblissement des États***, leur perte de contrôle. De plus en plus nombreux, les États sont souvent faibles et, par là, permettent la prolifération d’organisations, terroristes ou mafieuses, qui remettent en cause l’ordre.

***La radicalisation de la violence***. Les États ne sont plus les seuls détenteurs de la violence. A la mondialisation des attentats, doit répondre la capacité des États d’intervenir hors de leurs frontières. C’est ce que fait l’Union européenne (UE) avec le texte de Xavier Solana qui prévoit des actions armées européennes. La violence trouve sa source dans l’information qui montre à des populations misérables l’opulence dans laquelle vit l’Occident et se développe par la désespérance.

***Les moyens de la violence se développent***. La précision, la rapidité, l’instantanéité des frappes sont immenses. « *Tout ce qui est à la surface de la terre est vu, tout ce qui est vu est tiré, tout ce qui est tiré est détruit !* » Au-delà des armes nucléaires, les armes chimiques et biologiques nous menacent. Les victimes de nos guerres actuelles sont les populations civiles. Les guerres de « *basse intensité* » ont multiplié le nombre des civils tués. Les génocides ne sont pas le seul fait des fascistes…

***Nos adversaires peuvent gagner par des moyens indirects***. Les moyens financiers des organisations terroristes, des trafiquants de drogue, dépassent les budgets de certains États. Ces fonds circulent librement et facilement, sans contrôle, en vertu du principe économique libéral. Les hommes font de même, se déplaçant inexorablement des pays pauvres vers les plus riches. D’autres sources de violence peuvent être identifiées dans les mouvements révolutionnaires, tel ATTAC, ou les facteurs écologiques qui pourraient prendre une certaine importance.

***Le rapport des forces militaires***. Le gap technologique entre les États-Unis et les autres pays est tel que peu de puissances seront capables de le combler… Il en ressort trois conséquences. L’une stratégique, pendant dix à quinze ans nos adversaires ne pourront avoir recourt qu’à des actions subversives. Une d’ordre opératif, la tentation des armes exotiques (nucléaires) sera permanente, la dissuasion n’a existé que parce qu’on l’a utilisée. Enfin, l’utilisation de zones de discrétion et de dissimulation, il reste les montagnes et surtout la population.

***Le problème posé à l’Europe***. Il y a de multiples contradictions entre nos alliances et il nous faut éviter les redondances. L’UE ne doit pas rater le rendez-vous. Il semble que le projet Galileo indépendant soit une incohérence.

***La mise en difficulté du rôle du « tout technologique ».*** Ce modèle mécanique et électronique, mis en oeuvre par les États-Unis, copié avec retard par la France et la Grande-Bretagne, est en difficulté. Depuis 1945, le modèle militaire est en échec, nous n’avons jamais réussi à faire la paix (Corée, Viêt-nam, Chypre, Balkans, Afrique, etc.). Seul Israël n’a pas trop mal réussi.

***L’omniprésence de l’environnement médiatique et juridique***. Les sphères juridiques et médiatiques semblent se mobiliser contre le plus fort (nous !). Il faut compter avec… il faut faire avec. C’est la règle de la démocratie. Chaque commandant d’opération devrait disposer d’un chroniqueur – nouveau sire de Joinville - pour noter scrupuleusement toutes ses décisions et préparer sa déposition devant la future commission d’enquête !

***Quels types de conflits nous attendent dans les dix ou quinze ans à venir ?*** Leur enjeu majeur sera les populations. Il n’y plus de conquêtes territoriales. Il s’agit d’établir la paix. Les nouveaux conflits ne confirment pas le principe « *first in, first out* » sauf pour Artémis (Burundi) et en Haïti. Cela n’est pas possible quand on a des intérêts sur place, par exemple en Côte-d’Ivoire. Il faut tordre le cou au distinguo subtil entre haute et basse intensité : « *la basse intensité, c’est quand vous envoyez des coups ; la haute intensité, c’est quand vous les recevez !* »

**Les concepts français**.

***Etre dissuasifs*** et très forts avec la capacité de neutraliser. Il est inconcevable d’imaginer engager des forces sans moyens lourds. On ne peut engager des soldats « *comme des bonnes sœurs* », c’est une honte. Les soldats doivent faire leur métier.

***Contre qui agir ?*** L’adversaire a changé, il a compris qu’il ne fallait pas affronter l’autre là où il est le plus fort : « *La démocratie veut aller vite, je vais lentement. Vous voulez me voir, je vais me cacher dans la population*. » L’attentat de Madrid est une victoire du terrorisme.

***Trois types d’ennemis*** : les prédateurs (bandits, mafieux, etc.) ; les subversifs (ceux qui remettent en cause l’ordre établi) ; les revendicatifs. Cet ennemi est léger, il peut avoir accès à des moyens sur étagères, il est riche (trafic de drogue, etc.) et peut acheter de la technologie, des ingénieurs, des mercenaires. Nos armées peuvent se trouver en déséquilibre car nous n’avons pas les moyens instantanés d’acquérir la dernière technologie… Il faut adapter les matériels en permanence mais sans oublier l’ennemi classique.

***Trois principes****:* combiner liberté d’action et légitimité ; concentrer les efforts mais graduer les effets (éviter d’acculer l’adversaire pour permettre la négociation ; pratiquer l’économie des moyens et éviter les dommages.

**Les conséquences pour nos forces.**

***Une seule armée à trois composantes*** (air, mer et terre). Tout problème est à étudier dans ce cadre, nécessité de combiner les feux et les moyens des uns et des autres.

***Des forces adaptées*** à trois phases : intervention ; stabilisation (construire la paix) ; reconstruction (gagner la paix). Il faut que les généraux soient associés à la préparation. Il faut améliorer le binôme diplomatie/militaire (c’est le cas des Britanniques pas des Français). Au Chem il faut des diplomates et des financiers.

***Les tactiques et les moyens*** : il faut aller dans les villes ; il faut encore des chars (cf. Tsahal) ; il ne faut pas laisser gagner les guérillas (les Aurès, etc.) ; la protection des troupes doit être améliorée, nos pertes sont une faiblesse (Beyrouth) ; l’interarmisation doit permettre un balancement d’effort entre les forces (moyens adaptés) ; nécessité d’une logistique protégée (à revoir).

***Mettre davantage d’hommes sur le terrain*** : notre armée de terre n’est plus une armée de gros bataillons alors qu’il nous faut beaucoup d’hommes. Le Pentagone étudie un abattement de 50% de ses armes (trois porte-avions mis sous cocon) pour disposer de 500 000 hommes. La présence est indispensable, si nous ne nous occupons pas de l’Afrique, elle s’occupera de nous…

***Notre armée de terre*** dispose d’un système modulaire et polyvalent ; il faut continuer les réformes de structures. Pourquoi pas Saumur à Draguignan ? Retour de l’échelon de la brigade et des états-majors sans forces permanentes (EMF), comme les Etats-Unis et la Grande-Bretagne. Nos soldats sont de qualité : les hommes du RICM ont fait preuve de leur maîtrise d’eux mêmes en Côte-d’Ivoire.

**Ce qui reste à faire.**

Étudier les phases de stabilisation avec les États-Unis, la Grande-Bretagne et l’Allemagne.

Étudier les modes d’action adverses dans le cadre juridique.

Adapter en permanence les équipements (dialogue DGA/corps de troupes).

Constituer deux brigades expérimentales.

Il manque à la force terrestre 20 000 hommes.

L’Europe doit faire un effort financier plus important.

**Un âge avancé**

*Synthèse d’une étude du Colonel (H) Edouard CHARDON du RANQUET,adhérent de l’Amicale de l’EMSST.*

*Les publicitaires , les commerçants et médias de tout poil traquent le citoyen qui a un pouvoir d’achat statistiquement élevé et qui passe maintenant plus de temps en retraite qu’en activité.*

*Tous ces braves gens lui expliquent COMMENT rester jeune, COMMENT vieillir en forme, COMMENT passer sans douleur du 3° au 4° puis au 5° et ensuite au 6° âge, etc…, sans jamais lui expliquer POURQUOI il atteint ces différents stades et meurt très âgé après 80 ans (encore que si l’on en croit les statistiques il y a de moins en moins de décès après cette limite, et si l’on atteint 100 ans, on n’a pratiquement plus aucune chance de mourir).*

*Napoléon déjà se posait la question par le biais d’une formule, certes un peu brutale, mais significative « tout général qui n’est pas mort à 20 ans n’est qu’un jean-foutre », montrant par là qu’il se demandait pourquoi on pouvait, même à l’époque, dépasser largement cet âge.*

*Un médecin de Molière, et sans doute beaucoup d’autres doctes docteurs après lui, dirait que tous les ans l’homme a un an de plus et c’est pourquoi il avance en âge.*

*Ce genre de réponse n’a pas satisfait le Colonel (H) CHARDON du RANQUET, qui comme il le dit lui-même a atteint « l’octogénariat » ! Il nous a donc fait part de ses recherches en ce qui concerne le « POURQUOI » on devient aussi ancien tout en pensant comme Pascal, qu’il cite « le divertissement nous amuse et nous fait arriver insensiblement à la mort ».*

*Il est pour cela remonté jusqu’à la création du monde, décrite dans une traduction récente de la bible qui, malgré un caractère œcuménique non certifié, peut être prise au sérieux.*

*Voici donc l’extrait du troisième récit de la création : « Genèse – Chapitre 3 » que notre camarade Amicaliste nous a transmis.*

A

près qu’il eut créé tous les êtres vivants, Dieu les convoqua.

- Il dit à l’âne : « *Tu es l’âne. Tu sera réputé peu intelligent, fait pour travailler durement du matin au soir en portant de lourdes charges, ne tondant de ces prés que quelques largeurs de langue. Et pourtant tu vivras 50 ans*».

Après une courte réflexion l’âne répondit « *Seigneur 50 ans d’une vie aussi dure me paraît beaucoup trop. Ne me donne que 30 ans à trimer* ».

« *Qu’il en soit fait comme tu le souhaites*».

- Puis vint le chien à qui Dieu dit : « *Tu es le chien. Tu seras ami de l’homme pour le protéger, tu seras souvent attaché, ne mangeant que des restes, et tu vivras 25 ans* ».

La bête ne tarda pas à aboyer « *une telle vie de chien, mon Dieu, ne devrait pas excéder 15 ans* ».

« *Accordé* » répondit le Créateur.

-Ce fut ensuite le tour du singe. « *Tu es le singe. Tu sauteras d’arbre en arbre, tu auras un comportement idiot tel que tu feras rire les autres et cela pendant 20 ans de vie* ».

« *20 ans à faire le clown me semblent bien long. Ne puis-je bénéficier d’une réduction de 5 ans ?* »

« *Va pour seulement 15 ans d’existence* ».

* Ce fut finalement le tour de l’homme. « *Tu es Adam, créé à mon image, contrairement aux autres êtres vivants. Ton intelligence et ton esprit rationnel te permettront d’imaginer et de réaliser toutes sortes de choses et le monde t’appartiendra. Tu as 20 ans devant toi pour cela*».

Sans attendre l’homme répliqua  « *20 ans seront insuffisants pour réaliser tout ce que tu dis que je ferai. Donne moi autant de durées de vie que les animaux qui m’ont précédé ont pu obtenir* ».

Dieu accéda « sans hésitation ni murmure » à sa demande, bien que sachant déjà qu’il serait amené à chasser Adam du Paradis.

Il veille depuis à ce que nous vivions 20 ans comme des hommes, qu’ensuite, mariés ou non (surtout mariés) nous travaillions du matin au soir, comme des ânes, courbés sous le poids de lourdes tâches, pendant 30 ans,.

Durant 15 ans, comme des chiens, nous devrons garder la maison, liés à la famille, ne mangeant que ce que les enfants, qui vivent insouciants leur vie d’homme, nous laissent.

Le Créateur s’ingénie enfin à ce que nous disposions d’encore 15 ans pour nous comporter comme des idiots, faisant le singe pour amuser nos petits enfants.

Voilà pourquoi, au lieu d’une simple addition de nombre d’années souhaitée par Adam, le cumul inconsidéré des vies d’âne, de chien, de singe et d’homme nous amène durement à cet âge de 80 ans, que certains peuvent même dépasser  s’ils ont la baraka !

Mais est-ce réellement une chance ?

Le texte originel décrivant la création du monde étant en grande partie endommagé, sa traduction n’est que partielle et il est donc impossible de savoir de quelles vies d’animaux nous avons bien pu hériter au-delà de cet âge respectable.

***Carnet gris***

N

ous avons appris les décès du Colonel Frédéric de LAPARRE de SAINT-SERNIN, le 31 janvier 2005

L’Amicale de l’EMSST s’associe à la peine de sa famille et de ses proches, et les prie d’accepter ses condoléances les plus sincères

**Notes de lecture**



# 

**FITNA, guerre au cœur de l’Islam**

**De Gilles Kepel**

Editions Gallimard août 2004

*Par le Général de corps d’armée Jean-Noël SORRET*

T

ous les musulmans ne sont pas islamistes et tous les islamistes ne sont pas d’accord entre eux :leurs conflits peuvent être acharnés. C’est la « *fitna* », terme que Gilles Kepel traduit par « *la sédition, la guerre au cœur de l’islam* » et qu’il analyse avec maestria.

L’ouvrage présente d’abord l’avantage d’être accessible à un large public, de situer les événements de début de nouveau millénaire dans une perspective historique et géopolitique originale et de laisser entrevoir des issues.

Spécialiste de l’islam, enseignant à Sciences Po, Kepel est allé chercher ses informations aux source, américaines, européennes et moyen-orientales, sources qu’il met à la disposition de ses lecteurs dans une bibliographie exceptionnelle.

Donc livre ouvert, actuel et objectif. (L’auteur analyse mais ne prend jamais parti).

L’auteur développe la montée et le succès, confirmé par le « plébiscite » qu’est la réélection de G.W. Bush, du courant néoconservateur. Celui-ci est né du sentiment de frustration laissé par la première guerre du golfe : Saddam, ennemi juré d’Israël, est toujours dictateur, son pétrole n’est pas accessible. Bush (père) et Clinton n’ont pas su exploiter la chute de l’empire soviétique. Les accords d’Oslo, avec l’éventuel reconnaissance effective d’un état palestinien, sont insupportables aux tenants d’une Amérique puissance mondiale unique ; l’arrivée au pouvoir d’Ariel Sharon en Israel leur apporte un renfort de poids.

Parallèlement la forme extrême du *jihad* (guerre sainte) se construit autour de Ben Laden et du Dr Zawahiri par la création d’un « *Front islamique international contre les juifs et les croisés* » qui appelle à « *tuer les Américains et les Juifs partout où ils se trouvent* ». La nouvelle doctrine est très largement diffusée et mise en œuvre par différents groupes islamistes. La deuxième *intifada*, née de l’échec des accords d’Oslo, le terrorisme en Tchétchénie, sont d’excellent relais pour ce nouveau *dihad*.

Mais pour les leaders de la mouvance qui va se donner le nom de Al-Qaïda, il faut frapper au cœur de l’ennemi. C’est la longue, minutieuse préparation, puis la réussite de l’attentat impensable du 11 septembre. L’événement va bouleverser les Américains, mais, paradoxalement, assurer la complète victoire des néoconservateurs. Certes les Américains vont ouvrir *la boite de Pandore* en déclenchant la guerre contre le régime irakien mais leur volonté est bien d’asseoir leur position au Moyen-Orient, de redistribuer la carte des revenus pétroliers et, enjeu fondamental, d’installer en Irak une démocratie qui devra servir de modèle aux Etats de la région. L’objectif est aussi de poursuivre la lutte contre le terroriste Ben Laden qui leur a échappé malgré la somme de moyens militaires de dernière technologie utilisés pour éliminer le régime des talibans en Afghanistan. L’auteur dresse un rapide mais significatif tableau de ces nouveaux armements que seuls possèdent les Américains et en précise leurs limites face à une résistance bien construite. Le livre est publié à la veille de la bataille de Falluja…

***Cette longue première partie est une bonne leçon d’histoire contemporaine.***

La dernière partie nous concerne encore plus directement : *La bataille d’Europe*. Nous avons un tableau complet, actuel, parfaitement documenté de l’islamisme en Europe. Pour les partisans du djihadisme, les buts sont clairs et annoncés sous le vocable coloré de la reconquête de l’Andalousie, manifesté par l’attentat meurtrier et ciblé de Madrid: promouvoir l’Islam seule voie de salut dans les pays de «*mécréance* ».

Mais Kepel nous rappelle que l’islamisme est multiple. Les différentes mouvances et tendances sont analysées méthodiquement, avec un souci constant de rester dans l’actualité, de fournir des éléments factuels indiscutables.

Le lecteur découvrira la véritable signification de dénominations comme Frères musulmans, salafistes (divisés en obédience opposées), Etudiants Musulmans de France, disciples de Tariq Ramadan, et les objectifs réels des uns et des autres.

***Cette étude « sociologique » est le troisième centre d’intérêt de cet ouvrage.***

Pour conclure, l’auteur refuse le fatalisme. Les populations d’origine musulmane, progressivement gagnées par le modernisme, pourraient s’opposer aux forces destructrices du djihad et de la fitna.

*« Mais cela suppose que les sociétés européennes mènent à bien le processus d’intégration de populations..... »*.

**La fin de l’occident**

**L’Amérique, l’Europe et le Moyen-Orient.**

De François HEISBOURG - Editions Odile Jacob - Janvier 2005

*Par le Général de corps d’armée Jean-Noël SORRET*

D

ès la fin 2001, François Heisbourg proposait une remarquable réflexion sur le bouleversement du paysage mondial qui allait suivre les attentats du 11 septembre. C’était « *Hyperterrorisme : la nouvelle guerre »*. Trois ans plus tard, c’est un nouveau bilan, inquiètant, qui nous est fait.

Le premier chapitre *« l’avènement du terrorisme* » décrit, de façon tout à fait réaliste, des scénarios d’actions terroristes, certes supposés bien connus, mais qui devraient donner à réfléchir sur le niveau des menaces concrètes qui menacent l’occident.

L’auteur fait remarquer qu’au-delà des victimes effectivement possibles, la psychose engendrée par de tels actes auraient de dramatiques conséquences sur les populations. La suite de l’ouvrage s’éloigne un peu de ce « paysage » stratégique pour en retenir les aspects plus politiques. Curieusement l’auteur estime, et nous sommes déjà en 2005, que « *les Etats-Unis ont perdu le Moyen-Orient*». Les élections, la mise en place d’autorités politiques en Irak, le retrait de la Syrie du Liban, laissent penser que l’action américaine n’est pas aussi négative que certains le croyaient….. et le prédisaient, et que la perte d’influence des Etats-Unis est toute relative.

Le deuxième constat de ce livre est la crise des relations transatlantiques et la fin de l’OTAN. Si la crise est toujours effective, les Américains font tout pour que l’OTAN, garde un rôle central dans la gestion des conflits.

La conséquence, troisième thèse de Heisbourg, est la marginalisation inévitable de l’Europe. Les européens doivent donc s’interroger sur leur rôle futur s’ils veulent contribuer à réduire *Le grand schisme d’Occident*.

Le cœur de l’ouvrage est bien la fracture de l’occident né de l’engagement américain en Irak. L’auteur donne un certain nombre de pistes pour un retour à une *« nouvelle approche des relations transatlantiques* ». La France, forte d’une importante communauté d’origine musulmane nord-africaine, pourrait avoir une mission de médiation entre l’Occident et l’Orient d’abord, mais aussi à l’intérieur des « *Occidents multiples* » ensuite.

Ce livre, fruit des réflexions éclairées d’un grand connaisseur de la scène internationale et de la collaboration de chercheurs de la Fondation pour la Recherche Stratégique, est un ouvrage d’accès facile.

Il contribue à une approche réaliste des nouvelles donnes de la situation dans le monde.

**Vers la Quatième guerre mondiale?**

**de Pascal Boniface**

Edition A.Colin - Mars 2005

*Par le Général de corps d’armée Jean-Noël SORRET*

Ce

livre de Pascal Boniface, Directeur de l’Institut des relations internationales et stratégiques(IRIS), pose la question majeure de la capacité des Etats d'Occident de "relever le défit stratégique majeur auquel nous devons faire face" et met en exergue la question israélo-palestinienne et celle, complexe, des relations entre Israël et les Etats-Unis.

Les scénarios proposés par Pascal Boniface laissent à penser que le XXI° siècle risque de dépasser en horreur le siècle précédent.

1. *M. Robert Badinter, M. Joao Clemente Baena Soares, Mme Gro Harlem Brundtland, Mme Mary Chinery-Hesse, M. Gareth Evans, M. David Hannay, M. Enrique Iglesias, M. Amre Moussa, M. Satish Nambiar, Mme Sadako Ogata, M. Yevgeny Primakov, M. Qian Qichen, Mme Nafik Sadiq, M. Salim Ahmed Salim, M. Brent Scowcroft* [↑](#footnote-ref-1)
2. *La création de ce Groupe avait été annoncée par le Secrétaire général dans l'allocution d’ouverture de la cinquante-huitième session de l'Assemblée générale, le 23 septembre 2003.* [↑](#footnote-ref-2)
3. *1997 - Sommet de la Terre de Kyoto : stabilisation des émissions de gaz à effet de serre d’ici à 2010 et la réduction des émissions de monoxyde d’azote (CO).* [↑](#footnote-ref-3)
4. *Décrétale de Boniface VIII.* [↑](#footnote-ref-4)
5. *La Chine (à l’époque représenté par le gouvernement nationaliste de Tchang Kaïchek), les Etats-Unis, la France, la Grande-Bretagne et l’URSS (aujourd’hui la Russie). Ces cinq pays sont aussi devenus les cinq grandes puissances nucléaires.* [↑](#footnote-ref-5)
6. *Cinq membres permanents et dix non permanents, élus pour deux ans non renouvelables.* [↑](#footnote-ref-6)
7. *Un devrait venir d’Europe (Allemagne ou Italie), un autre d’Amérique latine, deux d’Asie et deux d’Afrique.* [↑](#footnote-ref-7)
8. *Et dans l’hypothèse où, de toute façon, ils étaient « au programme », sinon c’est un détour assez long !*  [↑](#footnote-ref-8)
9. *Il faut toujours inclure un ouvrage de pure littérature, si possible parmi ceux considérés localement comme incontournables ou symboliques. Par exemple, à un étranger qui voudrait « comprendre la France », un Français recommanderait naturellement la lecture d’un grand classique (Zola, Proust, Molière, Camus…).* [↑](#footnote-ref-9)
10. *Exemple de cycle « Islam » : le Coran (forcément), « L’Islam en questions » de Luc Barbulesco et Philippe Cardinal (Grasset), « L’Islam en France », étude du CNRS,  « Monde Arabe » à la Documentation Française, « Sublimes paroles et idioties de Nasr Eddin Hodja » (Pocket), « Le livre des ruses » présenté par René Khawam (Phébus), « Introduction à la critique de la raison arabe » de Mohamed Abed al-Jabri (Découvertes/IMA), « Sur l’Islam » de Louis Massignon (L’Herne), « Le regard colonial » de Jean-Pierre Diehl (Régine Déforges), « Saladin » de Geneviève Chauvel (Livre de poche), « De la part de la princesse morte » de Kénizé Mourad (Livre de poche), « L’identité culturelle de l’Islam » de Von Grunebaum (Tel) = 12 ouvrages.* [↑](#footnote-ref-10)
11. *Toutes les encyclopédies proposent des liens hypertexte pour ceux qui disposent d’Internet : autre façon d’approfondir sa recherche bibliographique en exploitant les technologies nouvelles !* [↑](#footnote-ref-11)
12. *Soit une lecture en deux à quinze jours selon la disponibilité du moment.* [↑](#footnote-ref-12)
13. *Je me suis livré récemment à une expérience amusante : jauger l’épaisseur de best-sellers historiques récents. En Livre de poche, le « De Gaulle » de Lacouture, en trois volumes, totalise 2517 pages. Le « Napoléon » de Max Gallo en quatre volumes se contente (…) de 1891 pages. Je précise « texte uniquement, hors index et bibliographie ». Sans mettre en doute leurs qualités intrinsèques, force est de constater que ces livres sont absolument hors de portée du lecteur éclectique qui en est à constituer son fond culturel.* [↑](#footnote-ref-13)
14. *Les titres des parties sont éclairants : « Unfit to Lead », « First, Command Yourself », « Painting the Wrong Picture », « The Tactics of Defeat », “The Butchers », “Naked Into Battle”, “Planning for Disaster”, et “Ministerial Irresponsibility”.* [↑](#footnote-ref-14)
15. **Cet article est publié ici avec l’aimable autorisation de la Revue « l’Expansion ».**

    **La rédaction des Cahiers du CESAT l’en remercie.** [↑](#footnote-ref-15)
16. *LYAUTEY, du rôle colonial de l’armée, collection « questions du temps présent », Paris, 1931*. [↑](#footnote-ref-16)
17. *LYAUTEY, lettres du Tonkin et de Madagascar 1894-1899, 2° édition, Paris, A. Colin, 1921.* [↑](#footnote-ref-17)
18. *Galliéni a rendu compte de sa mission à MADAGASCAR dans un ouvrage intitulé rapport d’ensemble de la pacification, l’organisation et la colonisation de MADAGASCAR, publié chez LAVAUZELLE et disponible sous la côte 24511 à la bibliothèque du CESAT.* [↑](#footnote-ref-18)
19. *LYAUTEY, op. cit.* [↑](#footnote-ref-19)
20. *Cité par André MAUROIS dans LYAUTEY, Plon, 1934.* [↑](#footnote-ref-20)
21. *LYAUTEY, lettres du Tonkin et de Madagascar 1894-1899, 2° édition, Paris, A. Colin, 1921.* [↑](#footnote-ref-21)
22. *PRT : Province Reconstruction Team ; structures d’inspiration américaine mêlant forces de sécurité et aides à la reconstruction dans les provinces afghanes* [↑](#footnote-ref-22)
23. *LYAUTEY, op. cit* [↑](#footnote-ref-23)
24. *Cité par Hervé de CHARRETTE, Lyautey, JC Lattès, 1997* [↑](#footnote-ref-24)
25. *LYAUTEY, op. cit* [↑](#footnote-ref-25)
26. *Cité par André MAUROIS dans LYAUTEY, Plon, 1934.* [↑](#footnote-ref-26)
27. *GALLIENI, op.cit.* [↑](#footnote-ref-27)
28. *Principe d’intervention qui voudrait qu’une force armée entrant en premier sur un théâtre, le quitte aussi en premier.* [↑](#footnote-ref-28)
29. *de Serge Tchakhotine. Editions Gallimard, collection « Tell », avril 2004* [↑](#footnote-ref-29)
30. *EADS (Eurocopter, Space Transportation et DCS) Thalès (TTS) Sagem (Eragny et Massy) GIAT-Industries (Satory)* [↑](#footnote-ref-30)
31. *Du Commandant Charles BUGNET.- 1929 – 268 pages* [↑](#footnote-ref-31)
32. *La plupart ne reviendront pas . Eugénio Corti. Editions de Fallois.1947.2003. 136 pages.* [↑](#footnote-ref-32)
33. *Op. Cit p 138* [↑](#footnote-ref-33)
34. « *plusieurs fois je me demandais…ce qu’il fut advenu de nous sans les allemands. Et malheureusement il me faut bien répondre ceci : seuls nous autres italiens serions tous tombés aux mains de l’ennemi .» op.cit. p 141* [↑](#footnote-ref-34)
35. *la division Pasubio avec la division Torino représentaient les deux divisions italiennes du 35ème corps d’armée germano-italien* [↑](#footnote-ref-35)
36. *Martin van Creveld - 1998* [↑](#footnote-ref-36)
37. *Analyse de l’histoire du commandement à travers les âges comme une course sans fin entre le besoin croissant d’information et la capacité des systèmes de commandement à y répondre.* [↑](#footnote-ref-37)
38. *Thèse selon laquelle c'est le déclin de l'organisation militaire qui a entraîné le recrutement des femmes. Ce recrutement accélère le déclin des armées. L’auteur relativise le progrès que constitue l'accession des femmes à la chose militaire et démontre que, là où se joue la guerre, les hommes ont toujours le monopole de la violence puisque ce sont eux qui paient ce que Clausewitz appelait «le tribut de la guerre» et qui «commettent» ce que Tolstoï nomme « l'acte de tuer ».* [↑](#footnote-ref-38)
39. *Théorie du Chaos: la fin de la bipolarité va consacrer une théorie selon laquelle le maître à penser en stratégie ne sera plus Clauzewitz mais Sunzi. De fait, l'ennemi devenant indistinct et ses comportements aléatoires, il ne s’agit plus de livrer des batailles décisives et de détruire l’adversaire mais de gérer des crises et de vaincre sans combat. Cette thèse est aussi défendue par John Keegan, A History of Warfare, (Londres 1993).* [↑](#footnote-ref-39)
40. *Terme apparu dans les années 80 que Martin Van Creveld caractérise en trois points :*

    *Conflits qui tendent à proliférer dans les régions les moins développées de la planète (dans les pays développés, ils sont généralement désignés sous divers vocable tels que « terrorisme », « maintien de la paix » ou pour l’Irlande du Nord – « troubles » ;*

    *Ils opposent très rarement des troupes régulières entre elles, bien que celles-ci y combattent souvent des rebelles, des terroristes et même des civils y compris des femmes et des enfants ;*

    *Les armements collectifs qui font l’orgueil et le bonheur de toute armée moderne, n’y sont pas privilégiés.* [↑](#footnote-ref-40)
41. *La guerre comme une expérience intérieure édition Christian Bourgeois 1997* [↑](#footnote-ref-41)
42. *Thèse développée dans Projet pour la paix perpétuelle* [↑](#footnote-ref-42)
43. *Roger Trinquier codifie, en 1961, les principes qui peuvent permettre aux armées occidentales de résister victorieusement aux entreprises subversives de l’ennemi dont l’enjeu sont les masses ; la victoire dans la guerre moderne ne peut être obtenue que par l’éradication de l’organisation adverse en révisant les modes d’actions traditionnels des armées. Cette œuvre est actuellement étudiée au Command and General Staff College à Fort Leavenworth.*  [↑](#footnote-ref-43)
44. *La période des Royaumes Combattants, entre le Vème et la fin du 3ème siècle avant notre ère, s’est achevée par le triomphe du Royaume de Qin, fondateur en 221 av. JC de l’Empire chinois après élimination progressive de l’ensemble de ses rivaux. Voir, Valérie Niquet, Les fondements de la stratégie chinoise, Economica, Paris, 2000.* [↑](#footnote-ref-44)
45. Si l’instrumentalisation par ces deux pays, pour des raisons de politique interne, de la question de l’immigration chinoise ne peut être niée, cela ne signifie pas que le problème n’existe pas. [↑](#footnote-ref-45)
46. Aux Etats-Unis mais également en Europe, les communautés chinoises ont parfois été mobilisées par les ambassades de RPC pour organiser des manifestations contres les représentations de Taiwan par exemple. [↑](#footnote-ref-46)
47. *Particulièrement si on les compare avec celles des Etats-Unis, adversaire que la Chine s’est elle-même donnée.*  [↑](#footnote-ref-47)
48. *A ce titre le renforcement des capacités militaires de la Chine pré date l’arrivée au pouvoir à Washington d’une Administration moins conciliante.* [↑](#footnote-ref-48)
49. *Le contrôle sur l’information demeure toutefois étroit, y compris pour ce qui concerne la communication par internet. Et de nombreuses arrestations de « cyberdissidents » accusés de « divulguer des secrets d’Etat » ont eu lieu au cours de ces dernières années* [↑](#footnote-ref-49)
50. *Sans oublier que les inégalités, sources de frustrations, sont également présentes en ville avec l’émergence d’une population d’exclus qui ne va pas sans rappeler les coupures sociales qui peuvent exister dans les pays les plus développés. On assiste en Chine aux mêmes types de rejet et d’exclusion face aux migrants intérieurs qui « envahissent » les villes les plus prospères et sont parfois regroupés dans des centres de détention aux portes de ces mêmes villes, avant d’être renvoyés dans leur province d’origine.* [↑](#footnote-ref-50)
51. *Les tensions sont en ce moment particulièrement vives avec le Japon concernant l’accès aux ressources énergétiques sibériennes et les droits d’exploitation en mer de Chine orientale. Quant à la sécurité des voies de communication maritimes, elle est aujourd’hui potentiellement garantie par les Etats-Unis ce qui bien entendu renforce le sentiment de vulnérabilité de la RPC qui n’a pour le moment pas les moyens de s’opposer à cet ordre régional.* [↑](#footnote-ref-51)
52. *Comme le démontre la capacité de la RPC, jusqu’à un certain point, d’imposer sur la scène internationale sa propre vision de la « question intérieure » taiwanaise.*  [↑](#footnote-ref-52)
53. *Sun Zi, l’Art de la guerre, Economica, Paris 1998.* [↑](#footnote-ref-53)
54. *On retrouve ici encore les principes classiques de la stratégie chinoise selon lesquels les faiblesses doivent être transformer en forces, comme d’ailleurs dans les Arts martiaux.* [↑](#footnote-ref-54)
55. *Rapport au Parlement sur les exportations d’armement de la France en 2002 et 2003 (disponible sur le site du ministère de la Défense).* [↑](#footnote-ref-55)
56. *Voir « La France confirme sa place de troisième exportateur mondial d’armement », Laurent Zecchini Le Monde du 3 février 2005.* [↑](#footnote-ref-56)
57. *La première partie a été publiée dans le Cahier n°2 du CESAT.* [↑](#footnote-ref-57)
58. *Pour une scolarité débutant en 1937.* [↑](#footnote-ref-58)
59. *Pendant les 2, puis 3 années de scolarité, les élèves sont notés en continu.* [↑](#footnote-ref-59)
60. *Voir en fin d’article.*

    3bis *Voir en fin d’article.* [↑](#footnote-ref-60)
61. *A ce titre, il n’est pas inutile de donner les chiffres des pertes des officiers généraux : sur environ 1 400 généraux de la Heer et de la Luftwaffe, près de 500 ont été tués au combat ou ont disparu de 1939 à 1945 ! Cela laisse imaginer les pertes parmi leurs officiers d’état-major…* [↑](#footnote-ref-61)
62. *Ne pas confondre avec les officiers d’ordonnance. Les ordonnances sont des hommes de troupe au service des officiers pour toutes les tâches matérielles (préparation et entretien du paquetage, logement, etc…). Sur le front de l’Est, beaucoup d’ordonnances sont des Russes (les Hilfswilligen ou Hiwi – « auxiliaires volontaires »).* [↑](#footnote-ref-62)
63. *La fonction de vétérinaire n’est pas anecdotique. Jusqu’à la fin de la guerre, l’armée allemande restera majoritairement hippomobile. Ainsi, par exemple, on compte encore, en 1944, 1,1 million de chevaux inscrits sur le tableau des effectifs.* [↑](#footnote-ref-63)
64. .Le général Otto Elfeldt, commandant le 84° CA, est ainsi le seul général de corps d’armée à être fait prisonnier dans la poche de Falaise. [↑](#footnote-ref-64)
65. *Cet article, communiqué par la «****Réunion des ORSEM****», a déjà publié dans le numéro du 1er trimestre 2005 de son Bulletin.* ***Tous droits réservés.*** [***www.r-orsem.fr.st***](http://www.r-orsem.fr.st) [↑](#footnote-ref-65)
66. *Nous pouvons le faire parvenir par messagerie électronique, à ceux qui le demanderaient en précisant le format souhaité*. [↑](#footnote-ref-66)